

flexibilité > initiative > expérience > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > réactivité > confiance > rentabilité > souplesse > avant-gardisme > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect > esprit créatif > responsabilité > innovation > capacité d'adaptation > dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation > orientation-services > résilience > flexibilité > initiative > expérience > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > réactivité > confiance > rentabilité > souplesse > avant-gardisme > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect > esprit créatif > responsabilité > innovation > capacité d'adaptation > dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation > orientation-services > résilience > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > flexibilité > constructivité > **PASSION** > avant-gardisme > rapidité > réactivité > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect > affaires > chef de file > conciliation > esprit créatif > **INNOVATION** > dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > approche simplifiée en affaires > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > **CONCENTRATION** > concentration > expertise >



RAPPORT ANNUEL

pour l'exercice clos le 31 mars 2014

Le client **D'ABORD**

perfectionnement > polyvalence > réactivité > qualité supérieure > dévouement > **CONFIANCE** > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > confiance > respect > esprit créatif > innovation > **PRÉSENCE MONDIALE** > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation > dévouement > réputation > **INTÉGRATION** > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > flexibilité > initiative > expérience > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > réactivité > confiance > rentabilité > souplesse > avant-gardisme > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect > esprit créatif > responsabilité > innovation > capacité d'adaptation > dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation > orientation-services > résilience > flexibilité > initiative > expérience > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > réactivité > confiance > rentabilité > souplesse > avant-gardisme > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect > esprit créatif > responsabilité > innovation > capacité d'adaptation > dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation > orientation-services > résilience > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale >

1

Points saillants financiers

2

Présence mondiale CAE

4

Message du président du conseil d'administration

5

Message aux actionnaires

8

Passion

10

Innovation

12

Concentration

14

Confiance

16

Présence mondiale

18

Intégration

20

Responsabilité

21

Revue financière

CAE est un chef de file mondial dans la fourniture de solutions de formation complètes, basées sur des technologies de simulation et des services intégrés de formation de classe mondiale.

L'entreprise compte 8 000 employés dans plus de 160 sites et centres de formation répartis dans 35 pays. Notre vision est d'être le Partenaire de choix de nos clients et nous bâtissons des relations à long terme avec eux. Nous offrons à nos clients de l'aviation civile, de la défense et de la sécurité une gamme complète de solutions innovatrices composée de produits, de services et de centres de formation qui répondent aux besoins essentiels de leurs missions en matière de sécurité, d'efficacité et de préparation. Nous offrons des solutions similaires à nos clients des secteurs de la santé et des mines. CAE dispose du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires, soutenu par une large gamme de services après-vente, et répond aux besoins de ses clients depuis près de 70 ans. Nous disposons du plus grand réseau de services de formation au monde et offrons des services de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans plus de 67 emplacements partout dans le monde et formons plus de 120 000 membres d'équipage civils et militaires chaque année.

www.cae.com



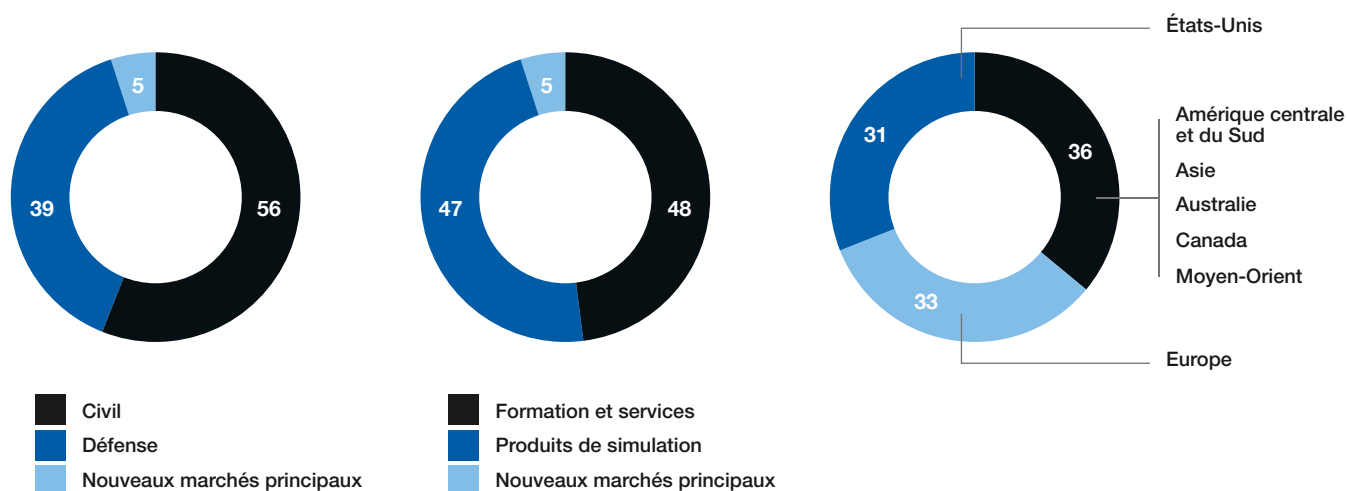
Suivez-nous sur Twitter @CAE_Inc

Points saillants financiers

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2014	2013
Résultat opérationnel		
Produits des activités ordinaires	2 114,9	2 035,2
Résultat net	191,1	140,7
Carnet de commandes	4 205,6	3 717,8
Situation financière		
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	276,0	154,5
Dépenses d'investissement en immobilisations	157,4	96,7
Total de l'actif	4 236,7	3 691,3
Total de la dette à long terme, déduction faite de l'encaisse	856,2	813,4
Par action		
Résultat de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,73	0,53
Dividendes	0,22	0,19
Capitaux propres	5,67	4,43

Répartition des revenus – Exercice 2014 (en %)



PASSION ➤

INNOVATION ➤

CONCENTRATION ➤

8 000

personnes qui font passer le client

D'ABORD

CONFIANCE ➤

PRÉSENCE MONDIALE ➤

INTÉGRATION ➤



● MEDELLÍN
● BOGOTÁ

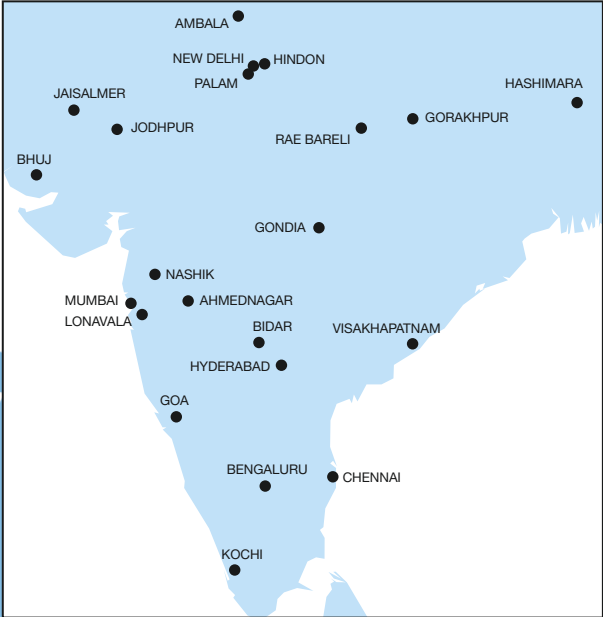
● LIMA

● BELO HORIZONTE

● SÃO PAULO

● SANTIAGO





Message du président du conseil d'administration



CAE a acquis une réputation enviable pour son leadership technologique et son innovation dans ses segments de marché à travers le monde

En qualité de membre de longue date du conseil et, maintenant, de président du conseil, j'ai personnellement été témoin de l'évolution de cette formidable entreprise mondiale dotée de profondes racines canadiennes. CAE s'est mérité une réputation enviable pour son leadership technologique et son innovation dans ses segments de marché à travers le monde.

CAE a fait de bons progrès au cours de l'exercice 2014. Des objectifs clés ont été atteints, ce qui s'est traduit par une amélioration de la performance financière. De manière plus significative, grâce à un carnet de commandes record à la fin de l'exercice, CAE est en bonne position pour maintenir son rythme de croissance.

Puisque CAE a de bonnes perspectives et une position financière solide, le conseil a approuvé une troisième augmentation du dividende en trois ans. Cette décision est aussi conforme aux trois priorités en matière d'affectation du capital – financer la croissance, conserver un bilan sain et augmenter le rendement pour les actionnaires.

Un grand nombre de changements ont été apportés à la structure de gouvernance de CAE au cours des dernières années, découlant de nouvelles exigences et pratiques. Le conseil d'administration de CAE considère la bonne gouvernance d'entreprise plutôt comme un cheminement qu'une destination; nous avons, à cet effet, effectué plusieurs

changements récemment. Le fil conducteur, tout au long de cette période, a été l'engagement de CAE de respecter les normes de gouvernance d'entreprise les plus élevées; cela demeure la priorité du conseil.

Six administrateurs ont quitté leurs fonctions l'an dernier à la suite des changements apportés à la limite d'âge et à la durée du mandat, ce qui a réduit le nombre de directeurs de 16 à 10. Nous avons accueilli deux nouveaux directeurs au sein du conseil, Kathleen Walsh et Andrew Stevens. Ils sont tous deux dotés d'une expérience de l'industrie hautement pertinente et ont déjà servi à titre de chefs de la direction d'une entreprise. Plusieurs autres améliorations à la gouvernance ont été apportées au cours de la dernière année, afin d'assurer les meilleurs pratiques qui soient.

CAE a du succès à cause du savoir-faire et de l'expérience de ses gens partout dans le monde. Au nom du Conseil, je souhaite remercier les administrateurs, l'équipe de direction et les employés de CAE pour leur contribution remarquable à une année 2013-2014 fructueuse. Nous sommes certains que CAE est bien positionnée pour l'avenir.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'James Hankinson'.

James Hankinson

Président du conseil d'administration

Message aux actionnaires



**Notre discipline
opérationnelle et l'accent mis
sur le client ont donné des
résultats positifs pour CAE
au cours de l'exercice 2014**

Je suis heureux des résultats de l'exercice 2014. Nous avons franchi des étapes stratégiques clés, et avons clôturé l'exercice avec de solides bénéfices, une situation financière renforcée et des perspectives favorables pour tous nos segments d'affaires.

Notamment, nous avons conservé notre position de chef de file du marché et notre carnet de commandes* a atteint un niveau record de 4,2 milliards \$. Ces réalisations, ainsi que plusieurs autres au cours de l'année, ont démontré la valeur de nos solutions et la force des relations que nous entretenons avec nos clients, et donnent à CAE l'élan nécessaire pour une croissance future.

Résultats financiers et affectation du capital

Les revenus consolidés s'établissent à 2,1 milliards \$, en hausse de 4 % par rapport à l'exercice 2013, et le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situe à 190,0 millions \$, ou 73 cents par action.

Nous avons obtenu un bon rendement au niveau des flux de trésorerie disponibles*, soit 200,6 millions \$ générés à la fin de mars, en hausse de 117,1 millions \$ par rapport à l'exercice précédent. Cela représente une conversion de 105 % du résultat net en trésorerie.

Conformément à nos priorités d'affectation du capital, nous avons continué d'investir dans des occasions de croissance qui sont liées au marché et dont les profils de rendement sont attrayants, tout en augmentant le rendement pour les actionnaires au moyen d'une augmentation du dividende. Nous avons aussi réduit la dette nette* d'environ 30 millions \$, à 856,2 millions \$ au 31 mars 2014, par rapport au 31 décembre 2013. Notre ratio de la dette nette sur le capital total* a diminué pour atteindre 36,6 %, une baisse de 4,9 % par rapport à l'exercice précédent, et à un niveau inférieur à ce qui avait été prévu.

Points saillants de l'exercice 2014

Nous avons réalisé d'importants progrès lors du dernier exercice.

Notre division Civil a augmenté sa marge d'exploitation* à 17,9 % au quatrième trimestre, une amélioration considérable par rapport à 12,5 % au premier trimestre de l'exercice et conforme à notre objectif énoncé. La marge plus élevée du quatrième trimestre est le reflet d'améliorations opérationnelles qui sont en cours et d'un volume plus élevé dans le réseau de centres de formation.

Nous avons établi un nombre record de ventes de 48 simulateurs de vol civils. Ce jalon témoigne de la force de la

Message aux actionnaires

marque CAE, qui est synonyme de leadership technologique, de qualité et de fiabilité, et de soutien à la clientèle de première classe.

Du côté de la division Défense, notre approche a permis à CAE d'être résiliente dans un contexte de compressions budgétaires en Amérique du Nord et en Europe. Notre entreprise est unique grâce aux avantages de la formation fondée sur la simulation, aux régions desservies et aux plateformes à longue durée de vie qui constituent la plus grande partie de nos activités. Grâce à ces attributs propres à CAE et à un carnet de commandes bien rempli, nous avons connu une croissance des produits des activités ordinaires à l'exercice 2014 malgré les conditions difficiles bien connues dans ce secteur.

Nous avons continué de positionner nos divisions Santé et Mines pour la croissance. CAE Santé a continué à investir dans le développement de nouveaux produits et l'augmentation de ses capacités de vente. Nous avons enregistré de nouvelles ventes de produits auprès d'universités et d'hôpitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Moyen-Orient pour une gamme de solutions, notamment nos simulateurs d'échographie, simulateurs chirurgicaux et simulateurs de patients ainsi que nos systèmes de gestion de centres. Du côté de CAE Mines, nous avons vendu nos systèmes de modélisation des ressources et de planification minière à des clients partout dans le monde.

R-D et innovation

Le leadership technologique et l'innovation constituent les pierres angulaires de notre avantage concurrentiel. Pour conserver cet avantage, nous investissons considérablement dans le développement de produits, services et solutions qui aident nos clients à réussir.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons lancé un projet de R-D s'échelonnant sur plusieurs années nommé Projet Innovet. L'objectif de cette initiative est de développer la prochaine génération de plateformes de simulation pour nos divisions Civil et Défense. Nous continuons aussi à développer des technologies et des solutions de formation destinées aux opérations interarmées et en réseau, afin d'être un intégrateur de systèmes d'entraînement aux opérations aériennes, maritimes et terrestres.

Nous sommes heureux que le gouvernement du Canada participe à ce projet par le biais d'un investissement

remboursable dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.

Le client d'abord

Depuis près de 70 ans, CAE conserve sa position de chef de file en offrant des solutions très efficaces à des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et où la mission est essentielle. Notre succès est le reflet de notre capacité à évoluer et à nous adapter rapidement aux besoins changeants et à tenir nos promesses de qualité, de fiabilité et de rendement. Il témoigne aussi de la passion de nos gens, de notre capacité à innover et de notre attention constante qui nous ont permis de devenir les meilleurs dans notre domaine. Nous avons bâti une marque synonyme de confiance partout dans le monde.

Il s'agit des attributs d'une organisation qui fait passer le client d'abord. Ils font aussi de nous le partenaire de choix des clients qui recherchent les solutions de modélisation et de simulation les plus innovatrices en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et de demeurer prêts pour leurs missions. C'est ce que nous nous efforçons de faire et notre approche du client d'abord continuera de nous démarquer à l'avenir.

Prochaines étapes

Les perspectives sont positives pour nos trois divisions.

Le cycle de l'aviation commerciale demeure solide, avec une forte croissance du trafic aérien et des niveaux élevés de livraisons d'avions issus des chaînes de production des constructeurs. Nous voyons une forte demande pour nos solutions de formation en Amérique du Nord, une amélioration de la demande en Europe, et une demande stable dans les marchés émergents. Nous nous trouvons dans une position de choix partout dans le monde en tant qu'un des chefs de file du marché dans une industrie fortement réglementée.

Nous prévoyons continuer à être le chef de file et nous anticipons que notre division Civil continuera de croître alors que nous exécutons les commandes record de notre carnet*. Une utilisation accrue de nos centres de formation, en raison de la demande du marché, et l'entrée en service de simulateurs neufs et redéployés dans le réseau seront des catalyseurs clés pour l'accroissement de la profitabilité.

Nous nous attendons à ce que notre division Défense et sécurité continue d'avoir un bon rendement. Nos facteurs clés de réussite,

➤ Nous prévoyons une croissance générale solide pour CAE à l'exercice 2015, avec une conjoncture favorable à la division Civil, une résilience soutenue pour la division Défense et sécurité, et la reprise de la croissance des divisions Santé et Mines.

c'est-à-dire notre carnet de commandes* étalé sur plusieurs années portant sur des plateformes à longue durée de vie, notre envergure mondiale et la valeur intrinsèque de la formation fondée sur la simulation, demeurent tous très pertinents au cours des années à venir.

Malgré les difficultés des marchés développés de la défense, nous continuons de présenter des soumissions au moyen d'une large gamme de programmes complets en défense et sécurité. Nous continuons à trouver des occasions d'affaires liées aux plateformes à longue durée de vie comme le P-8, le C-130 et le MH-60, et nous avons l'intention de continuer à ajouter de nouvelles plateformes à notre carnet de commandes.

Nous prévoyons une croissance de nos divisions Santé et Mines au cours du présent exercice, en dépit du ralentissement cyclique dans l'industrie minière mondiale, grâce à la mise en marché de nouveaux produits comme notre simulateur maternel/fœtal. Nous occupons actuellement la position de chef de file dans le marché de la simulation pour les soins de santé qui, historiquement, se limitait à l'enseignement médical. Nous croyons que, comme dans le secteur de l'aviation, la réglementation future permettra l'expansion de la simulation dans le domaine professionnel afin d'aider à améliorer la qualité du traitement des patients. Nous anticipons un marché beaucoup plus grand à l'avenir.

En résumé, nous prévoyons une croissance générale solide pour CAE à l'exercice 2015, avec une conjoncture favorable à la division Civil, une résilience soutenue pour la division Défense et la reprise de la croissance des divisions Santé et Mines.

Remerciements

Mon enthousiasme pour l'avenir de CAE est partagé par notre équipe de 8 000 employés et je profite de cette occasion pour les remercier de leur dévouement. Grâce à leur travail acharné et à leur professionnalisme, nous avons accompli une bonne partie de ce que nous voulions faire au cours de l'exercice 2014 et je compte sur eux pour continuer leur bon travail au cours de la prochaine année.

Les membres du conseil d'administration appuient la direction de nombreuses façons tout en maintenant des normes élevées de gouvernance et je les remercie pour leurs conseils.

Je remercie également nos actionnaires pour leur confiance en CAE.



Marc Parent
Président et chef de la direction

*Le présent message aux actionnaires comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Pour plus de détails et un rapprochement détaillé de ces mesures, veuillez vous reporter à la section 3.6 du Rapport de gestion.



PASSION

➤ La culture du client d'abord

Notre vision consiste à être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes, où la mission est essentielle, en leur fournissant les solutions de modélisation et de simulation les plus innovatrices leur permettant de renforcer la sécurité et d'accroître l'efficacité et l'état de préparation.

La culture du client d'abord commence avec des gens passionnés par leur travail et fiers des résultats. Elle exige un engagement envers le succès du client et la volonté de faire un effort supplémentaire pour atteindre l'objectif. Ce sont des attributs de notre entreprise et de nos gens.

La passion d'un homme est à l'origine de CAE. Aujourd'hui, nous formons une redoutable équipe de 8 000 personnes. Dans les marchés que nous desservons, l'étendue de nos connaissances et notre expérience en modélisation et simulation sont sans égal. Un héritage d'innovation et de technologie de près de sept décennies nous pousse à aller de l'avant.

Notre vision consiste à être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes, où la mission est essentielle, en leur fournissant les solutions de modélisation et de simulation les plus innovatrices leur permettant de renforcer la sécurité et d'accroître l'efficacité et l'état de préparation. CAE a contribué à la sécurité aérienne et fait maintenant de même dans les secteurs de la santé et des mines. Dans tous nos marchés, nous améliorons la sécurité, l'efficacité et l'état de préparation de nos clients afin d'aider à améliorer le monde dans lequel on vit.

Donner le meilleur de soi-même

Notre carnet de commandes pour le secteur de l'aviation civile est passé à plus de 2 milliards de dollars à la fin de l'exercice 2014. Nous avons vendu un nombre record de simulateurs qui doivent être livrés en 2015 et au-delà. Nos gens ont redoublé d'efforts et CAE a livré un nombre record de simulateurs et de dispositifs d'entraînement afin de répondre aux échéanciers stricts des clients.

Donner le meilleur de soi-même est courant chez CAE. Un de nos instructeurs sur B412 a créé, en un peu plus de deux mois, un cours complet de formation au sol et sur simulateur visant à former de nouveaux instructeurs sur hélicoptère pour un client au Moyen-Orient – ce que certains disaient ne pouvait être fait en moins d'un an. Un autre employé a remis à neuf une salle de poste de pilotage virtuel A320 (voir photo du bas) à nos installations de Montréal en un temps record. Il a même « emprunté » les sièges avant de sa minifourgonnette pour améliorer l'expérience du client. Dans les deux cas, nos clients ont été emballés.

Moment clé pour la formation

Notre passion s'exprime de différentes façons. Dans le cas de notre division Défense et sécurité, 2014 a constitué un moment clé : l'école d'aviation de l'armée allemande a atteint la marque de 100 000 heures de formation sur simulateur depuis 2003. Situé à Bückeburg, le centre de simulation Hans E. Drebing est le plus grand centre de formation sur simulateur d'hélicoptères en Europe. Il est équipé de 12 simulateurs de vol fabriqués par CAE et nous sommes le sous-traitant chargé de fournir des services complets de soutien à la formation sur place. En plus de l'armée allemande, d'autres clients se sont entraînés à cette installation, notamment l'armée espagnole, la force aérienne suédoise, l'armée irlandaise, la police fédérale allemande, le secours aérien hongrois et plusieurs autres. CAE fournit également des services de soutien à la formation à divers endroits en Allemagne et aux États-Unis afin d'assurer la maintenance de la majorité des simulateurs de vol en service auprès des forces armées allemandes.





CAE7000R

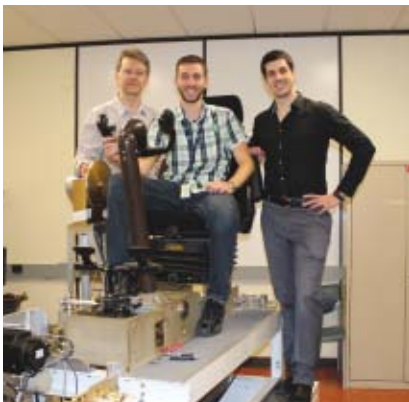
INNOVATION

➤ Innover pour fournir les meilleures solutions de formation

Innover signifie avoir la flexibilité et la présence d'esprit de proposer des solutions qui répondent aux besoins de nos clients, quels qu'ils soient.

Défis de l'innovation

Au cours de l'exercice 2014, les employés de CAE ont proposé des centaines d'idées dans le cadre des Défis de l'innovation. Certaines de ces idées se retrouvent dans nos simulateurs de vol de prochaine génération et comprennent, notamment, de nouveaux outils informatiques infonuagiques, un nouveau tableau de bord mobile et un nouveau poste d'instructeur. Nos employés ont conçu un nouveau boîtier de commandes de vol, qui se trouve à l'étape de prototype, qui nous permettra de réaliser des économies de coût substantielles.



Chaque jour, nos clients font face à la complexité. Notre vision est de les aider à être plus efficaces tout en améliorant leur sécurité opérationnelle. Le client d'abord signifie offrir des solutions sur mesure pour tous les clients et pour toutes les situations auxquelles ils font face.

L'innovation peut être : une combinaison plus rentable de formation en salle de classe, sur simulateur et sur appareil ou une solution intégrée transparente qui évite d'avoir à coordonner plusieurs fournisseurs. Il peut s'agir d'un centre de formation en coentreprise, pour partager les risques et les gains, ou d'une entente contractuelle en vertu de laquelle CAE investit ses propres capitaux en soutien à un programme d'entraînement des forces de défense. Avant tout, innover signifie avoir la flexibilité et la présence d'esprit de mettre de l'avant des solutions qui répondent aux besoins de nos clients, quels qu'ils soient.

Appliquer la simulation au-delà de la formation

Grâce à nos travaux avant-gardistes sur le CAE Augmented Engineering Environment (CAE AEE), l'utilisation de la modélisation et de la simulation s'étend maintenant au-delà de la formation et est devenue un élément clé du processus de conception d'avions. CAE AEE permet aux fabricants d'équipement d'origine (OEM) d'évaluer, de mettre à l'essai et de valider une série de modèles et de systèmes d'avions au cours de la phase de développement. Cet outil innovateur est actuellement utilisé pour le développement de nouveaux programmes d'avions comme le C919 de COMAC et les avions CSeries, Global 7000 et Global 8000 de Bombardier. CAE AEE a aussi apporté son soutien au premier vol de l'avion CSeries.

Amener la simulation à un tout autre niveau

Au cours de l'année, nous avons lancé le simulateur de vol Série CAE 7000XR, conçu en collaboration avec nos clients et doté des toutes dernières avancées en matière de technologie et de capacités de formation. Il établit une nouvelle norme en matière de simulateur de vol de niveau D et deviendra la plateforme commune de tous les simulateurs de vol civils de CAE. Doté d'un riche éventail de fonctions améliorées, le simulateur Série CAE 7000XR est conçu de façon à optimiser les coûts de cycle de vie pour nos clients et à répondre aux exigences de formation actuelles et futures.

Contrats innovateurs

Nous avons commencé à fournir des services sur simulateur dans le cadre du premier programme australien de formation militaire appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci et nous avons décroché un contrat similaire avec l'United States Navy. Dans ce dernier cas, nous fournirons des services complets de formation des membres d'équipage du T-44C en vertu d'un contrat pluriannuel évalué à plus de 30 millions de dollars. En Australie, nous dispensons la formation aux pilotes de l'avion Beechcraft King Air 350 au nouveau centre de formation militaire de CAE, situé près de la base East Sale de la Royal Australian Air Force. CAE offre des services de formation à la Royal Australian Air Force et à la Royal Australian Navy jusqu'en 2018. Cette approche à la prestation de services de formation peut aider les clients militaires à économiser, réduire les risques, garantir les investissements et contribuer à augmenter l'efficacité de la formation.

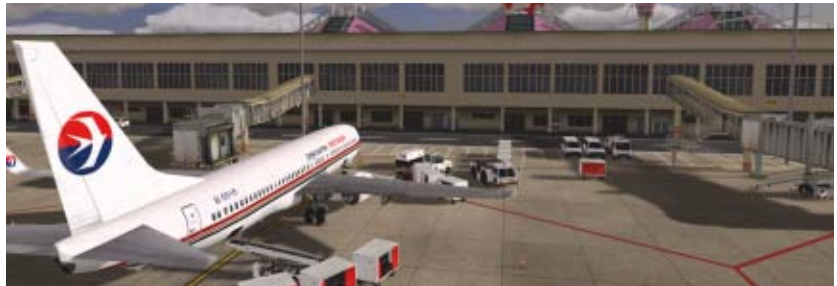


CONCENTRATION

➤ En tant que référence mondiale dans les technologies de simulation et en formation, nous nous concentrons à être les meilleurs dans notre domaine

Nouveau simulateur maternel/foetal

CAE Santé a lancé le simulateur maternel/foetal CAE Fidelis™, un simulateur d'accouchement doté de signes vitaux et de réactions humaines, pour s'exercer en cas de situations d'urgence obstétricale ainsi que pour exécuter des scénarios de travail et d'accouchement. Il offre la simulation la plus réaliste et la plus polyvalente sur le marché à l'heure actuelle, afin d'aider les instructeurs en soins de santé à améliorer leur formation et le traitement des patients. Il répond à un besoin en outils évolués pour la formation interprofessionnelle dans le but de préparer les équipes à répondre aux urgences qui nécessitent une intervention rapide, des compétences techniques, un bon sens du travail d'équipe et des aptitudes en communication. Ce simulateur repose sur une plateforme logicielle et matérielle révolutionnaire qui est stable et fiable pour permettre des milliers de simulations d'accouchement.



Répondre aux attentes

Il est impératif de continuer à investir dans la recherche et le développement (R-D) et nous consacrons environ 150 millions de dollars tous les ans à développer de nouvelles technologies et solutions.

Investir au bon endroit est critique et nous portons une attention particulière aux défis auxquels nos clients font face et à ce qu'ils nous disent. En tant qu'acteur respecté de l'industrie aéronautique mondiale, CAE prend aussi activement part aux discussions relatives aux nouvelles règles de formation des pilotes et de la sécurité aérienne.

La formation est notre passion. Le client d'abord signifie continuer à se concentrer uniquement sur la modélisation, la simulation et les solutions de formation dans les secteurs de l'aviation civile, de la défense et sécurité, de la santé et des mines.

Saisir l'occasion

Avec la croissance rapide du déploiement d'aéronefs télépilotes (ATP), nous avons développé une capacité complète de formation des opérateurs et de soutien en service, soutenue par des dispositifs d'entraînement aux missions perfectionnés. Au cours de l'exercice 2014, l'United States Air Force (USAF) a choisi CAE pour fournir les services de formation aux équipages des ATP Predator et Reaper dans le cadre d'un contrat d'une valeur prévue de 100 millions de dollars, échelonné sur cinq ans. Nous fournissons la formation en classe, sur simulateur et sur l'appareil réel, de même que le développement de didacticiels, en soutien aux programmes de formation sur les Predator et Reaper, à quatre bases de l'USAF où environ 1 500 pilotes et opérateurs de capteurs sont formés chaque année.

Des environnements synthétiques qui semblent réels

Alors que l'adoption de la modélisation et de la simulation s'accélère dans le marché de la défense, nous développons des solutions qui permettront une formation et une répétition de missions plus réelles et, ultimement, le soutien à la prise de décisions opérationnelles. L'objectif de notre effort continu de R-D est de créer un environnement synthétique dynamique qui change en temps réel, offrant ainsi un entraînement aux missions plus immersif et l'utilisation de scénarios hypothétiques. Nous développons aussi des technologies de logiciels et des solutions d'entraînement orientées vers les opérations menées en coopération et en réseau afin d'être un intégrateur de systèmes d'entraînement dans les secteurs des opérations aériennes, terrestres et navales et de la sécurité publique.

A high-angle, wide shot of an airplane cockpit. The instrument panel is filled with numerous digital displays showing flight data, engine parameters, and navigation information. The cockpit is illuminated by the glow of the screens and various indicator lights. The word "CONFIANCE" is superimposed in a large, bold, white font across the lower center of the image. The overall atmosphere is one of precision and technological complexity.

CONFIANCE

➤ Ce qui importe le plus, en fin de compte, est que nous tenons nos promesses

Les clients font affaire avec CAE pour plusieurs raisons : notre leadership technologique et au niveau des coûts, la fiabilité et la flexibilité de nos produits et services, notre crédibilité auprès des autorités et notre réputation pour l'établissement de relations durables à long terme, entre autres.

Ce qui importe le plus, en fin de compte, est que nous tenons nos promesses. C'est ce que nous faisons invariablement depuis près de 70 ans, et c'est ce qui fait de nous une entreprise qui fait passer le client d'abord.

Célébration d'une relation réussie

CAE et Emirates Airline ont célébré une relation d'affaires réussie de 20 ans, qui continue à se développer depuis 1993, l'année où Emirates a fait l'achat de son premier simulateur de vol CAE. La compagnie aérienne a depuis procédé à l'achat de 11 simulateurs de vol supplémentaires auprès de CAE. En 2002, les deux sociétés ont mis en place une coentreprise de formation, Emirates-CAE Flight Training, qui exploite maintenant deux centres à Dubaï et forme plus de 10 000 pilotes et techniciens par année.

De gauche à droite : Adel Al Redha, vice-président directeur et chef de l'exploitation, Emirates Airline, et Marc Parent, président et chef de la direction de CAE.



Ventes record de simulateurs

Au cours de l'exercice 2014, nous avons établi un nouveau record dans l'industrie avec la vente de 48 simulateurs de vol de niveau D, ce qui témoigne de notre technologie supérieure, de la qualité et de la fiabilité de nos produits et de notre soutien à la clientèle de premier plan. Avant tout, cela témoigne de la confiance que nous avons gagnée sur le marché au cours des six dernières décennies. Vingt de ces simulateurs ont été achetés par trois clients.

Plus de premiers simulateurs pour de nouveaux appareils

Cette année, nous avons lancé le programme de construction du premier simulateur Falcon 5X au monde, en soutien à notre entente de fournisseur de formation autorisé avec Dassault. Nous avons continué le développement des premiers simulateurs des Global 7000/8000, de l'Airbus A350, du Mitsubishi Regional Jet et du Learjet 85 et nous avons livré les premiers simulateurs B747-8 et Bombardier Global Vision au monde. Nous avons développé des premiers simulateurs de vol pour plus de 40 nouvelles plateformes d'aéronefs.

Formation MPL pour Japan Airlines

Japan Airlines a conclu un contrat à long terme avec CAE relativement à un programme de formation pour la licence de pilote en équipage multiple (MPL) offert à ses élèves-pilotes. La formation a débuté au printemps 2014 avec une première cohorte de plus de 100 élèves-pilotes. Grâce à ce premier programme de formation MPL à être mis en œuvre au Japon, Japan Airlines s'ajoute à la liste croissante des compagnies aériennes du monde entier qui adoptent la licence MPL.

Contrats supplémentaires avec Boeing

CAE a conclu des contrats avec Boeing pour concevoir et fabriquer le matériel pour six dispositifs d'entraînement au vol opérationnel (OFT) P-8A Poseidon additionnels pour l'United States Navy au cours de l'exercice 2014. Cela porte à 16 le nombre de dispositifs OFT P-8A et à 22 le nombre de dispositifs d'entraînement sur ordinateur de bureau pour équipement de l'avion P8A. CAE conçoit et fabrique le matériel de l'OFT P-8A aux normes de niveau D, la qualification la plus élevée pour des simulateurs de vol, et fournit également le référentiel et le laboratoire d'expérimentation des logiciels fondés sur la simulation de l'OFT 737-800 qui servent aux activités de développement et d'intégration de l'OFT P-8A.



PRÉSENCE MONDIALE

➤ La proximité de nos clients nous distingue

Avec des activités et des centres de formation dans plus de 35 pays, des clients dans 190 pays, et la moitié de notre main-d'œuvre sur le terrain dans les marchés internationaux, la proximité de nos clients est l'un des principaux éléments qui nous différencient. Il s'agit aussi d'une composante bien connue de notre approche d'entreprise axée sur le client.

Nous savons que nos clients désirent pouvoir s'entraîner à proximité de chez eux, ou le plus près possible. Ils cherchent soit un fournisseur national ou soit ce que nous offrons : une entreprise mondiale avec une présence locale sans égal. C'est une des raisons pour lesquelles nous sommes devenus le partenaire de choix pour la formation d'équipages dans les marchés mondiaux de l'aviation civile et de la défense.

Plus de sites de formation, plus de commodité

Notre réseau de formation pour l'aviation civile est, de loin, le plus étendu au monde. Nous offrons de la formation pour l'aviation sur 239 simulateurs à 50 emplacements, y compris cinq nouveaux centres ajoutés en 2014 : Séoul, en Corée du Sud; Singapour; Perth, en Australie; New Delhi, en Inde, et un deuxième centre à Dubaï, aux Émirats arabes unis. Nous avons aussi déménagé 15 simulateurs au sein de notre réseau, pour les rapprocher des clients.

Notre formation pour l'aviation d'affaires est dispensée dans un réseau mondial qui compte huit emplacements. L'an dernier, nous avons été nommé le fournisseur exclusif de formation pour le nouvel avion d'affaires à long rayon d'action Falcon 5X de Dassault. Cela comprend la prestation d'une formation avancée pour les pilotes, les techniciens de maintenance et les membres d'équipage. Pour appuyer ce programme, CAE développera les deux premiers simulateurs Falcon 5X au monde et travaillera en étroite collaboration avec Dassault pour déterminer le meilleur emplacement initial pour le déploiement des services de formation en fonction de la demande des clients.

Nous avons aussi signé un contrat sur plusieurs années avec ExecuJet Aviation Group portant sur la formation pour l'aviation d'affaires sur plus de 40 modèles d'avions. Les pilotes d'ExecuJet des États-Unis, de l'Europe, du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Australie s'entraîneront aux centres de formation de CAE à Mexico, Amsterdam, São Paulo, Melbourne, Shanghai, Dubaï, Londres, ainsi qu'à New York, Phoenix et Dallas.

De plus, nous offrons, avec nos partenaires, de la formation sur plus de 20 simulateurs d'hélicoptères à 12 endroits différents en Asie, au Moyen-Orient, en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

La proximité de nos clients inclut aussi la capacité de fournir des pièces de simulateurs en temps opportun. Afin d'offrir du soutien à nos clients chinois, nous avons ouvert un deuxième dépôt de pièces de rechange pour simulateurs en Chine, où plus de 80 simulateurs construits par CAE se trouvent et où le potentiel de nouvelles ventes est très prometteur.

Réseau défense et sécurité publique mondial

Nous servons notre clientèle mondiale composée des forces de défense de plus de 50 pays à partir de huit bases régionales situées au Canada, aux États-Unis, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Asie, au Moyen-Orient, en Inde et en Australie. De plus, du personnel de CAE se trouve sur place, à plus de 80 bases militaires, et dispense des services de soutien à la formation essentiels à nos clients. Nous avons étendu notre clientèle au cours de l'exercice 2014 au moyen de contrats avec les forces de défense du Mexique et de la Pologne, ainsi qu'avec le ministère des Affaires intérieures du Brunei. Sur le marché mondial de la défense et sécurité, la capacité de CAE à agir localement constitue un avantage concurrentiel.

Une entreprise mondiale avec une présence locale sans égal.

InterGlobe et CAE ont inauguré le plus grand centre de formation de pilotes en Inde et ont annoncé une entente pour la formation des pilotes avec GoAir.

Ce nouveau centre desservira non seulement le marché aéronautique en forte croissance dans la région, mais fournira également à nos clients la souplesse et la proximité qu'ils recherchent ainsi que la plus haute fidélité et fiabilité pour leurs programmes de formation.

De gauche à droite : Rahul Bhatia, directeur général du groupe InterGlobe Entreprises, et Marc Parent, président et chef de la direction de CAE.





INTÉGRATION

➤ Évoluer constamment afin d'offrir des solutions intégrées complètes

Évoluer en fonction des besoins du client est la marque de commerce d'une organisation qui fait passer le client d'abord. CAE débuta comme fournisseur de produits de simulation, ajouta la formation à sa gamme de services au début du siècle et est maintenant un intégrateur complet de systèmes de formation, et plus encore.

Dans le secteur de l'aviation civile, nous offrons la gamme la plus complète de solutions de l'industrie, de la formation d'élèves-pilotes et de placement de membres d'équipage jusqu'aux simulateurs à la fine pointe de l'industrie ainsi que des services de formation clé en main pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et les exploitants d'hélicoptères.

Dans le secteur de la défense et de la sécurité, nous offrons avec succès au Canada des services complets, non seulement des systèmes de formation de classe mondiale, mais aussi des solutions de soutien aux opérations et de soutien en service. Dans le monde entier, CAE est reconnue comme un chef de file qui aide les forces de défense et de sécurité à atteindre et à maintenir le meilleur état de préparation aux missions qui soit grâce à l'application de technologies intégrées perfectionnées et de techniques immersives. Nous tirons maintenant profit de nos capacités d'intégration de systèmes de formation de classe mondiale dans les secteurs des opérations aériennes, terrestres et navales et de la sécurité publique.

Synergies entre CAE Santé et Défense et sécurité

Notre expérience du secteur de la défense et sécurité nous a aidés à signer un important contrat de vente de 44 simulateurs de patients Caesar au United States Navy Expeditionary Combat Command pour la formation dans le domaine des soins médicaux tactiques à divers emplacements aux États-Unis, à l'île de Guam et en Espagne. En plus des simulateurs, CAE Santé fournira de la formation et des services pluriannuels de maintenance.



Formation et placement de pilotes

CAE Oxford Aviation Academy est le plus important réseau d'écoles de formation initiale au monde avec 10 écoles de pilotage réparties sur cinq continents et une capacité de formation de 2 000 élèves-pilotes par année. CAE Parc Aviation est le chef de file mondial dans le domaine du placement sur contrat de professionnels de l'aviation auprès des compagnies aériennes et des organismes de soutien en aviation. Elle fournit actuellement plus de 1 400 membres d'équipage et techniciens de maintenance en affectation auprès de 70 clients qui exploitent 20 modèles d'avions différents et qui sont répartis dans plus de 40 pays. Grâce à ces capacités, nous aidons nos clients à réagir à une pénurie de pilotes qui se profile à l'horizon dans plusieurs régions du monde.

Vitrine de l'expertise de CAE

Le centre CAE Brunei MPTC (centre de formation polyvalent), récemment construit à Rimba, au Brunei, est en voie de devenir la vitrine présentant l'étendue de nos capacités, et il exploite les atouts de l'ensemble de CAE, y compris la défense, la sécurité publique et, potentiellement, la santé. Il a été conçu, à l'origine, pour offrir des services de formation au vol sur l'hélicoptère S-70i Black Hawk et sur l'avion PC 7 aux forces armées royales du Brunei, ainsi que de la formation sur l'hélicoptère S-92 aux exploitants de plateformes pétrolières et gazières en mer. Le centre de Brunei utilisera des simulateurs fabriqués par CAE et des services de formation fournis par CAE pour créer une des installations de formation les plus avancées en Asie. Par la suite, au cours de l'exercice 2014, nous avons signé des contrats afin d'établir un centre d'excellence en gestion des urgences et des crises au même endroit, afin de soutenir la préparation aux catastrophes du Brunei et des nations de l'ANASE. Nous prévoyons que cette installation croîtra, dans les secteurs de l'aviation civile et de la formation en soins de santé, et nous voyons des occasions d'affaires dans d'autres marchés, plus particulièrement en Asie et au Moyen-Orient, pour le développement d'autres centres de formation polyvalents.



Les clients veulent faire affaire avec une entreprise engagée dans le développement durable. CAE est gérée de façon responsable et est reconnue partout dans le monde pour offrir du soutien aux collectivités où elle est présente, pour bien traiter ses gens et pour réduire au minimum son empreinte écologique. Nous sommes également fiers des avantages que la formation sur simulateur fournit à la société : elle améliore considérablement la sécurité aérienne; elle contribue de plus en plus à améliorer les résultats cliniques des patients dans le domaine des soins de santé; elle permet d'exploiter les mines de façon plus sécuritaire; et elle permet une coordination plus efficace des activités de sécurité publique. Une autre marque d'une entreprise qui fait passer le client d'abord est de se construire une solide réputation. Cela fait de CAE un partenaire recherché par les organisations qui visent les normes les plus élevées en matière de responsabilité d'entreprise.

Soutien aux collectivités

Au cours de l'exercice financier 2014, CAE et ses employés ont reçu le prix *Solidaires* dans la catégorie Appui global décerné par Centraide du Grand Montréal, en reconnaissance de nos efforts de collecte de fonds. Nous avons amassé une somme record de 815 800 dollars, ce qui porte à 7,6 millions de dollars le montant total donné par CAE à cet organisme-cadre de bienfaisance depuis l'an 2000. Pour la deuxième année consécutive, CAE a présenté une équipe qui participe au Cyclo-défi Enbridge contre le cancer, un parcours à vélo de deux jours de Montréal à Québec. Notre équipe a amassé plus de 282 000 dollars pour aider la recherche sur le cancer et les soins aux patients du Centre du cancer Segal de l'Hôpital général juif de Montréal.

Bien-être de nos employés

Afin de respecter notre engagement de fournir un environnement de travail de classe mondiale, nous avons créé un service mondial de santé et sécurité. Une des responsabilités clés du service est de développer un système de gestion et de normes en santé et sécurité sur l'ensemble de notre réseau mondial. Ce service relève directement de notre président et chef de la direction.

Protection de l'environnement

Le système de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (CVCA) de nos installations de Montréal subit présentement une importante cure de rajeunissement. Ces installations ont une superficie de près d'un million de pieds carrés. Du matériel moderne est en cours d'installation et comprend notamment : des unités CVCA neuves, un système de récupération de chaleur à eau glycolée et des chaudières à eau chaude à haut rendement. Nos coûts énergétiques baisseront de façon substantielle et nous réduirons de 36 % les gaz à effet de serre, ce qui sera bénéfique pour l'environnement.

Plus de détails à propos de nos pratiques en matière de développement durable

Pour plus de renseignements à propos des avantages pour l'environnement et la société de la simulation, ainsi que de l'approche de CAE en matière de responsabilité sociale, veuillez consulter notre site Web à www.cae.com/responsabilitesociale.

CAE reçoit le prix de l'innovation pour l'amélioration de la santé et de la sécurité au travail de la Commission de la santé et sécurité du travail du Québec à Montréal.

Les employés de CAE ont mis leur talent à contribution afin de développer un outil de levage qui permet une manipulation automatisée de câbles lourds ainsi qu'une table rotative pour dérouler ces derniers, réduisant fortement les risques de blessures au dos.





REVUE FINANCIÈRE



Table des matières

Rapport de gestion

1. POINTS SAILLANTS	1
2. INTRODUCTION	3
3. À PROPOS DE CAE	5
3.1 Qui nous sommes	5
3.2 Notre vision	5
3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur	5
3.4 Nos activités	7
3.5 Variations du change	14
3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières	16
4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS	18
4.1 Résultat opérationnel – Quatrième trimestre de l'exercice 2014	18
4.2 Résultat opérationnel – Exercice 2014	20
4.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés	22
5. RÉSULTATS PAR SECTEUR	22
5.1 Secteurs civils	24
5.2 Secteurs militaires	28
5.3 Nouveaux marchés principaux	33
6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS	36
6.1 Mouvements de trésorerie consolidés	36
6.2 Sources de financement	37
6.3 Aide gouvernementale	37
6.4 Obligations contractuelles	38
7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	39
7.1 Capital utilisé consolidé	39
7.2 Arrangements non comptabilisés	40
7.3 Instruments financiers	41
8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES	44
9. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ	44
9.1 Risques liés à l'industrie	44
9.2 Risques propres à la Société	46
9.3 Risques liés au marché	48
10. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	49
11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES	50
11.1 Nouvelles normes et modifications adoptées	50
11.2 Nouvelles normes et modifications non encore adoptées	53
11.3 Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses	53
12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES	55
12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information	55
12.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière	55
13. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	55
14. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	55
15. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES	56
États financiers consolidés	59
Conseil d'administration et direction	123
Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs	124
Déclarations prospectives	125

Rapport de gestion

pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2014

1. POINTS SAILLANTS

RETRAITEMENT DES CHIFFRES COMPARATIFS

Le 1^{er} avril 2013, nous avons mis en œuvre une nouvelle norme, à savoir IFRS 11, *Partenariats*, et la version modifiée d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Certains chiffres comparatifs de chaque trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2013 ont été retraités en vue de refléter l'adoption de ces normes comptables. Les ajustements apportés à notre état consolidé de la situation financière, à notre état consolidé du résultat net, à notre état consolidé du résultat global et à notre tableau consolidé des flux de trésorerie par suite de ces modifications sont détaillés sous *Modifications de méthodes comptables*.

DONNÉES FINANCIÈRES

QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014

Produits des activités ordinaires en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2013

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 583,4 millions \$ ce trimestre, en hausse de 69,8 millions \$, soit 14 %, par rapport au trimestre précédent et de 17,8 millions \$, soit 3 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2013

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 60,0 millions \$ (soit 0,23 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 46,1 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 13,9 millions \$, soit 30 %, et comparativement à 43,1 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 16,9 millions \$, soit 39 %;
- Des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,8 millions \$ (10,2 millions \$ après impôt) ont été comptabilisés au quatrième trimestre de l'exercice 2013. Le résultat net avant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition¹ s'est établi à 53,3 millions \$ (soit 0,20 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

Flux de trésorerie disponibles positifs¹ de 105,1 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à un montant de 124,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à 17,0 millions \$ au trimestre précédent et à 113,7 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 20,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à 20,0 millions \$ au trimestre précédent et à 9,8 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 8,5 millions \$ ce trimestre, de 0,5 million \$ au trimestre précédent et de 1,1 million \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 9,9 millions \$ ce trimestre, 10,6 millions \$ au trimestre précédent et 10,2 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

EXERCICE 2014

Produits des activités ordinaires en hausse par rapport à ceux de l'exercice 2013

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 2 114,9 millions \$, en hausse de 79,7 millions \$, soit 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Augmentation du résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 190,0 millions \$ (soit 0,73 \$ par action), comparativement à 137,7 millions \$ (soit 0,53 \$ par action) à l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 52,3 millions \$, soit 38 %;
- Pour l'exercice 2013, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition se sont établis à 68,7 millions \$ (51,2 millions \$ après impôt). Le résultat net avant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition¹ s'est établi à 188,9 millions \$ (soit 0,73 \$ par action) pour l'exercice 2013.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Flux de trésorerie disponibles positifs de 200,6 millions \$

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à un montant de 276,0 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 154,5 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 69,9 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 53,6 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 15,4 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 9,2 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 40,1 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 37,1 millions \$ pour l'exercice précédent.

Capital utilisé² de 2 338,4 millions \$ à la fin de l'exercice

- Le capital utilisé a augmenté de 378,6 millions \$, soit 19 %, pour l'exercice écoulé;
- Le rendement du capital utilisé² (RCU) s'est établi à 11,4 % pour l'exercice écoulé, par rapport à 10,2 % pour l'exercice précédent;
- Le fonds de roulement hors trésorerie² a diminué de 87,2 millions \$ pour l'exercice 2014 pour s'établir à 124,6 millions \$ à la fin de l'exercice;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 198,4 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont augmenté respectivement de 303,8 millions \$ et de 36,4 millions \$;
- La dette nette² a augmenté de 42,8 millions \$ pour l'exercice pour s'établir à 856,2 millions \$ à la fin de l'exercice.

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 0,97 (ratio de 1,08 pour les secteurs civils combinés, de 0,82 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,13 (ratio de 1,28 pour les secteurs civils combinés, de 0,92 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 2 380,3 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 240,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes² s'établissait à 4 205,6 millions \$ au 31 mars 2014, en hausse de 487,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a signé des contrats d'une valeur prévue de 898,9 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu de nouvelles commandes de 608,4 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 48 simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu de nouvelles commandes de 484,7 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 272,1 millions \$.

Secteur Nouveaux marchés principaux

- Le secteur Nouveaux marchés principaux a reçu de nouvelles commandes évaluées à 116,2 millions \$.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6)

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice* et *2014* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2014;
- *Le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2013;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 15 mai 2014 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2014, ainsi que les états financiers consolidés et les notes qui les complètent pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours de l'exercice 2014. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice écoulé, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Le rapport de gestion vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être fiables.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes militaires financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles ainsi que les règles régissant les minerais stratégiques; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et l'empiètement des constructeurs d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de propriété intellectuelle, le personnel clé, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, la durée du cycle de vente et notre dépendance envers la technologie; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions vous sont fournies à la rubrique *Risques et incertitudes liés à notre activité* du rapport de gestion. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE offre les solutions de formation les plus complètes du secteur, appuyées par des technologies de simulation et des services intégrés de formation de calibre mondial. Nous visons à être le partenaire de choix de nos clients, et nous adoptons une approche à long terme en matière des relations clients. Nous offrons à nos clients du secteur de l'aviation civile, du secteur de la défense et de la sécurité ainsi que des secteurs des soins de santé et des mines une gamme complète de produits, de services et de centres de formation résolument innovants conçus pour les aider à satisfaire aux besoins essentiels de leur mission en matière de sécurité, d'efficacité et de préparation. Notre présence internationale, la plus importante de notre secteur, nous permet de satisfaire localement nos clients, grâce à 8 000 employés dans plus de 160 installations et centres de formation répartis dans 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise. Durant l'exercice 2014, nos produits des activités ordinaires annuels ont été supérieurs à 2,1 milliards \$ et provenaient d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion de quelque 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires, soutenu par un éventail de services après vente. Notre réseau de services de formation est le plus important au monde, et nous offrons des services de formation civile et militaire dans 67 établissements partout dans le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage civils et militaires.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de simulateurs et de produits connexes; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, la formation initiale des pilotes (cadets) et les services de placement de membres d'équipage.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis près de 70 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des solutions innovatrices fondées sur la modélisation et la simulation en vue de renforcer la sécurité et d'accroître l'efficacité.

3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur

Notre stratégie

Nous sommes l'un des plus importants fournisseurs de solutions de formation faisant appel à la modélisation et à la simulation dans le monde. Nous répondons depuis longtemps aux besoins des clients œuvrant dans le marché aéronautique civil et les marchés de la défense et de la sécurité, et la marque CAE est devenue synonyme de sécurité, de qualité et de fiabilité dans le monde entier.

Nous aidons en continu les transporteurs aériens, les exploitants d'aéronefs et les forces de défense et de sécurité à combler leurs besoins de formation à long terme. Dans le secteur de la défense et de la sécurité, nous contribuons à assurer la préparation aux missions, alors que dans le secteur de l'aviation civile, le recours aux solutions de formation découle du besoin de sécurité absolue dans des marchés mondialement réglementés. Notre capacité unique à fournir des solutions complètes, notre leadership technologique, notre soutien à la clientèle éprouvée et notre imposante présence mondiale nous différencient dans nos marchés finaux. Nous investissons dans les marchés développés et émergents, ce qui nous permet de tirer profit de la demande actuelle et des occasions d'affaires futures. Environ le tiers de nos revenus proviennent des États-Unis, un autre tiers de l'Europe, et le reste du monde se partage le dernier tiers, y compris les marchés émergents à croissance rapide.

Proposition de valeur

La valeur que nous proposons aux clients est la capacité d'accroître la sécurité de leurs activités, d'améliorer la préparation aux missions dans des situations pouvant présenter des dangers et de diminuer leurs coûts en les aidant à améliorer leur efficacité opérationnelle. Nous offrons un éventail de produits et de services qui améliorent les capacités de planification et de prise de décisions de nos clients. Nous sommes également un fournisseur de produits et services largement présent dans le monde. Par conséquent, nous sommes en mesure de fournir des solutions à proximité de nos clients, ce qui constitue un facteur coût-bénéfice important pour eux.

Nos compétences de base et avantages concurrentiels comprennent :

- Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation;
- Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage;
- Éventail complet de produits et services de formation;
- Relations durables avec les clients;
- Valeur reconnue;
- Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés;
- Soutien à la clientèle de premier plan;
- Présence bien établie sur les marchés émergents.

Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation

Nous jouissons d'un leadership technologique manifeste. Des pilotes des quatre coins du monde considèrent nos simulations comme étant ce qui se rapproche le plus des conditions de vol réelles. Nous avons toujours su garder une longueur d'avance pour ce qui est de l'évolution technologique des systèmes de formation et de simulation de vol, et innover en mettant des produits inédits sur le marché. Nous avons conçu des simulateurs pour toute la gamme des gros avions civils utilisés à l'heure actuelle, pour bon nombre des principaux avions de transport régional et avions d'affaires, et pour certains types d'hélicoptères civils. Nous sommes aussi un chef de file dans le domaine de la fourniture de solutions de simulation et de formation sur les avions de transport et de ravitaillement à voilure fixe, les avions de patrouille maritime, les avions d'entraînement et de nombreux hélicoptères militaires. Nous jouissons par ailleurs d'un vaste savoir, d'une expérience poussée et d'une grande crédibilité pour ce qui est de la conception et du développement de simulateurs des nouveaux avions de la plupart des grands avionneurs. Nous utilisons maintenant notre expertise en modélisation et simulation au-delà de la formation vers d'autres secteurs qui ont des besoins essentiels pour leurs missions, comme les services d'intervention d'urgence, pour lesquels ces technologies servent à la prise de meilleures décisions. Nous avons également étendu ces compétences aux marchés des soins de santé et des mines.

Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage

Avec près de 70 ans d'expérience en simulation, nous sommes des spécialistes de l'industrie en matière de formation aéronautique et nous offrons une solution complète dans le domaine de la formation. Nous travaillons constamment à introduire et à mettre en œuvre des moyens d'améliorer la sécurité et l'efficacité de la formation, de la formation initiale jusqu'à la formation des pilotes chevronnés. Par exemple, les données des séances de formation fondée sur la simulation sont captées, analysées et affichées afin de fournir aux formateurs et aux élèves une rétroaction en temps réel sur leur performance, ce qui permet de mettre l'accent sur les secteurs d'amélioration ciblés et d'accroître l'efficacité de la formation. Nous jouons également un rôle de premier plan en aidant les transporteurs aériens à adopter le programme de licence de pilote en équipage multiple (MPL), la toute dernière licence de pilote mise en place par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui englobe les plus récentes avancées en matière de formation fondée sur la simulation. Citons aussi notre leadership du secteur en ce qui a trait à la mise en œuvre de formation sur la prévention et le rétablissement en cas de perte de contrôle visant précisément à préparer les pilotes aux conditions de vol défavorables et extrêmes. Dans le marché de la défense et de la sécurité, nous misons de plus en plus sur nos capacités uniques en matière de formation et d'intégration des systèmes pour offrir à nos clients des solutions de formation complètes pouvant inclure des centres de formation, des services de formation et des produits de simulation. Nous tirons parti de notre expérience en matière d'élaboration de méthodes de formation et d'apprentissage en aéronautique en vue d'ajouter des technologies de modélisation et de simulation à nos solutions de formation dans les secteurs des soins de santé et des mines ainsi que d'améliorer les technologies existantes. Dans le secteur des soins de santé, nous offrons une expertise en formation et la plus importante gamme de produits de formation fondée sur la simulation du secteur, grâce à des dispositifs d'entraînement et à des simulateurs chirurgicaux, de patients et d'échographie pour plus de 20 spécialités du secteur médical. Notre système de gestion des centres de simulation LearningSpace reproduit fidèlement les simulations réelles, permettant des séances de débriefing multimédia instantanées et l'amélioration continue de la formation. Dans le secteur minier, nous avons emprunté aux normes du secteur de l'aviation afin de proposer de nouvelles solutions de formation des conducteurs de véhicules miniers.

Éventail complet de produits et services de formation

Nous offrons un vaste éventail de produits de formation, allant des dispositifs d'entraînement de bureau aux FFS, qui répondent aux besoins de formation de nos clients du secteur civil et du secteur de la défense et de la sécurité. Grâce à un important réseau de centres de formation, nous sommes aussi un chef de file mondial dans le domaine de la formation aéronautique. Cela nous permet de fournir une solution complète qui répond aux besoins de nos clients en matière de recrutement et de formation des pilotes. Nos programmes de formation au pilotage couvrent plus de 100 différents modèles d'avions civils, y compris les avions de ligne, les avions d'affaires et les hélicoptères. Sur le marché de la défense et de la sécurité, nos programmes d'entraînement portent sur les avions de transport, les hélicoptères, les avions d'entraînement, les appareils de ravitaillement en vol, les avions de patrouille maritime et les systèmes télépilotes. Notre gamme de services de formation comprend la formation à la certification de type, la formation des membres d'équipage et la formation à la maintenance. Notre solution de dotation en pilotes civils ajoute de la valeur et fait croître les entreprises de nos clients en leur offrant des services de recrutement, d'évaluation, de sélection, de formation et, ultimement, de placement des pilotes au sein de leurs compagnies aériennes. De plus, nous offrons des services de formation initiale des pilotes par l'intermédiaire de CAE Oxford Aviation Academy.

Relations durables avec les clients

L'exécution de notre mission consistant à être le partenaire de choix de nos clients est illustrée par les liens que nous avons établis avec la majorité des compagnies aériennes, des exploitants d'avions, des gouvernements et des constructeurs d'équipement d'origine (OEM) dans le monde. Notre vaste présence géographique nous permet de répondre rapidement et économiquement aux besoins des clients et de saisir de nouvelles occasions d'affaires tout en ayant une compréhension approfondie des lois et coutumes locales. Nous exploitons un parc de plus de 259 simulateurs de vol et de missions dans 67 établissements de formation civile et militaire dans le monde afin de répondre aux nombreux besoins opérationnels de nos clients. Parmi nos milliers de clients, nous avons des accords de services de formation à long terme et de coentreprises avec plus de 30 importants transporteurs et exploitants du domaine de l'aviation dans le monde et nous avons tissé des liens avec environ 50 forces de défense dans quelque 35 pays.

Valeur reconnue

Nous sommes uniques dans le secteur de la simulation en ce sens que nous sommes la seule société véritablement mondiale à se spécialiser dans la modélisation, la simulation et la formation. Nous renforçons continuellement notre orientation, notre expérience et notre leadership technologique en positionnant la Société auprès des clients dans le monde. Nous investissons dans l'élargissement et le maintien de notre marque et de notre réputation en tant que société vouée à l'innovation afin d'aider nos clients à améliorer la sécurité, à être plus efficaces, à prendre des décisions plus éclairées et à être prêts pour les missions. Nous offrons la gamme la plus complète du secteur de l'aviation en matière de produits de simulation, de services de formation et de placement de membres d'équipage, et nous sommes en mesure de proposer une solution de formation adaptée aux exigences de chaque client. Nos produits de simulation sont parmi les mieux cotés de l'industrie sur le plan de la fiabilité et de la disponibilité. Cet avantage est essentiel puisque les simulateurs sont appelés à fonctionner jusqu'à 20 heures par jour, sept jours par semaine. Nous concevons des simulateurs que nos clients peuvent mettre à niveau par la suite, soit pour suivre l'évolution technique des appareils, soit pour satisfaire à de nouvelles règles de navigabilité. La marque CAE est synonyme des meilleures technologies de simulation du secteur ainsi que d'une formation et d'un soutien à la clientèle de premier plan, et nous faisons tout pour être le partenaire de choix de nos clients en matière de simulation et de formation.

Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés

Nous continuons d'améliorer notre plateforme technologique afin de réagir à l'évolution des besoins du marché et de développer des solutions et de livrer des programmes complexes sur le plan technique pour assurer que les équipages et les troupes de partout dans le monde sont entraînés et prêts pour les missions. Nous avons fait nos preuves en matière de livraison de simulateurs pour des nouveaux appareils complexes dans les secteurs civil et militaire. Plusieurs entreprises de notre division de défense et de sécurité dans le monde ont obtenu la certification CMMI (modèle intégré d'évolution des capacités) de niveau 3 ou d'un niveau supérieur, modèle internationalement reconnu de pratiques exemplaires du secteur en matière d'amélioration de processus, de gestion de projets, de systèmes et de développement de logiciels. Notre expérience et notre investissement continu en recherche et développement consolident notre leadership technologique et renforcent notre savoir-faire en gestion de programmes dotés de la simulation des capteurs pour les opérations maritimes, d'environnements tactiques synthétiques pour les opérations navales et de chasse, ainsi que de technologies de visualisation et de bases de données communes qui produisent des environnements synthétiques immersifs et évolués pour fournir les scénarios de formation et de répétition de missions les plus efficaces possible.

Soutien à la clientèle de premier plan

Nous accordons une grande importance au soutien après-vente, lequel est souvent essentiel et peut nous valoir de nouveaux contrats de vente ainsi que des occasions d'affaires en prestation de services de mise à niveau et de maintenance. Nos pratiques en matière de soutien à la clientèle, notamment un portail client Web, un tableau de bord du rendement et des fiches de rendement automatisées, ont donné lieu à une amélioration du soutien à la clientèle selon les commentaires obtenus des clients.

Présence bien établie sur les marchés émergents

Nous sommes fiers d'être établis dans chacun de nos marchés dans le monde tout en conservant l'efficacité et les avantages d'être une entreprise internationale. Cette approche nous a permis de prendre la tête dans des marchés en croissance tels que la Chine, l'Europe de l'Est, le sous-continent indien, le Moyen-Orient, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, où nous sommes actifs depuis plusieurs décennies.

3.4 Nos activités

Nous sommes un chef de file mondial ayant un vaste éventail de capacités pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus de sécurité, d'efficacité opérationnelle, de capacités en matière de prise de décisions et de préparation aux missions. Nous offrons des solutions intégrées qui comportent souvent des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services.

Nous desservons essentiellement quatre grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les constructeurs OEM, les organismes de sécurité publique ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM;
- Le marché minier comprend des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions à croissance de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants commerciaux, les exploitants d'hélicoptères et l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 239 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise, et nous offrons de la formation et des services aéronautiques, notamment des services de formation par simulation des membres d'équipage, de placement de membres d'équipage, de formation initiale des pilotes et exploitons des centres de formation à cet effet dans une trentaine de pays. Parmi nos milliers de clients, quelque 30 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation du personnel de cabine, la formation des techniciens de maintenance, les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. CAE Oxford Aviation Academy est le plus important réseau de formation initiale dans le monde avec 10 écoles, un parc de plus de 220 appareils ainsi que les ressources et l'expertise permettant de former plus de 2 000 élèves-pilotes par année. La division CAE Parc Aviation est le chef de file mondial sur le marché du placement du personnel navigant et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation fondée sur la simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation au vol et d'outils informatiques faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Ces dernières années, nous avons conçu des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, l'avion de transport de dimension moyenne d'AVIC, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42-600 et ATR72-600, les Bombardier CSeries, Global 5000/6000, Global 7000/8000 et Learjet 85, les Dassault Falcon 5X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Tirant parti de notre important réseau de pièces de rechange et d'équipes de service, nous offrons également une gamme complète de services de soutien, y compris le soutien d'urgence, la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passagers est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %, et l'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. L'International Air Transport Association (IATA) estime que d'ici 2017, le trafic passagers augmentera de 31 %, ce qui représente 930 millions de passagers de plus qu'en 2012. Les taux de croissance sont plus élevés dans les marchés émergents que dans les grands marchés établis comme l'Europe et les États-Unis. La croissance continue du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement du parc ont contribué au nombre record d'avions commerciaux en commande et à l'intensification de la production des constructeurs OEM.

La demande dans les secteurs de l'aviation d'affaires et des hélicoptères est surtout tributaire de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. Selon la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis, le nombre de vols de jets d'affaires a progressé de 3,4 % au cours des 12 derniers mois. Le secteur affiche toujours un optimisme quant à la poursuite de la reprise et à la croissance à long terme de l'aviation d'affaires; en conséquence, d'importants constructeurs d'avions d'affaires ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils.

La consolidation du secteur se poursuit, les sociétés tirant parti de la vigueur du marché civil de l'aéronautique.

Les tendances à long terme suivantes constituent toujours le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et personnel de cabine).

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Au cours de l'année civile 2013, le trafic passagers mondial a augmenté de 5,2 % par rapport à l'année civile 2012. Pour les trois premiers mois de l'année civile 2014, le trafic passagers a progressé de 5,6 % comparativement aux trois premiers mois de l'année civile 2013. Les marchés émergents ont affiché la meilleure performance; le trafic de passagers ayant progressé de 13,3 % au Moyen-Orient, de 7,1 % en Amérique latine, de 7,0 % en Asie-Pacifique et de 5,2 % en Europe, alors qu'il est demeuré stable en Amérique du Nord. Dans le monde, le parc d'appareils commerciaux s'est accru de 4,0 % entre mars 2013 et mars 2014, affichant une hausse respective de 8,4 %, de 7,8 % et de 5,7 % en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient et en Amérique latine et une légère hausse en Europe, alors qu'elle est demeurée stable en Amérique du Nord. Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse soutenue du coût du carburant, une récession importante et prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien des marchés émergents, tels que ceux de la Chine, de l'Europe de l'Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest.

Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils

Les constructeurs OEM d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet record de plus de 12 000 appareils. Notre secteur civil est essentiellement tributaire du parc déjà en service pour soutenir la demande : près des deux tiers de nos produits des activités ordinaires proviennent de la formation et des services qui appuient la flotte mondiale. Nos ventes de produits sont principalement liées aux livraisons d'appareils issus des chaînes de production des constructeurs OEM. Les prises de commandes d'appareils récentes sont demeurées solides, grâce à des transporteurs nord-américains comme Air Canada et American Airlines et à des transporteurs des marchés émergents comme Etihad Airways, Lion Air, VietJet Air et Air Costa. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services.

Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées

Les plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées vont entraîner une demande de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ces dernières années, nous avons conclu des contrats avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries et les avions Global 7000/8000, avec ATR pour l'appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour l'appareil MRJ, avec Airbus pour l'appareil A350 XWB, avec Dassault pour l'appareil Falcon 5X, avec AVIC pour l'avion de transport de taille moyenne et avec COMAC pour l'avion C919. Ces contrats nous permettent de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont les FFS de la Série CAE 7000 et le FFS de la Série CAE 7000XR, qui vient d'être lancé, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} et des programmes de formation complets, et d'étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. La demande pour des plateformes nouvelles et plus efficaces est commandée par une meilleure souplesse opérationnelle, des frais de maintenance réduits, des coûts de carburant réduits, et la réduction des émissions et de l'empreinte environnementale. Les compagnies aériennes cherchent activement des moyens de réduire le coût du carburant et le risque lié à des fluctuations de celui-ci ainsi qu'à tirer parti des avantages qu'offrent les appareils et technologies de propulsion de nouvelle génération.

Les exploitants de jets d'affaires exigent également des appareils à haute performance. Les constructeurs d'appareils d'affaires ont également annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques visant à améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment le rayon d'action, la rapidité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires, dont les Bombardier Learjet 70, 75 et 85, Challenger 350 et Global 7000/8000, les appareils de la série Embraer Legacy et Lineage 1000, les Gulfstream G650, le Cessna Citation M2 ainsi que le Dassault Falcon 5X.

Si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et personnel de cabine)

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande de pilotes, de techniciens de maintenance et de personnel de cabine à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés, en particulier dans les marchés émergents à forte croissance. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil.

Les nouveaux modes d'attestation des pilotes sont davantage fondés sur la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la MPL et la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle et les nouvelles exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis. En fait, l'OACI et divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place de nouvelles exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode de rechange en matière de formation et d'attribution de licences qui met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. En moyenne, le tiers de la formation des programmes de MPL du secteur s'effectue sur appareils réels et les deux tiers, sur appareils de simulation, comparativement à une formation sur appareils réels à hauteur de 80 % à 90 % pour les autres licences. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs font appel aux programmes de MPL de CAE en Asie et en Europe. La MPL produit des résultats encourageants à l'échelle mondiale, et plus de 800 titulaires d'une MPL dans le monde occupent déjà des postes de pilotes auprès de leur transporteur. À mesure que la méthode de MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Enfin, la FAA des États-Unis a adopté le 15 juillet 2013 ses exigences finales en matière de certification et de qualification des nouveaux pilotes à l'intention des transporteurs aériens, en vertu desquelles les pilotes sont tenus d'obtenir une ATPL et une qualification de type. À compter d'août 2014, les pilotes qui demandent une ATPL devront satisfaire à des exigences pratiques qui prévoient un recours plus important à la formation fondée sur la simulation, dont la formation tenant compte de conditions météorologiques défavorables, de bas régimes, de décrochages, de prévention et de récupération en cas de perte de contrôle et de vols à haute altitude. Nous sommes d'avis que ces nouvelles exigences donneront lieu à une demande accrue de simulateurs destinés à la formation.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous croyons que, sur le marché de l'entraînement fondé sur la simulation, notre capacité de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire des gouvernements et des forces de défense est unique. Trois importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent et sous-tendent le vaste bassin d'occasions pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés mondiaux de la défense et de la sécurité. Nous avons ensuite notre solide expérience des plateformes d'appareils durables dont le cycle de vie devrait être long, dans le secteur de la défense comme dans le secteur de la sécurité. Enfin vient le facteur le plus fondamental : la formation fondée sur la simulation offre une valeur considérable aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et un degré élevé de préparation.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales de même que pour les organismes de sécurité publique

Nous sommes un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipement de simulation de vol militaire. Nous offrons des solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur sécurité, leur efficacité, leur préparation aux missions et leurs capacités à prendre des décisions. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des aéronefs de patrouille maritimes, des avions de ravitaillement et de transport de même que des systèmes télépilotes. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des dispositifs d'entraînement virtuels à la maintenance. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation de calibre mondial qui offre des solutions de formation clés en main aux forces armées et aux forces de sécurité du monde entier. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous offrons de plus en plus notre expertise dans l'intégration des systèmes de formation en matière d'activités aériennes, terrestres, maritimes et de sécurité publique afin d'aider nos clients à créer une entreprise de formation intégrée et immersive. Nous offrons également une variété de solutions intégrées d'entreprise fondées sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Tendances et perspectives commerciales

Bien que la loi américaine bipartite d'exécution du budget de l'exercice 2014 ait contribué à atténuer l'incidence à court terme des compressions budgétaires et doté le département de la Défense des États-Unis d'une plus grande certitude budgétaire pour l'exercice gouvernemental en cours, le calendrier des attributions de contrats demeurera difficile à anticiper, les services militaires américains tentant d'équilibrer capacité, compétences et préparation. Cette situation pourrait influencer sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires; nous sommes cependant d'avis que l'entrave à la croissance n'est pas la taille du marché, mais plutôt la planification de l'approvisionnement. En Europe, la rationalisation de la structure des forces armées et le recul des plans d'investissement futurs ont réduit le bassin de nouvelles occasions. Nous maintenons cependant un éventail de contrats récurrents autour duquel s'articulent nos activités. Tandis que les États-Unis et l'Europe représentent toujours des marchés quelque peu défavorables, de plus en plus de possibilités proviennent de régions dont les budgets de la défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où nous avons une présence bien établie et croissante. Nous continuons également de présenter des soumissions pour un grand nombre de projets dans le monde. De plus, des signes encourageants se manifestent pour le marché dans lequel nous nous spécialisons, et nous sommes convaincus que le recours à la formation fondée sur la simulation poursuivra sa croissance dans l'avenir.

Les tendances suivantes constituent toujours le fondement de l'utilisation de nos centres de formation, de nos services et de nos produits dans le secteur de la défense :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense de recourir davantage à la modélisation et à la simulation pour atténuer les pressions budgétaires;
- Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation en coopération et la formation de forces interarmées;
- Partenaire de choix des constructeurs OEM en matière de simulation et de formation;
- Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour atténuer les pressions budgétaires

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel et des coûts nettement plus faibles. Par exemple, l'U.S. Air Force (USAF) a de plus en plus recours à la simulation pour la formation des opérateurs de perche de l'avion-citerne KC-135, cette formation coûtant environ 20 000 \$ pour une mission de trois heures sur l'avion, contre 1 000 \$ seulement dans un simulateur. Le coût élevé de la formation sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées n'ont pas l'obligation réglementaire de former leurs pilotes sur simulateur, et la nature de la formation axée sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la répartition entre la formation sur appareil et la formation synthétique se dirige de plus en plus vers la simulation.

Nous commençons à voir des forces armées qui prévoient le recours accru à la simulation dans le cadre de leur programme de formation global. Par exemple, la U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020. Étant donné les coûts associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des organisations militaires prévoient modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive (informatisée) pour consacrer une plus grande partie du programme de formation sur la simulation virtuelle et constructive à la maison mère. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine envisage de réduire l'utilisation de champs de tir réels et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraînera des possibilités pour les centres de formation, les services et les produits fondés sur la simulation. Nous sommes d'avis que CAE fait partie de la solution pour réduire les coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation.

Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Par exemple, au cours de l'exercice 2014, nous avons inauguré un nouveau centre de formation militaire en Australie, où les forces de défense australiennes entraîneront les équipages de leurs King Air 350. Il s'agit du premier contrat de services de simulation conclu par les forces de défense australiennes en vertu d'un programme appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement et à moindres coûts.

Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation en coopération et la formation de forces interarmées

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune (CDB), ainsi que de nouvelles capacités comme l'environnement synthétique dynamique (DSE) de CAE, qui facilitent les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

Partenaire de choix des constructeurs OEM en matière de simulation et de formation

Nous nous allions à des constructeurs du secteur de la défense en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel aéronef de patrouille maritime P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules et du chasseur F-35; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139, l'AW169 et l'AW189. Nous avons des relations bien établies avec chacun des constructeurs OEM pour ces plateformes. Nous avons également conclu un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems, le chef de file mondial de la fabrication de systèmes télépilotes, dans le but d'offrir des solutions de formation sur les aéronefs télépilotes Predator de GA-ASI et, au cours de l'exercice 2014, nous avons vendu un appareil de formation aux missions sur aéronef télépilote (UAS) Predator à la Force aérienne italienne.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation, mais elles sont maintenant de plus en plus appliquées dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces de défense cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation pour appuyer les programmes de recherche et de développement, la conception et l'essai des systèmes, l'analyse des renseignements, l'intégration et l'exploitation, ainsi que pour fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons récemment conclu un contrat visant la création d'un centre de formation et la prestation de services de formation en gestion des urgences avec le ministère des Affaires intérieures du Brunei, et nous sommes d'avis qu'il existe d'autres occasions de développement de centres de modélisation et de simulation intégrés.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)

Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine, tandis que les établissements d'enseignement ont maintenant recours à la technologie et à la simulation pour faire concurrence aux institutions publiques.

Nous sommes un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé, comptant plus de 8 000 livraisons de simulateurs de patients, d'échographie et de chirurgie dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. Nous avons maintenant des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne et un réseau d'une cinquantaine de distributeurs dans plus de 50 pays.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les simulateurs d'échographie et les dispositifs d'entraînement aux tâches; les applications et les didacticiels de formation; et les systèmes de gestion de centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens d'intervenir avec des mesures cliniques qui peuvent sauver des vies. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux praticiens d'acquérir les compétences et la pratique requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, comme des bronchoscopies, des endoscopies et le remplacement de valves cardiaques. Nos solutions d'échographie font appel à l'apprentissage en ligne, à des modèles de formation à l'échographie, à des mannequins et à un affichage 3D animé, ce qui permet aux apprenants et aux praticiens de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient et les interventions guidées par échographie. Nos applications d'apprentissage fondé sur la simulation peuvent être intégrées au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, permettant des livraisons de contenu à distance, de même que des évaluations autogérées. Nos solutions de gestion de centres de simulation médicale simplifient les opérations entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement et de débriefing.

Tendances et perspectives commerciales

Le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation, et sa valeur est estimée à plus de 850 millions \$. La plus importante part de ce marché représente le secteur des simulateurs de patients, qui devrait connaître une croissance dans les deux chiffres au cours des cinq prochaines années. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondée sur la simulation pour les praticiens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies tout en réduisant le coût global de la formation.

Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs médicales en modifiant fondamentalement l'évaluation des compétences et la formation des praticiens en soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela. Outre 850 000 médecins actifs et 67 000 étudiants en médecine, on compte quelque 3 millions d'infirmiers et 250 000 élèves-infirmiers aux États-Unis, ainsi que 8,8 millions de médecins et 14,5 millions d'infirmiers dans le monde.

La demande de nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients pour améliorer la formation et la sécurité des patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

Utilisation de simulateurs de patients pour améliorer la formation et la sécurité des patients

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. La simulation de patients réduit la fréquence et la gravité des erreurs médicales grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique, comme la diminution du traumatisme pour le patient et les périodes d'hospitalisation plus courtes, on assiste à une augmentation de l'utilisation de cette technique en lieu et place d'un certain nombre de procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique font de la chirurgie un important élément moteur de la formation fondée sur la simulation.

Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé

La réforme de la réglementation, le développement de produits technologiques abordables et la sensibilisation accrue du secteur ont poussé l'intégration de la technologie d'imagerie dans le secteur des soins de santé. La sensibilisation accrue des patients aux technologies et aux procédures de remplacement a contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs à mettre en œuvre des technologies évoluées d'imagerie. L'échographie au chevet du patient est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs peuvent fournir des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler, à condition que les praticiens effectuant les examens soient correctement formés.

Augmentation du coût des soins de santé

L'augmentation des soins médicaux et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance démographique et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante des services de soins de santé. L'adoption répandue des technologies et services médicaux évolués pourrait se traduire par une augmentation de la demande de formation. Les experts ont démontré que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

Pénurie de fournisseurs de services

L'Organisation mondiale de la Santé a indiqué que les pénuries sont critiques dans 57 pays, ce qui représente l'équivalent d'un déficit global de 2,4 millions de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes à l'échelle mondiale. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux étudiants en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

Marché des mines

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux en Afrique du Sud, en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, aux États-Unis, en Inde, au Kazakhstan, au Mexique, au Pérou et au Royaume-Uni. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires en fournissant des produits et services dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos logiciels sont utilisés pour la gestion des données géologiques et d'exploration, la stratégie minière, l'optimisation, la conception détaillée et la planification de toutes les méthodes d'exploitation minière et des matières premières. Nos services de consultation technique incluent des géologues et ingénieurs expérimentés, répondant aux besoins des clients, comme la gestion des programmes de forage exploratoire, des études minières, l'évaluation des ressources, les services techniques sur place et les projets d'amélioration des affaires. Nos simulateurs d'exploitation minière CAE Terra, mettent à profit notre expérience en matière de simulation pour offrir un degré de réalisme incomparable. Nos simulateurs sont dotés d'un système complet de gestion des stagiaires, d'outils de planification des cours et d'un poste de l'instructeur équipé d'écrans tactiles interactifs. Nos services de formation incluent la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre, l'analyse des besoins en formation, le développement professionnel dans des disciplines techniques et la conception et la mise en œuvre de programmes de formation des opérateurs. Notre didacticiel de formation des opérateurs est conçu pour diverses méthodes d'apprentissage, soit l'apprentissage à distance au rythme de chacun, la formation en classe donnée par un instructeur, la formation pratique et les scénarios fournis dans nos simulateurs haute fidélité.

Tendances et perspectives commerciales

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Priorité accordée aux questions de santé et sécurité;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Caractère cyclique des prix des marchandises;
- Gestion et contrôle de l'exploitation.

Priorité accordée aux questions de santé et sécurité

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de santé et sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé, ce qui s'est traduit par la hausse de la consommation d'énergie et du coût d'extraction. En raison de la volatilité du prix des minéraux et du coût de l'énergie, le secteur doit adopter des stratégies différentes. Ces dernières incluront l'utilisation accrue d'outils d'optimisation, de la simulation et de l'analyse de scénarios afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours, dans le but d'aider les sociétés minières à privilégier la récupération de métal au lieu de maximiser la capacité. Nous sommes activement impliqués dans la recherche de solutions technologiques pour la récupération de métaux en utilisant le moins d'énergie possible. Nos outils existants pour l'optimisation et l'analyse de scénarios aident les sociétés minières à répondre à l'évolution des prix et aux coûts des intrants afin de maximiser le potentiel de leurs opérations existantes.

Caractère cyclique du prix des marchandises

La demande de matières premières est étroitement liée aux cycles économiques. En conséquence, outre le coût d'extraction plus élevé, les ralentissements économiques exercent habituellement des pressions sur les coûts des sociétés minières. Cette situation se traduit généralement par une baisse des dépenses d'investissement en immobilisations des sociétés minières et par des retards d'approvisionnement, ce qui a une incidence défavorable sur les perspectives commerciales de la chaîne d'approvisionnement minière. Ce facteur favorise toutefois le recours aux outils d'optimisation, à la simulation et à l'analyse de scénarios par le secteur en vue de maximiser l'efficacité des activités.

Gestion et contrôle de l'exploitation

En raison de l'étendue et de la complexité croissantes de l'exploitation, les sociétés minières sont à la recherche de solutions de surveillance en temps réel, de coordination, de prise de décisions et de contrôle à distance d'actifs fixes et mobiles. Nous collaborons dans des marchés du monde entier et fournissons aux exploitants miniers la possibilité d'intégrer nos systèmes miniers largement utilisés à d'autres technologies de gestion opérationnelle.

3.5 Variations du change

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	2014	2013	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,11	1,02	9 %
Euro (€)	1,52	1,30	17 %
Livre sterling (£)	1,84	1,54	19 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	2014	2013	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,05	1,00	5 %
Euro (€)	1,41	1,29	9 %
Livre sterling (£)	1,68	1,58	6 %

Pour l'exercice 2014, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 72,9 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une augmentation de 6,1 millions \$ du résultat net par rapport à l'exercice 2013. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère de l'exercice aux taux de change mensuels moyens de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour l'exercice écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette de ces établissements et le montant net des investissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Australie, Allemagne, États-Unis, Inde, Royaume-Uni et Singapour)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– **Nos activités de produits de simulation au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les créances clients et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons également des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Analyse de sensibilité

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité en vue de déterminer l'effet à court terme des variations du change. Aux fins de cette analyse de sensibilité, nous avons évalué les sources des produits des activités ordinaires et des charges libellés en devises et déterminé que le risque de change sur une base consolidée se manifestait principalement dans deux secteurs, à savoir :

- Les produits des activités ordinaires et les charges en devises liés aux activités de fabrication au Canada – nous prenons des couvertures sur une partie des risques;
- La conversion des opérations en devises à l'étranger. Le risque couru à cet égard concerne principalement notre résultat opérationnel.

Dans un premier temps, nous avons calculé les produits des activités ordinaires et les charges de nos activités canadiennes par devise en vue d'établir le résultat opérationnel dans chaque devise. Nous en avons ensuite soustrait le montant des produits des activités ordinaires faisant l'objet d'une couverture pour arriver au risque net par devise. Puis, nous avons ajouté le risque net des établissements à l'étranger pour arriver au risque de change consolidé pour chacune des devises.

Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité visant à déterminer l'effet qu'aurait une dépréciation de 1 cent du dollar canadien par rapport à chacune des trois autres devises. Le tableau ci-après présente l'effet type de cette variation (après impôt) sur nos produits des activités ordinaires et notre résultat opérationnel annuels, ainsi que notre risque net :

Risque (en millions)	Produits des activités ordinaires	Résultat opérationnel	Couverture	Risque net
Dollar américain (\$ US)	12,6 \$	4,0 \$	(3,4) \$	0,6 \$
Euro (€)	3,2	0,6	(0,3)	0,3
Livre sterling (£)	0,9	0,1	(0,1)	0,0

Un raffermissement probable de 1 cent du dollar canadien aurait l'effet contraire.

3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Carnet de commandes des coentreprises

La valeur du carnet de commandes des coentreprises est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes qu'ont reçues nos coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées.

Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes, la quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence de même que les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat net avant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

Le résultat net avant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure de rechange de nos résultats opérationnels. Il correspond à notre résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société majoré des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel, compte tenu de la quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence, mais abstraction faite du montant net des charges financières, de l'impôt sur le résultat, des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

4.1 Résultat opérationnel – Quatrième trimestre de l'exercice 2014

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	583,4	513,6	487,5	530,4	565,6 \$
Coût des ventes	416,9	364,8	353,4	382,9	406,6 \$
Marge brute ³	166,5	148,8	134,1	147,5	159,0 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	28,5	29,0	27,5	27,8	28,1 %
Frais de recherche et de développement ³	19,9	16,1	14,9	17,5	18,0 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	76,6	68,6	66,6	75,3	65,5 \$
Autres profits – montant net	(8,1)	(2,0)	(5,1)	(5,2)	(2,9) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(8,1)	(11,5)	(7,5)	(2,9)	(2,3) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	-	-	-	-	13,8 \$
Résultat opérationnel ³	86,2	77,6	65,2	62,8	66,9 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	14,8	15,1	13,4	11,8	11,8 %
Produits financiers	(2,4)	(2,3)	(2,3)	(2,8)	(2,0) \$
Charges financières	18,7	21,0	20,9	19,9	19,3 \$
Charges financières – montant net	16,3	18,7	18,6	17,1	17,3 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	69,9	58,9	46,6	45,7	49,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	10,0	11,3	8,4	0,3	3,9 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt (taux d'imposition)</i>	14	19	18	1	8 %
Résultat net	59,9	47,6	38,2	45,4	45,7 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	60,0	46,1	38,3	45,6	43,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,1)	1,5	(0,1)	(0,2)	2,6 \$
	59,9	47,6	38,2	45,4	45,7 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	0,23	0,18	0,15	0,18	0,17 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 14 % par rapport au trimestre précédent et de 3 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires sont en hausse de 69,8 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 26,2 millions \$, soit 15 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et en Europe du fait de l'augmentation des taux d'utilisation des simulateurs de même que de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 15,5 millions \$, soit 21 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et de la progression du niveau d'activité à l'égard de nos services IES;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 15,2 millions \$, soit 14 %, principalement en raison de la hausse des niveaux de production découlant de l'augmentation des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 13,0 millions \$, soit 10 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et australiens et de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par le recul des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP sont demeurés stables, affichant une diminution de 0,1 million \$. La baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines a été contrebalancée par la hausse de ceux provenant de CAE Santé. Le fléchissement des produits des activités ordinaires de CAE Mines traduit le recul des produits des activités ordinaires tirés de l'octroi de licences de logiciels et des services de consultation. L'augmentation des produits des activités ordinaires de CAE Santé s'explique par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs chirurgicaux et des systèmes de gestion des centres, compte tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien, neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 17,8 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice 2013. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 25,8 millions \$, soit 40 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger, de l'augmentation du niveau d'activité à l'égard de nos services IES et de la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 22,3 millions \$, soit 13 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens ainsi que de la progression des produits des activités ordinaires réalisés en Europe et en Amérique du Nord du fait de l'augmentation des taux d'utilisation des simulateurs. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 0,6 million \$, soit 2 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines. Pour CAE Santé, les produits des activités ordinaires ont augmenté en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs chirurgicaux et des simulateurs de patients, compte tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien. Les produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines ont reculé en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés de l'octroi de licences de logiciels et des services de consultation;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont diminué de 18,3 millions \$, soit 13 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires attribuables aux simulateurs partiellement construits;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 12,6 millions \$, soit 8 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques et australiens, neutralisée en partie par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel en hausse de 8,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 19,3 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel s'est établi à 86,2 millions \$ ce trimestre, soit 14,8 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 77,6 millions \$, soit 15,1 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 66,9 millions \$, soit 11,8 % des produits des activités ordinaires, au quatrième trimestre de l'exercice 2013. La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,8 millions \$ comptabilisés pour le trimestre. Le résultat opérationnel sectoriel du quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'est établi à 80,7 millions \$, soit 14,3 % des produits des activités ordinaires.

Le résultat opérationnel sectoriel⁴ a progressé de 8,6 millions \$, soit 11 %, par rapport au trimestre précédent. Les hausses du résultat opérationnel sectoriel de 14,4 millions \$ pour le secteur FS/C et de 1,0 million \$ pour le secteur FS/M ont été neutralisées en partie par les baisses respectives du résultat opérationnel sectoriel de 4,0 millions \$, 1,6 million \$ et 1,2 million \$ pour les secteurs PS/M, PS/C et NMP.

Le résultat opérationnel sectoriel a progressé de 5,5 millions \$, soit 7 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013. La hausse de 12,0 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur PS/C a été contrebalancée en partie par les baisses respectives du résultat opérationnel sectoriel de 4,7 millions \$, 1,6 million \$, 0,1 million \$ et 0,1 million \$ pour les secteurs PS/C, NMP, PS/M et FS/M.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en baisse de 2,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 1,0 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

La baisse par rapport au trimestre précédent traduit d'abord et avant tout la diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances.

La baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par la diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances, neutralisée en partie par l'augmentation d'obligations de R-D.

Taux d'imposition effectif de 14 % ce trimestre

Pour ce trimestre, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 10,0 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 14 %, comparativement à 19 % au trimestre précédent et à 8 % au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

La diminution du taux d'imposition effectif comparativement au trimestre précédent est principalement attribuable à la modification des taux d'imposition quasi-adoptés en Allemagne, au Royaume-Uni et en Norvège, au règlement de contrôles fiscaux au cours du trimestre et à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions. Abstraction faite du changement des taux d'imposition et du règlement de contrôles fiscaux, le taux d'imposition se serait élevé à 21 % pour le trimestre.

L'augmentation du taux d'imposition effectif comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2013 est principalement attribuable au règlement de contrôles fiscaux au quatrième trimestre de l'exercice 2013 et à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6)

4.2 Résultat opérationnel – Exercice 2014

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Produits des activités ordinaires	2 114,9	2 035,2 \$
Coût des ventes	1 518,0	1 450,4 \$
Marge brute	596,9	584,8 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	28,2	28,7 %
Frais de recherche et de développement	68,4	60,1 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	287,1	264,5 \$
Autres profits – montant net	(20,4)	(22,4) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(30,0)	(20,1) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	-	68,7 \$
Résultat opérationnel	291,8	234,0 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	13,8	11,5 %
Produits financiers	(9,8)	(9,4) \$
Charges financières	80,5	74,5 \$
Charges financières – montant net	70,7	65,1 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	221,1	168,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	30,0	28,2 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt (taux d'imposition)</i>	14	17 %
Résultat net	191,1	140,7 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	190,0	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,1	3,0 \$
	191,1	140,7 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
De base et dilué	0,73	0,53 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 4 %, soit 79,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Les produits des activités ordinaires sont en hausse par rapport à ceux de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 55,5 millions \$, soit 8 %, en raison de l'intégration dans nos résultats d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à.r.l. (OAA) acquise en mai 2012, de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens et de l'augmentation des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et en Asie du fait de la hausse des taux d'utilisation des simulateurs. L'augmentation a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des activités de placement de membres d'équipage et de nos activités de formation en Amérique du Sud et en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 48,7 millions \$, soit 20 %, principalement en raison des nouveaux contrats signés au cours de l'exercice écoulé en Amérique du Nord et en Australie, conjugués aux programmes dont la phase de construction a pris fin et qui ont maintenant entamé la phase de soutien en service dans les mêmes régions. La hausse traduit également l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger, la progression du niveau d'activité à l'égard de nos services IES et l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. L'augmentation a été neutralisée en partie par la création d'une coentreprise à la fin de l'exercice 2013, laquelle est dorénavant comptabilisée comme une participation mise en équivalence, alors qu'elle était auparavant comptabilisée comme une coentreprise selon la méthode de la consolidation proportionnelle;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C sont demeurés stables, affichant une augmentation de 4,6 millions \$, en raison de la hausse du niveau de production découlant de l'augmentation des commandes enregistrées et du carnet de commandes, contrebalancée par la baisse des produits des activités ordinaires attribuables aux simulateurs partiellement construits;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 4,1 millions \$, soit 4 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé, neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines. Pour CAE Santé, l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des dispositifs d'entraînement aux tâches d'échographie, des simulateurs chirurgicaux et des systèmes de gestion des centres, compte tenu de l'incidence du raffermisssement du dollar américain par rapport au dollar canadien et de l'accroissement du nombre de produits installés, a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. Quant à CAE Mines, la baisse des produits des activités ordinaires s'explique par le ralentissement cyclique du secteur minier, le recul des produits des activités ordinaires tirés de la vente de licences de logiciels et des services de consultation ayant été neutralisé en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de la maintenance de logiciels;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 33,2 millions \$, soit 6 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés de certains programmes australiens et nord-américains dont la phase de construction a pris fin et qui ont maintenant entamé la phase de soutien en service. Le recul traduit également la baisse du niveau d'activité à l'égard de nos produits IES et la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et asiatiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Marge brute en hausse de 12,1 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La marge brute s'est établie à 596,9 millions \$ pour l'exercice, soit 28,2 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 584,8 millions \$, soit 28,7 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, la marge brute est demeurée stable par rapport à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel en hausse de 57,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel de l'exercice s'est élevé à 291,8 millions \$, soit 13,8 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 234,0 millions \$, soit 11,5 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. La hausse par rapport à l'exercice précédent traduit essentiellement les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 68,7 millions \$ comptabilisés à l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 302,7 millions \$, soit 14,9 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent.

Comparativement à l'exercice précédent, le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 10,9 millions \$, soit 4 %. Les baisses respectives du résultat opérationnel sectoriel de 4,7 millions \$, de 4,4 millions \$, de 2,6 millions \$ et de 2,2 millions \$ pour les secteurs PS/C, FS/C, PS/M et NMP ont été atténuées en partie par la hausse de 3,0 millions \$ du résultat opérationnel du secteur FS/M.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en hausse de 5,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2013 à exercice 2014
Charges financières de la période précédente	74,5 \$
Augmentation des charges financières liées à la dette à long terme (hormis les obligations au titre des contrats de location-financement)	7,5
Diminution des charges financières liées aux obligations au titre des contrats de location-financement	(0,2)
Diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances	(2,1)
Augmentation des autres charges financières	1,7
Diminution des coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(0,9)
Augmentation des charges financières depuis la période précédente	6,0 \$
Produits financiers de la période précédente	(9,4) \$
Diminution du produit d'intérêts sur les prêts et créances	0,4
Augmentation du produit au titre des autres intérêts	(0,8)
Augmentation des produits financiers depuis la période précédente	(0,4) \$
Charges financières de la période écoulée, montant net	70,7 \$

Le montant net des charges financières de l'exercice s'est élevé à 70,7 millions \$, en hausse de 5,6 millions \$, soit 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse des charges d'intérêts découlant du placement privé de billets de premier rang en décembre 2012 et la hausse d'obligations de R-D, facteurs partiellement annulés par la réduction des charges d'intérêts attribuable au recours moins important aux facilités de crédit et à la diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances.

Taux d'imposition effectif de 14 %

Pour l'exercice, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 30,0 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 14 %, comparativement à 17 % pour l'exercice précédent.

La diminution du taux d'imposition effectif par rapport à l'exercice 2013 est principalement attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions. Les principaux éléments ayant influé sur le taux d'imposition effectif de l'exercice 2014 sont la décision favorable rendue par la Cour d'appel fédérale du Canada le 17 avril 2013 en ce qui a trait au traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada, la modification des taux d'imposition quasi-adoptés en Allemagne, au Royaume-Uni et en Norvège ainsi que le règlement de contrôles fiscaux au cours de l'exercice. Outre la composition des revenus, les principaux éléments ayant influé sur le taux d'imposition de l'exercice 2013 comprennent le règlement de contrôles fiscaux.

4.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 4 205,6 millions \$ à la fin de l'exercice 2014, en hausse de 13 % par rapport à l'exercice précédent. Les nouvelles commandes de 2 380,3 millions \$ ont augmenté la valeur du carnet de commandes pour l'exercice, tandis que des produits des activités ordinaires de 2 114,9 millions \$ ont été tirés du carnet de commandes.

Carnet de commandes en hausse de 13 % par rapport à l'exercice précédent

(en millions)	Exercice 2014	Exercice 2013
Carnet de commandes en début de période	3 717,8 \$	3 379,0 \$
+ commandes	2 380,3	2 139,7
- produits des activités ordinaires	(2 114,9)	(2 035,2)
+/- ajustements	222,4	234,3
Carnet de commandes en fin de période	4 205,6 \$	3 717,8 \$

Pour l'exercice 2014, les ajustements tiennent compte d'un montant de 222,4 millions \$ lié à l'incidence favorable des variations du change.

Les ajustements de l'exercice 2013 incluaient l'ajout d'un montant de 234,3 millions \$ au carnet de commandes par suite de l'acquisition d'OAA et de la réduction d'une commande existante de simulateurs de niveau B enregistrée en 2006.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,97. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,13.

En raison de la mise en œuvre d'IFRS 11, *Partenariats*, dont il est fait mention sous *Modifications de méthodes comptables* :

- La valeur attendue des commandes obtenues par les coentreprises dans lesquelles nous détenons une participation est exclue du carnet de commandes de CAE;
- La valeur totale des commandes entre nous et nos coentreprises est prise en compte dans le carnet de commandes de CAE.

Notre carnet de commandes consolidé au 31 mars 2013 a été retraité en conséquence.

Les commandes non financées⁵ des secteurs militaires combinés s'établissaient à 406,7 millions \$ au 31 mars 2014. De plus, le carnet de commandes de nos coentreprises⁵, mesure qui nous indique à combien se monte en principe notre quote-part des commandes que nos coentreprises ont reçues, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées, s'établissait à 392,5 millions \$ au 31 mars 2014. Ces montants ne sont pas inclus dans le carnet de commandes consolidé présenté dans le tableau ci-dessus.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

5. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments de notre analyse du résultat sectoriel et du résultat opérationnel sectoriel sont présentés par ordre d'importance.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
<i>Secteurs civils</i>							
Formation et services associés – Civil	96,3	100,7	36,9	22,5	19,4	17,5	24,9 \$
	13,5	15,3	18,6	13,1	11,7	9,8	14,1 %
Produits de simulation – Civil	83,5	88,2	21,1	22,7	19,6	20,1	25,8 \$
	18,1	19,3	16,9	20,7	19,0	16,3	18,0 %
<i>Secteurs militaires</i>							
Produits de simulation – Militaire	77,4	80,0	19,3	23,3	18,3	16,5	19,4 \$
	14,6	14,2	13,7	18,3	14,8	12,0	12,7 %
Formation et services associés – Militaire	30,4	27,4	8,7	7,7	6,9	7,1	8,8 \$
	10,4	11,2	9,7	10,4	10,2	11,6	13,8 %
Nouveaux marchés principaux	4,2	6,4	0,2	1,4	1,0	1,6	1,8 \$
	3,6	5,7	0,7	4,7	3,7	5,4	6,2 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	291,8	302,7	86,2	77,6	65,2	62,8	80,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	-	(68,7)	-	-	-	-	(13,8) \$
Résultat opérationnel	291,8	234,0	86,2	77,6	65,2	62,8	66,9 \$

Capital utilisé⁶

<i>(en millions)</i>	31 mars 2014	31 décembre 2013	30 septembre 2013	30 juin 2013	31 mars 2013
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	1 703,1	1 612,7	1 515,1	1 520,9	1 464,7 \$
Produits de simulation – Civil	73,2	52,5	52,5	104,4	56,4 \$
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	354,9	382,1	340,9	344,1	326,1 \$
Formation et services associés – Militaire	212,4	194,6	177,0	174,1	152,0 \$
Nouveaux marchés principaux	222,4	217,8	205,7	207,6	199,2 \$
	2 566,0	2 459,7	2 291,2	2 351,1	2 198,4 \$

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

5.1 Secteurs civils

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2014

Expansions

- Notre coentreprise Emirates-CAE Flight Training (ECFT) a inauguré son deuxième centre de formation des pilotes à Dubaï (Émirats arabes unis);
- Nous avons annoncé l'ajout de 35 nouveaux avions d'entraînement Piper au parc de la CAE Oxford Aviation Academy;
- ECFT a annoncé que son simulateur de vol doté d'une double configuration pour les jets d'affaires Bombardier Challenger 604 et Challenger 605 a reçu une qualification de la part de divers pays et a également annoncé qu'elle installera un simulateur de vol, qui devrait être mis en service à la fin de 2014, pour les jets d'affaires Bombardier Global 5000 et Global 6000 dotés du poste de pilotage Bombardier Vision;
- Nous avons annoncé l'expansion de notre entente de fournisseur autorisé de formation (ATP) avec Bombardier en Europe en y ajoutant un simulateur Bombardier Challenger 605 ainsi que l'installation d'un nouveau simulateur pour les jets d'affaires Bombardier Global 5000/6000 équipés du poste de pilotage Bombardier Vision à notre centre de formation d'Amsterdam;
- Nous avons annoncé un prolongement de notre partenariat avec Aviation Performance Solutions (APS) visant à fournir un programme de formation sur la prévention et le rétablissement en cas de perte de contrôle (UPRT) aux pilotes d'avions d'affaires en Europe. Le programme fait appel à des cours théoriques éprouvés sur Internet ainsi qu'à des exercices et à des scénarios du perfectionnement des compétences pratiques en vol et sur simulateur;
- Nous avons lancé un nouveau programme de formation MPL avec Tigerair. En soutien à ce programme, nous avons annoncé que nous ouvrirons un centre de formation initiale au sol à Singapour;
- Nous avons annoncé le début de la formation au centre CAE Simulation Training P.L. à Delhi, en Inde. Le centre de formation est une coentreprise entre CAE et Interglobe, société mère d'IndiGo;
- Nous avons annoncé la conclusion d'un accord avec Airbus Helicopters (auparavant, Eurocopter Group) portant sur la construction d'un centre de formation approuvé sur l'hélicoptère EC225 en Norvège, y compris d'un simulateur de vol et de missions de niveau D;
- Nous avons annoncé l'ajout d'un quatrième simulateur de vol Dassault Falcon 7X à notre réseau de formation à l'échelle mondiale. Ce simulateur devrait être prêt à être utilisé en 2015;
- Nous avons installé un simulateur de vol Boeing 737 NG au centre de formation d'Air France à Orly (France);
- Nous avons annoncé un accord avec Dassault qui fait de CAE le fournisseur exclusif de formation approuvé par Dassault pour le tout nouveau jet d'affaires long-courrier Dassault Falcon 5X.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé CAE Tropos^{MC}-6000XR, notre plus récent générateur d'images pour la formation pour l'aviation civile. Le logiciel fournit un environnement plus immersif et une meilleure expérience en matière de formation au pilotage;
- Nous avons annoncé des services de formation à la maintenance pour les nouveaux avions Dassault Falcon 2000 LXS et 2000S, dont la configuration EASy II, et lancé la solution CAE RealCase Troubleshooting pour les modèles Dassault Falcon 7X, Falcon 900EX EASy, et Falcon 2000EX EASy;
- Nous avons annoncé le lancement du simulateur de vol Série CAE 7000XR, qui tire parti des plus récentes avancées en matière de technologie et de capacités de formation et établit une nouvelle norme en matière de simulateurs de niveau D. Cette toute dernière génération de la référence de l'industrie de CAE est conçue de façon à optimiser les coûts de cycle de vie pour nos clients et de répondre aux besoins de formation actuels et futurs.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	1 176,7	1 116,6	323,5	282,1	269,3	301,8	319,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel	179,8	188,9	58,0	45,2	39,0	37,6	50,7 \$
Marges opérationnelles	15,3	16,9	17,9	16,0	14,5	12,5	15,9 %
Carnet de commandes	2 161,7	1 722,6	2 161,7	2 081,9	1 997,0	1 754,4	1 722,6 \$

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2014, les produits des activités ordinaires des secteurs civils combinés ont totalisé 323,5 millions \$, en hausse de 15 % par rapport au trimestre précédent. Les deux secteurs civils ont contribué à la croissance, qui s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de la formation du fait de la hausse du taux d'utilisation des simulateurs de notre réseau, surtout en Amérique du Nord et en Europe, de même que par la hausse des produits des activités ordinaires attribuable à l'augmentation du niveau de production de simulateurs découlant de la hausse des commandes enregistrées. La marge opérationnelle des secteurs civils combinés s'est établie à 17,9 %, en hausse par rapport à 16,0 % pour le trimestre précédent. L'augmentation de la marge reflète la hausse des produits des activités ordinaires tirés de la formation du fait de la progression du taux d'utilisation des simulateurs du réseau de formation.

Pour l'exercice 2014, les produits des activités ordinaires des secteurs civils combinés ont totalisé 1 176,7 millions \$, en hausse de 5 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui rend essentiellement compte de l'intégration d'OAA dans nos résultats. La marge opérationnelle des secteurs civils combinés s'est établie à 15,3 %, en baisse par rapport à 16,9 % à l'exercice précédent. La diminution de la marge reflète en grande partie la baisse du taux d'utilisation des simulateurs de notre réseau de formation ainsi que la hausse des coûts liés à la mise en service de nouveaux centres de formation en Asie, au déménagement de simulateurs et aux indemnités de fin de contrat de travail.

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,08 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,28.

Le carnet de commandes des coentreprises s'établissait à 263,1 millions \$ au 31 mars 2014.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 247,5 millions \$, notamment :

- Un contrat à long terme avec Turkish Airlines pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement du contrat à long terme avec Aerovias del Continente Americano S.A. pour la maintenance des dispositifs de formation aéronautique et des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement du contrat à long terme avec Robert Bosch GmbH pour des services de formation des pilotes;
- Un contrat à long terme avec WorldWide Jet Charter LLC pour des services de formation des pilotes.

Résultats financiers

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES et les FFS déployés)

	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	715,3	659,8	198,4	172,2	166,4	178,3	176,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	96,3	100,7	36,9	22,5	19,4	17,5	24,9 \$
Marges opérationnelles	13,5	15,3	18,6	13,1	11,7	9,8	14,1 %
Dotation aux amortissements	98,3	92,5	25,8	23,3	23,9	25,3	23,6 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	120,5	71,4	52,9	30,3	16,8	20,5	5,8 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	17,0	19,8	4,0	3,0	2,6	7,4	2,7 \$
Capital utilisé	1 703,1	1 464,7	1 703,1	1 612,7	1 515,1	1 520,9	1 464,7 \$
Carnet de commandes	1 597,7	1 311,6	1 597,7	1 502,1	1 445,4	1 300,0	1 311,6 \$
Unités NES ⁷	191	181	194	190	188	190	187
FFS déployés	239	227	239	238	233	230	227

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Produits des activités ordinaires en hausse de 15 % par rapport au trimestre précédent et de 13 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et en Europe du fait de la hausse des taux d'utilisation des simulateurs et de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 découle essentiellement de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens de même que de l'augmentation des produits des activités ordinaires réalisés en Europe et en Amérique du Nord du fait de la hausse des taux d'utilisation des simulateurs. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage.

Produits des activités ordinaires de 715,3 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 8 %, soit 55,5 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La hausse découle en grande partie de l'intégration d'OAA, acquise en mai 2012, dans nos résultats, de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens ainsi que de l'augmentation des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et en Asie du fait de la hausse des taux d'utilisation des simulateurs. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage et de nos activités de formation en Amérique du Sud et en Europe.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 64 % par rapport au trimestre précédent et de 48 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 36,9 millions \$ (18,6 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 22,5 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 24,9 millions \$ (14,1 % des produits des activités ordinaires) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2013.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 14,4 millions \$, soit 64 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est principalement attribuable à la progression des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et en Europe, aux profits à la cession de deux FFS et à l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 12,0 millions \$, soit 48 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013. L'augmentation traduit en grande partie la hausse du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises), la progression des produits des activités ordinaires réalisés en Europe, l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens et les profits à la cession de deux FFS.

Résultat opérationnel sectoriel de 96,3 millions \$, en baisse de 4 %, soit 4,4 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 96,3 millions \$ (13,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 100,7 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La baisse traduit en grande partie la diminution des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Sud et la hausse des coûts liés à la mise en service de nouveaux centres de formation en Asie, le déménagement de FFS ainsi que les indemnités de fin de contrat de travail. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises), par les profits à la reprise d'une provision liée à l'acquisition d'OAA et à la cession de FFS et par l'intégration d'OAA, acquise en mai 2012, dans nos résultats. La progression traduit également l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens, ce facteur ayant été neutralisé en partie par l'incidence défavorable des variations du change à la réévaluation de nos comptes de fonds de roulement hors trésorerie.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 52,9 millions \$ ce trimestre et de 120,5 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 7,8 millions \$ ce trimestre et à 28,3 millions \$ pour l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 45,1 millions \$ ce trimestre et à 92,2 millions \$ pour l'exercice.

Capital utilisé en hausse de 90,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 238,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre et à l'exercice précédent est principalement attribuable à la hausse des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles découlant en grande partie des variations du change et à l'augmentation de la valeur de l'investissement dans les participations mises en équivalence du fait des variations du change et d'une rentabilité accrue.

Carnet de commandes de 1 597,7 millions \$ à la fin de l'exercice

<i>(en millions)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Carnet de commandes en début de période	1 311,6 \$	937,4 \$
+ commandes	898,9	778,4
- produits des activités ordinaires	(715,3)	(659,8)
+/- ajustements	102,5	255,6
Carnet de commandes en fin de période	1 597,7 \$	1 311,6 \$

Les ajustements de l'exercice 2014 tiennent compte d'abord et avant tout des variations du change. Pour l'exercice 2013, les ajustements étaient principalement attribuables à l'ajout d'un montant de 254,0 millions \$ au carnet de commandes par suite de l'acquisition d'OAA.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,25. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,26.

Le carnet de commandes des coentreprises s'établissait à 263,1 millions \$ au 31 mars 2014.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des 8 FFS suivants :

- Un FFS Boeing 737-800W à Southwest Airlines;
- Un FFS Airbus A320 à Lufthansa Flight Training;
- Un FFS Airbus A320 à CAE Flight Training (India) Private Limited, coentreprise de CAE et d'InterGlobe;
- Cinq FFS, soit trois Airbus A320, un Boeing 737NG et un Boeing 777, à des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Le nombre total de commandes de FFS du secteur PS/C pour l'exercice est de 48.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	461,4	456,8	125,1	109,9	102,9	123,5	143,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel	83,5	88,2	21,1	22,7	19,6	20,1	25,8 \$
Marges opérationnelles	18,1	19,3	16,9	20,7	19,0	16,3	18,0 %
Dotations aux amortissements	12,2	8,6	3,5	3,3	2,5	2,9	3,0 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	7,8	4,9	4,1	1,7	0,8	1,2	0,6 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	23,4	20,4	8,0	5,4	4,5	5,5	5,5 \$
Capital utilisé	73,2	56,4	73,2	52,5	52,5	104,4	56,4 \$
Carnet de commandes	564,0	411,0	564,0	579,8	551,6	454,4	411,0 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 14 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 13 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par les niveaux de production accrus découlant d'une augmentation des commandes enregistrées.

La baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires attribuables aux simulateurs partiellement construits.

Produits des activités ordinaires de 461,4 millions \$ pour l'exercice, ce qui est stable par rapport à l'exercice précédent

La hausse attribuable au niveau de production accru découlant de la hausse des commandes enregistrées et du carnet de commandes a été neutralisée par le recul des produits des activités ordinaires attribuables aux simulateurs partiellement construits.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 7 % par rapport au trimestre précédent et de 18 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 21,1 millions \$ (16,9 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 22,7 millions \$ (20,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 25,8 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

La diminution par rapport au trimestre précédent résulte essentiellement du fléchissement des marges sur les projets du fait de la composition moins favorable des programmes et de la hausse des frais de vente, généraux et d'administration en soutien de l'activité de vente accrue, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des produits des activités ordinaires susmentionnée.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique d'abord et avant tout par la baisse des produits des activités ordinaires, comme il est expliqué plus haut, et par l'incidence défavorable des variations du change. Le recul a été neutralisé en partie par la diminution des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale.

Résultat opérationnel sectoriel de 83,5 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 5 %, soit 4,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 83,5 millions \$ (18,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 88,2 millions \$ (19,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La diminution résulte essentiellement de l'incidence défavorable des variations du change et de la hausse des frais de vente, généraux et d'administration, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la combinaison favorable de programmes.

Capital utilisé en hausse de 20,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 16,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la hausse des actifs au titre des contrats en cours, neutralisée en partie par la baisse des créances clients.

L'augmentation du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de la progression des stocks, des immobilisations incorporelles du fait des investissements dans les frais de développement et des créances clients, neutralisée en partie par la hausse des passifs au titre des contrats en cours.

Carnet de commandes en hausse de 37 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Carnet de commandes en début de période	411,0 \$	385,5 \$
+ commandes	608,4	494,7
- produits des activités ordinaires	(461,4)	(456,8)
+/- ajustements	6,0	(12,4)
Carnet de commandes en fin de période	564,0 \$	411,0 \$

Pour l'exercice 2014, les ajustements représentent essentiellement les variations du change. Pour l'exercice 2013, les ajustements représentaient essentiellement la réduction d'une commande existante de simulateurs de niveau B enregistrée en 2006.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,82. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,32.

Il n'y avait pas de carnet de commandes des coentreprises au 31 mars 2014.

5.2 Secteurs militaires

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2014

Expansions

- Nous avons amorcé la construction du nouveau centre de formation polyvalent (MPTC) de CAE Brunei à Rimba (Brunei Darussalam), laquelle est en phase d'achèvement. Le centre devrait être en service d'ici au printemps 2014. Conjointement avec le gouvernement du Brunei, nous avons également annoncé que le centre de formation polyvalent s'agrandira grâce à l'ajout d'un centre d'excellence pour la gestion des urgences et des crises qui appuiera la préparation en cas de catastrophes;
- Nous fournissons des services de soutien à la formation sur place au centre de formation aéronautique de l'Armée dans le Queensland, en Australie, à la suite de la réception du premier simulateur de vol et de missions NH90 au monde à avoir été qualifié au niveau D;
- Nous avons installé un simulateur King Air 350 de Série CAE 5000 dans un nouveau centre de formation à Sale (Australie) et nous fournissons des services de simulation à la Royal Australian Air Force et à la Royal Australian Navy jusqu'en 2018 en vertu d'un programme appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci;
- Nous avons annoncé que notre centre de formation Rotorsim situé à Sesto Calende (Italie), coentreprise avec AgustaWestland, continuera sa croissance grâce à l'ajout d'un simulateur d'hélicoptères AW169 de Série CAE 3000;
- Nous avons annoncé que le premier simulateur de vol AW189 de Série CAE 3000 a reçu la qualification de niveau D et est maintenant prêt à être utilisé au centre de formation Rotorsim situé à Sesto Calende (Italie);
- Nous avons annoncé que Rotorsim fera l'acquisition de son second simulateur d'hélicoptères AW189 de Série CAE 3000 et le déploiera dans un nouveau centre de formation situé à Aberdeen (Écosse). Ce simulateur sera utilisé en soutien à Bristow Helicopters et aux autres exploitants de la région de la mer du Nord.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons signé un protocole d'entente avec Lockheed Martin comme fournisseur privilégié de services de soutien à la formation, d'intégration des systèmes de formation, d'exploitation et de maintenance pour le F-35 si le Canada choisit cet appareil;
- Nous avons signé un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems afin de chercher des façons d'intégrer les systèmes de simulation et d'entraînement de CAE sur les avions télépilotes Predator à l'échelle internationale;
- Nous avons livré le système d'entraînement des commandants et des officiers CAE GESI de dernière génération, qui est maintenant utilisé au centre de simulation de combat de l'armée allemande à Wildflecken;
- Nous avons aidé Ambulance Victoria à Brisbane, en Australie, à lancer Virtual Paramedic, une solution de formation fondée sur la simulation, pour aider à se préparer en cas d'incidents comportant un grand nombre de blessés;
- Nous avons conclu un accord de coopération portant sur la création d'une nouvelle solution de simulation constructive fédérée appelée GlobalSim qui combine le système d'entraînement des commandants et des officiers CAE GESI avec la solution Joint Theatre-Level Simulation de Rolands & Associates;
- Nous avons fourni à la Ville d'Ottawa un système intégré de gestion des situations d'urgence qui améliorera la collaboration multiorganismes et facilitera la prise de décisions efficaces dans des situations d'urgence;
- Nous assurons la conception et la construction d'un simulateur de missions UH-60L/M Black Hawk qui sera utilisé par la police fédérale du Mexique.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

(en millions, sauf les
marges opérationnelles)

	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	822,0	806,5	230,3	201,8	191,1	198,8	217,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	107,8	107,4	28,0	31,0	25,2	23,6	28,2 \$
Marges opérationnelles	13,1	13,3	12,2	15,4	13,2	11,9	13,0 %
Carnet de commandes	2 043,9	1 995,2	2 043,9	2 024,3	1 942,4	1 960,1	1 995,2 \$

Au quatrième trimestre de l'exercice 2014, les produits des activités ordinaires des secteurs militaires combinés ont totalisé 230,3 millions \$, en hausse de 14 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse de l'apport des nouveaux contrats conclus ce trimestre et par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. La marge opérationnelle des secteurs militaires combinés s'est établie à 12,2 %, en baisse par rapport à 15,4 % au trimestre précédent. Le recul de la marge traduit la combinaison plus favorable de programmes au trimestre précédent de même que l'augmentation des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, ce trimestre.

Pour l'exercice 2014, les produits des activités ordinaires des secteurs militaires combinés ont totalisé 822,0 millions \$, en hausse de 2 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui traduit l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. La marge opérationnelle des secteurs militaires combinés s'est établie à 13,1 %, ce qui est stable par rapport à l'exercice précédent. Le repli de la marge du fait de la reprise d'une provision pour contrepartie éventuelle survenue à l'exercice précédent, de l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration et de celle des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, a été contrebalancé par l'amélioration de la marge découlant de nos programmes européens et nord-américains et par la rentabilité accrue de nos participations mises en équivalence (coentreprises).

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,82 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,92.

Au 31 mars 2014, les commandes non financées des secteurs militaires combinés s'établissaient à 406,7 millions \$ et le carnet de commandes des coentreprises, à 129,4 millions \$.

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 133,1 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Une commande de Beechcraft Corporation pour le développement d'un système d'entraînement au sol complet T-6C pour la Royal New Zealand Air Force;
- Une commande de la Force aérienne polonaise pour la fourniture d'un simulateur d'hélicoptère SW-4 en soutien au programme de formation de l'École de la Force aérienne polonaise à Deblin (Pologne);
- Une commande de Boeing pour la construction de quatre dispositifs d'entraînement au vol opérationnel P-8A additionnels pour l'U.S. Navy.

Résultats financiers

(en millions, sauf les
marges opérationnelles)

	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	529,3	562,5	140,5	127,5	123,5	137,8	153,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	77,4	80,0	19,3	23,3	18,3	16,5	19,4 \$
Marges opérationnelles	14,6	14,2	13,7	18,3	14,8	12,0	12,7 %
Dotation aux amortissements	17,2	15,3	4,7	4,5	4,1	3,9	4,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	7,0	5,2	2,3	2,0	1,2	1,5	(0,6) \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	15,3	26,1	5,6	3,5	2,4	3,8	6,8 \$
Capital utilisé	354,9	326,1	354,9	382,1	340,9	344,1	326,1 \$
Carnet de commandes	682,5	688,7	682,5	669,9	635,4	673,4	688,7 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 8 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et australiens et par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. La hausse a été contrebalancée par le recul des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques.

La baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 découle essentiellement de la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques et australiens, compensée en partie par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Produits des activités ordinaires de 529,3 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 6 %, soit 33,2 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le fléchissement des produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice précédent s'explique d'abord et avant tout par la diminution des produits des activités ordinaires tirés de certains programmes australiens et nord-américains dont la phase de construction a pris fin et qui ont maintenant entamé la phase de soutien en service. La baisse traduit également le recul du niveau d'activité à l'égard de nos produits IES et la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et asiatiques. Cette baisse a été neutralisée en partie par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 17 % par rapport au trimestre précédent et stable par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 19,3 millions \$ (13,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 23,3 millions \$ (18,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 19,4 millions \$ (12,7 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par le recul des volumes à l'égard des programmes asiatiques, la hausse des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, et la diminution des marges à l'égard des programmes européens, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des volumes à l'égard des programmes nord-américains.

Le résultat opérationnel sectoriel est demeuré stable par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013. La baisse découlant de la diminution du volume à l'égard des programmes asiatiques et de la hausse des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, a été neutralisée par la hausse des marges à l'égard des programmes nord-américains et européens.

Résultat opérationnel sectoriel de 77,4 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 3 %, soit 2,6 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 77,4 millions \$ (14,6 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 80,0 millions \$ (14,2 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La baisse du résultat opérationnel sectoriel par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de la reprise d'une provision pour contrepartie éventuelle survenue au deuxième trimestre de l'exercice 2013, de la hausse des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, et de la baisse du volume à l'égard des programmes asiatiques. La diminution a été contrebalancée en partie par la hausse des marges à l'égard des programmes européens et nord-américains.

Capital utilisé en baisse de 27,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 28,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer, la hausse des passifs au titre des contrats en cours et la baisse des actifs au titre des contrats en cours, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la hausse des créances clients de même que par les variations du change découlant de l'affaiblissement du dollar canadien.

La hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique surtout par l'investissement accru dans les autres actifs non courants et par l'augmentation des immobilisations incorporelles découlant d'abord et avant tout des variations du change.

Carnet de commandes stable par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Carnet de commandes en début de période	688,7 \$	787,2 \$
+ commandes	484,7	397,0
- produits des activités ordinaires	(529,3)	(562,5)
+/- ajustements	38,4	67,0
Carnet de commandes en fin de période	682,5 \$	688,7 \$

Pour l'exercice 2014, les ajustements s'expliquent essentiellement par les variations du change. Pour l'exercice 2013, les ajustements s'expliquaient essentiellement par le reclassement de l'équipement fourni aux termes d'un contrat de services à long terme.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,95. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,92.

Au 31 mars 2014, les commandes non financées s'établissaient à 38,0 millions \$ et il n'y avait pas de carnet de commandes des coentreprises.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 55,9 millions \$, notamment :

- Un contrat avec l'Organisme fédéral des équipements, des technologies de l'information et du soutien en service de la Bundeswehr (Allemagne) portant sur la fourniture d'une gamme de services de soutien à la formation sur place pour l'équipement de simulation de vol, y compris les simulateurs Tornado, C-160 Transall, P-3C Orion, Mk-41 Sea King et le système de sélection des pilotes des Forces allemandes;
- Un contrat avec PWN Excellence Sdn Bhd, établie à Subang (Malaisie), portant sur la fourniture de services complets de soutien du cycle de vie et de maintenance du simulateur AW139 sur les dix prochaines années.

Résultats financiers

(en millions, sauf les
marges opérationnelles)

	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	292,7	244,0	89,8	74,3	67,6	61,0	64,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	30,4	27,4	8,7	7,7	6,9	7,1	8,8 \$
Marges opérationnelles	10,4	11,2	9,7	10,4	10,2	11,6	13,8 %
Dotation aux amortissements	25,2	14,6	7,5	6,9	6,7	4,1	4,8 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	19,0	12,1	5,7	2,6	5,1	5,6	7,2 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	1,0	2,4	0,4	0,2	0,1	0,3	0,3 \$
Capital utilisé	212,4	152,0	212,4	194,6	177,0	174,1	152,0 \$
Carnet de commandes	1 361,4	1 306,5	1 361,4	1 354,4	1 307,0	1 286,7	1 306,5 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 21 % par rapport au trimestre précédent et de 40 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et par la hausse du niveau d'activité à l'égard de nos services IES.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de 2013 découle essentiellement de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger, de la hausse du niveau d'activité à l'égard de nos services IES et de la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens.

Produits des activités ordinaires de 292,7 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 20 %, soit 48,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation s'explique en grande partie par la signature de nouveaux contrats au cours de l'exercice en Amérique du Nord et en Australie, conjugués aux programmes dont la phase de construction a pris fin et qui ont maintenant entamé la phase de soutien en service dans les mêmes régions. La hausse traduit également l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger, la progression du niveau d'activité à l'égard de nos services IES et la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La hausse a été neutralisée en partie par la création d'une coentreprise à la fin de l'exercice 2013, coentreprise maintenant comptabilisée comme une participation mise en équivalence alors qu'elle était auparavant comptabilisée comme une entreprise commune selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 13 % par rapport au trimestre précédent et stable par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 8,7 millions \$ (9,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 7,7 millions \$ (10,4 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 8,8 millions \$ (13,8 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

La hausse par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à la hausse du volume à l'égard de nos programmes nord-américains et à la progression des marges à l'égard de nos programmes européens, annulées en partie par le résultat des participations mises en équivalence (coentreprises).

Le résultat opérationnel sectoriel est demeuré stable par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013. La diminution découlant de la hausse des frais de vente, généraux et d'administration a été neutralisée par l'augmentation des marges à l'égard des programmes européens, des volumes à l'égard des programmes australiens et du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises).

Résultat opérationnel sectoriel de 30,4 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 11 %, soit 3,0 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 30,4 millions \$ (10,4 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 27,4 millions \$ (11,2 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique en grande partie par l'augmentation du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises) et par la progression du volume à l'égard des programmes nord-américains et européens. La hausse a été neutralisée en partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration, y compris les coûts engagés au démarrage des activités de certains programmes asiatiques.

Capital utilisé en hausse de 17,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 60,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par l'augmentation des immobilisations corporelles, par la hausse des autres actifs non courants découlant essentiellement des variations du change ainsi que par l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et les participations mises en équivalence du fait de la rentabilité accrue.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par la hausse des autres actifs non courants découlant essentiellement des variations du change, du fonds de roulement hors trésorerie, de l'investissement dans les participations mises en équivalence du fait de la rentabilité accrue et des immobilisations corporelles traduisant les dépenses d'investissement en immobilisations et les variations du change.

Carnet de commandes en hausse de 4 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Carnet de commandes en début de période	1 306,5 \$	1 268,9 \$
+ commandes	272,1	357,5
- produits des activités ordinaires	(292,7)	(244,0)
+/- ajustements	75,5	(75,9)
Carnet de commandes en fin de période	1 361,4 \$	1 306,5 \$

Pour l'exercice 2014, les ajustements s'expliquent en grande partie par les variations du change. Pour l'exercice 2013, les ajustements s'expliquaient en grande partie par le reclassement de l'équipement fourni aux termes d'un contrat de services à long terme.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,62. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,93.

Au 31 mars 2014, les commandes non financées s'établissaient à 368,7 millions \$ et le carnet de commandes des coentreprises, à 129,4 millions \$.

5.3 Nouveaux marchés principaux

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2014

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Santé comprennent ce qui suit :

Expansions

- Nous avons conclu des ententes avec de nouveaux distributeurs au Bangladesh, au Chili, au Costa Rica, en Allemagne, en Inde, en Malaisie, à Malte, au Pérou, à Singapour, aux Pays-Bas et aux Émirats arabes unis;
- Notre nouvelle installation de formation avec un groupe hospitalier brésilien a ouvert ses portes et amorcé ses activités;
- Nous nous sommes associés au Community Hospital à Long Beach (États-Unis) pour utiliser leurs installations afin d'accroître le nombre de nos centres de formation sur la côte Ouest.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé une nouvelle version de notre système de gestion de centres de formation et des données audiovisuelles LearningSpace, doté d'un nouveau gestionnaire des ressources qui assure le suivi des actifs des centres de simulation;
- Nous avons lancé une nouvelle version de notre système d'exploitation de simulateurs d'échographie VIMEDIX, qui accroît les fonctionnalités et les pathologies du simulateur d'échocardiographie VIMEDIX et de VIMEDIX Ob/Gyn;
- Nous avons lancé un module de formation sur l'examen endo-vaginal au premier trimestre pour le simulateur d'échographie VIMEDIX Ob/Gyn;
- Nous avons dévoilé le simulateur maternel/fœtal CAE Fidelis au salon International Meeting on Simulation in Healthcare (IMSH) à San Francisco (États-Unis).

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Mines comprennent ce qui suit :

Expansions

- Nous avons étendu nos capacités de soutien à la clientèle et de vente en Colombie;
- Nous avons conclu un accord de distribution avec Simsmart Technologies Inc. en vertu duquel nous offrirons la technologie de ventilation souterraine automatisée SmartEXEC partout dans le monde;
- Nous avons annoncé un accord de collaboration avec Geovariances qui permet à CAE Mines d'avoir un accès exclusif aux bibliothèques géostatistiques de Geovariances pour le secteur minier. La première version commerciale au sein de la gamme de produits de CAE Mines devrait être lancée au premier trimestre de l'exercice 2015.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons livré et mis en service nos premiers simulateurs de mines souterraines au centre de formation de Fresnillo PLC (Mexique);
- Nous avons lancé un service d'optimisation des mines à ciel ouvert « dans le nuage » qui est considérablement plus rapide que les méthodes actuelles;
- Nous avons lancé d'importantes mises à niveau de notre système de gestion des données géologiques, de notre système de photographie stéréoscopique et de cartographie 3D Sirovision et de notre principale solution de modélisation des ressources comportant notamment une meilleure performance et une nouvelle fonctionnalité de simulation des conditions;
- Nous avons lancé un nouveau système innovateur de conception des modèles de forage et de dynamitage comportant des fonctionnalités de conception automatisée et de téléchargement des données vers les foreuses;
- Nous avons lancé une importante mise à niveau de notre système de modélisation stratigraphique comportant des améliorations des fonctions de calibration des modèles, de modélisation des failles et de contournage.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de dix simulateurs d'échographie et de cinq simulateurs chirurgicaux à cinq hôpitaux du service de santé publique (NHS) britannique par l'intermédiaire des comités locaux d'éducation et de formation de Health Education England;
- La vente de trois simulateurs de patients, d'un simulateur d'échographie, de deux dispositifs d'entraînement aux tâches d'échographie, d'un système de gestion des centres et d'une garantie pluriannuelle à une université de recherche publique des États-Unis;
- La vente de cinq simulateurs de patients, de deux simulateurs d'échographie, de deux dispositifs d'entraînement aux tâches d'échographie et d'une garantie pluriannuelle à une université privée des États-Unis;
- La vente d'un système de gestion des centres à une université publique d'Arabie saoudite.

Les ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de systèmes de modélisation des ressources, de modélisation stratigraphique et de planification des mines à Kazakhmys PLC (Kazakhstan);
- La vente d'un projet d'automatisation de la ventilation des mines pour la mine de Fresnillo PLC à San Julián (Mexique);
- La vente de systèmes de modélisation des ressources à ciel ouvert et de planification des mines à Swakop Uranium (Pty) Ltd (Namibie).

Résultats financiers

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	116,2	112,1	29,6	29,7	27,1	29,8	29,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	4,2	6,4	0,2	1,4	1,0	1,6	1,8 \$
Marges opérationnelles	3,6	5,7	0,7	4,7	3,7	5,4	6,2 %
Dotation aux amortissements	14,2	11,7	3,9	3,5	3,3	3,5	4,0 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	3,1	3,1	0,7	0,6	0,7	1,1	0,7 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	13,4	9,5	3,8	4,1	2,8	2,7	2,5 \$
Capital utilisé	222,4	199,2	222,4	217,8	205,7	207,6	199,2 \$

Produits des activités ordinaires stables par rapport au trimestre précédent et en hausse de 2 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent. La baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines a été contrebalancée par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé. Le fléchissement des produits des activités ordinaires de CAE Mines traduit la baisse des produits des activités ordinaires tirés de l'octroi de licences de logiciels et des services de consultation. L'augmentation des produits des activités ordinaires de CAE Santé s'explique par la progression des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs chirurgicaux et des systèmes de gestion des centres, y compris l'incidence du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien, neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines. Pour CAE Santé, la hausse des produits des activités ordinaires s'explique par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs chirurgicaux et des simulateurs de patients, y compris l'incidence de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. Les produits des activités ordinaires de CAE Mines ont reculé en raison du fléchissement des produits des activités ordinaires tirés de l'octroi de licences de logiciels et des services de consultation.

Produits des activités ordinaires de 116,2 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 4 %, soit 4,1 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation s'explique principalement par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé, neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines. Pour CAE Santé, la progression des produits des activités ordinaires tirés des entraîneurs de tâches d'échographie, des simulateurs chirurgicaux et des systèmes de gestion des centres, y compris l'incidence du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien et d'un accroissement du nombre de produits installés a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. Quant à CAE Mines, la baisse des produits des activités ordinaires s'explique par le ralentissement cyclique du secteur minier, qui s'est traduit par la diminution des produits des activités ordinaires tirés de la vente de licences de logiciels et de services de consultation, compensée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de la maintenance de logiciels.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 86 % par rapport au trimestre précédent et de 89 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 0,2 million \$ (0,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 1,4 million \$ (4,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 1,8 million \$ (6,2 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

La baisse du résultat opérationnel sectoriel par rapport au trimestre précédent traduit essentiellement la diminution des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines dont il est question plus haut.

La baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par la diminution du résultat opérationnel sectoriel de CAE Mines en raison du fléchissement des produits des activités ordinaires, neutralisée en partie par le recul des frais de vente, généraux et d'administration.

Résultat opérationnel sectoriel de 4,2 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 34 %, soit 2,2 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 4,2 millions \$ (3,6 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 6,4 millions \$ (5,7 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent.

La baisse par rapport à l'exercice précédent traduit d'abord et avant tout le fléchissement du résultat opérationnel sectoriel de CAE Mines provenant de la baisse des produits des activités ordinaires, neutralisé en partie par la diminution des frais de vente, généraux et d'administration.

Capital utilisé en hausse de 4,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 23,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles, qui s'explique d'abord et avant tout par les variations du change, neutralisée en partie par l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer.

La hausse par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles qui découle surtout des variations du change.

6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

6.1 Mouvements de trésorerie consolidés

(en millions)	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T4-2013
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	304,8 \$	239,1 \$	96,4 \$	56,2 \$	80,6 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(28,8)	(84,6)	27,9	(39,2)	33,1
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	276,0 \$	154,5 \$	124,3 \$	17,0 \$	113,7 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁸	(46,1)	(31,8)	(15,1)	(14,4)	(2,7)
Autres actifs	(23,8)	(21,8)	(5,3)	(5,6)	(7,1)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	15,4	9,2	8,5	0,5	1,1
Produit net tiré des (paiements versés aux) participations mises en équivalence	4,2	(1,4)	1,8	0,4	1,4
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	15,0	11,9	0,8	-	9,0
Dividendes versés	(40,1)	(37,1)	(9,9)	(10,6)	(10,2)
Flux de trésorerie disponibles ⁸	200,6 \$	83,5 \$	105,1 \$	(12,7) \$	105,2 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸	(111,3)	(64,9)	(50,6)	(22,8)	(11,0)
Frais de développement inscrits à l'actif	(48,1)	(49,6)	(14,1)	(11,7)	(12,6)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	3,6	3,5	14,0	1,0	1,5
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(3,8)	(285,3)	(0,4)	(2,9)	(0,7)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	23,4	-	9,5	9,3	-
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	64,4 \$	(312,8) \$	63,5 \$	(39,8) \$	82,4 \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles de 105,1 millions \$ ce trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 117,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent et diminué de 0,1 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté par rapport au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie.

Les flux de trésorerie disponibles sont demeurés stables par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013. La baisse liée aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont été contrebalancées en partie par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Flux de trésorerie disponibles de 200,6 millions \$ pour l'exercice

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 117,1 millions \$, soit 140 %, par rapport à l'exercice précédent.

La hausse des flux de trésorerie disponibles par rapport à l'exercice précédent est surtout attribuable à la progression des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 65,7 millions \$ ce trimestre et de 157,4 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 50,6 millions \$ ce trimestre et à 111,3 millions \$ pour l'exercice. Nos décisions en matière d'attribution du capital de croissance sont fondées sur le marché et ont pour but de nous permettre de réagir aux besoins de nos clients, existants et nouveaux. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 15,1 millions \$ ce trimestre et 46,1 millions \$ pour l'exercice.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

6.2 Sources de financement

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le montant total disponible en vertu de ces marges de crédit bancaire au 31 mars 2014 était de 550,0 millions \$ US (550,0 millions \$ US en 2013) avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. Au 31 mars 2014, un prélèvement équivalant à 49,1 millions \$ US avait été effectué sur ces facilités (66,5 millions \$ US en 2013), et un montant de 120,4 millions \$ US avait servi à l'émission de lettres de crédit (121,6 millions \$ US en 2013). Le taux d'intérêt sur ces facilités de crédit à terme renouvelables est, à notre gré, fondé sur le taux préférentiel bancaire, le taux des acceptations bancaires ou le taux LIBOR majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit accordée par Standard & Poor's Rating Services. Le 1^{er} octobre 2013, nous avons modifié nos facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à repousser la date d'échéance d'avril 2017 à octobre 2018.

Nous disposons d'une garantie pour cautionnement bancaire d'un montant de 150,0 millions \$ US d'Exportation et développement Canada (EDC). Il s'agit d'une facilité renouvelable non engagée au titre de cautionnements bancaires, de garanties de restitution d'acomptes ou d'instruments semblables. Au 31 mars 2014, l'encours de l'ensemble de ces instruments, converti en dollars canadiens, s'élevait à 48,8 millions \$ (62,6 millions \$ en 2013).

Nous disposons d'une facilité de 10,0 millions € auprès d'une banque européenne pour qu'elle procède à l'émission de garanties bancaires et de lettres de crédit. Converti en dollars canadiens, le montant que nous avons utilisé principalement pour soutenir nos activités militaires en Europe s'est élevé à approximativement 9,5 millions \$ (9,6 millions \$ en 2013).

Nous gérons un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certaines de nos créances clients et certains de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Au 31 mars 2014, nous avons vendu pour 79,5 millions \$ de créances clients (88,6 millions \$ en 2013) et pour 4,2 millions \$ de contrats en cours (3,1 millions \$ en 2013).

En septembre 2013 et en octobre 2013, nous avons conclu divers contrats de location-financement visant des simulateurs situés aux États-Unis. Ces transactions représentaient une obligation liée à des contrats de location-financement de 34,2 millions \$ au 31 mars 2014.

En février 2014, nous avons obtenu une obligation à long terme portant intérêt avec le gouvernement du Canada relative au *Projet Innovover*, un programme de R-D qui s'échelonne sur cinq ans et demi, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. La valeur actualisée de la dette comptabilisée s'établissait à 1,3 million \$ au 31 mars 2014.

Nous avons certains accords relatifs à la dette qui exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 31 mars 2014, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Le tableau suivant résume notre dette à long terme :

(en millions)	31 mars 2014	31 mars 2013
Total de la dette à long terme	1 168,5 \$	1 073,4 \$
Déduire :		
Partie courante de la dette à long terme	23,8	43,7
Partie courante des contrats de location-financement	26,8	26,9
Partie non courante de la dette à long terme	1 117,9 \$	1 002,8 \$

6.3 Aide gouvernementale

Nous avons signé des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers partagent les coûts, en fonction des dépenses engagées par CAE, de certains programmes de R-D concernant l'expertise en matière de modélisation, de simulation et de services de formation.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons annoncé le projet Falcon, un programme de R-D qui s'est poursuivi sur cinq ans. L'objectif du projet Falcon était de développer nos technologies en matière de modélisation et de simulation, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché aéronautique et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada avait accepté de participer au projet Falcon au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrivait dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité. Au 31 mars 2014, le projet Falcon avait pris fin.

Au cours de l'exercice 2010, nous avons annoncé le projet Nouveaux marchés principaux, un programme de R-D qui se poursuivra sur sept ans. L'objectif est de tirer parti de notre savoir-faire en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans les marchés des soins de santé et des mines. Par l'intermédiaire d'Investissement Québec, le gouvernement du Québec a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons annoncé le *Projet Innover*, un programme de R-D qui s'échelonne sur cinq ans et demi. L'objectif du *Projet Innover* est de développer et d'améliorer nos technologies existantes en matière de modélisation et de simulation, d'en développer de nouvelles et de continuer à différencier notre gamme de services. Parallèlement, le gouvernement du Canada a convenu de participer au *Projet Innover* au moyen d'un investissement remboursable d'un maximum de 250 millions \$ aux termes de l'ISAD.

Vous trouverez plus de détails aux notes annexes 1 et 13.

6.4 Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous contractons certaines obligations et certains engagements commerciaux sous la forme de débetures, de billets et autres. Le tableau ci-dessous résume les diverses échéances de nos obligations contractuelles.

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2014
(en millions)

	2015	2016	2017	2018	2019	Par la suite	Total
Dette à long terme							
(exclusion faite des intérêts)	24,5 \$	31,9 \$	98,2 \$	34,4 \$	75,9 \$	749,1 \$	1 014,0 \$
Contrats de location-financement							
(exclusion faite des intérêts)	26,8	20,1	13,7	13,7	11,5	73,4	159,2
Contrats de location simple	53,4	43,1	36,3	29,4	22,1	77,5	261,8
Obligations d'achat	12,2	5,3	5,3	-	-	-	22,8
	116,9 \$	100,4 \$	153,5 \$	77,5 \$	109,5 \$	900,0 \$	1 457,8 \$

Au 31 mars 2014, nous disposions également d'un montant de 380,5 millions \$ US au titre de nos facilités de crédit consenties, comparativement à 361,9 millions \$ US au 31 mars 2013.

Nous avons des obligations d'achat aux termes d'ententes exécutoires qui nous lient juridiquement. La plupart de ces ententes sont conclues avec des sous-traitants relativement à la fourniture des services prévus aux contrats à long terme que nous avons avec des clients. Les modalités des ententes sont importantes, car elles prescrivent des obligations d'acheter des biens ou services en quantités fixes ou minimales, à des prix fixes minimaux ou variables et à diverses dates.

Au 31 mars 2014, nous avons d'autres passifs non courants qui ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. Ils représentent certaines obligations au titre des prestations de retraite constituées, des produits différés, des profits différés sur des actifs et divers passifs non courants. Les obligations de paiement en trésorerie de CAE au titre des prestations de retraite constituées dépendent de divers facteurs, dont les rendements boursiers, les écarts actuariels et les taux d'intérêt.

Nous n'avons pas inclus les passifs d'impôt différé, car ces paiements sont fonction du résultat imposable et des reports prospectifs de pertes fiscales dont nous pourrions disposer.

7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

7.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	31 mars 2014	31 mars 2013
Utilisation du capital :		
Actifs courants	1 350,8 \$	1 307,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(312,3)	(260,0)
Passifs courants	(964,5)	(906,4)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	50,6	70,6
Fonds de roulement hors trésorerie ⁹	124,6 \$	211,8 \$
Immobilisations corporelles	1 341,2	1 142,8
Autres actifs non courants	1 544,7	1 240,9
Autres passifs non courants	(672,1)	(635,7)
Total du capital utilisé	2 338,4 \$	1 959,8 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	50,6 \$	70,6 \$
Dette à long terme	1 117,9	1 002,8
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(312,3)	(260,0)
Dette nette ⁹	856,2 \$	813,4 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 441,6	1 114,6
Participations ne donnant pas le contrôle	40,6	31,8
Provenance du capital	2 338,4 \$	1 959,8 \$

Capital utilisé en hausse de 378,6 millions \$, soit 19 %, par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à l'augmentation des immobilisations corporelles et des autres actifs non courants.

Notre rendement du capital utilisé⁹ (RCU) a été de 11,4 % pour l'exercice, comparativement à 10,2 % l'exercice précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 87,2 millions \$

La baisse découle essentiellement de la diminution de l'économie d'impôt attribuable au reclassement de certains crédits d'impôt à l'investissement des éléments courants vers les éléments non courants, de l'augmentation des passifs au titre des contrats en cours et de la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer. La baisse a été neutralisée en partie par l'augmentation des créances clients, des stocks et des acomptes.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 198,4 millions \$

La hausse est surtout attribuable aux dépenses d'investissement en immobilisations de 157,4 millions \$ et aux variations du change de 118,0 millions \$, contrebalancées en partie par la dotation aux amortissements de 99,5 millions \$.

Autres actifs non courants en hausse de 303,8 millions \$

La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des autres actifs découlant du reclassement de certains crédits d'impôt à l'investissement des éléments courants vers les éléments non courants ainsi que par la hausse des immobilisations incorporelles, des investissements dans les participations mises en équivalence et des autres actifs essentiellement attribuable aux variations du change.

Augmentation de la dette nette par rapport à l'exercice précédent

La hausse résulte en grande partie de l'incidence des variations du change sur la dette à long terme et des nouveaux contrats de location-financement signés au cours de l'exercice, neutralisée en partie par l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Dette nette en début de période	813,4 \$	453,0 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(64,4)	312,8
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	64,6	12,9
Ajouts nets de contrats de location-financement	31,4	-
Autres	11,2	34,7
Augmentation de la dette nette pour la période	42,8 \$	360,4 \$
Dette nette en fin de période	856,2 \$	813,4 \$

Total des capitaux propres en hausse de 335,8 millions \$ pour l'exercice

La hausse des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 191,1 millions \$ et des variations du change favorables de 159,5 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 mars 2014, nous avons au total 263 771 443 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 517,5 millions \$.

Au 30 avril 2014, nous avons un total de 263 808 466 actions ordinaires émises et en circulation.

Dividendes

Pour l'exercice 2014, nous avons versé un dividende de 0,05 \$ par action au premier et au deuxième trimestres et un dividende de 0,06 \$ par action au troisième et au quatrième trimestres. Ces dividendes étaient admissibles au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de ses équivalents provinciaux.

Le montant de tout dividende et la date à laquelle son versement a lieu sont déterminés au gré du conseil d'administration. Ce dernier revoit annuellement la politique en matière de dividendes en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités opérationnelles, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. Compte tenu de la politique actuelle en matière de dividendes et du nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 mars 2014, nous prévoyons déclarer des dividendes annuels d'environ 63,3 millions \$ pour l'exercice 2015.

Garanties

Au 31 mars 2014, nous avons émis des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 191,4 millions \$ qui n'étaient pas inscrites à l'état consolidé de la situation financière, comparativement à 198,7 millions \$ il y a un an.

Obligations au titre des régimes de retraite

Nous avons des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies. Nous prévoyons cotiser environ 3,8 millions \$ en sus des cotisations annuelles requises au titre des services rendus au cours de l'exercice pour combler une partie du déficit de capitalisation du régime de retraite à prestations définies. Pour l'exercice 2015, les cotisations requises pour financer nos obligations au titre des régimes de retraite devraient diminuer, essentiellement en raison des meilleurs rendements des obligations à long terme et des marchés boursiers.

7.2 Arrangements non comptabilisés

Bien que la majorité de nos opérations de cession-bail conclues dans le cadre des activités de notre secteur FS/C soient classées comme des contrats de location-financement et que les obligations connexes soient inscrites à l'état consolidé de la situation financière, certaines opérations de cession-bail sont classées comme des contrats de location simple et représentent des obligations non comptabilisées.

La plupart de nos obligations non comptabilisées courantes proviennent des contrats de location simple concernant ce qui suit :

- L'exploitation d'un centre de formation dans le cadre du projet MSH avec le ministère de la Défense du Royaume-Uni portant sur la fourniture de services de formation fondée sur la simulation. Les engagements au titre de contrats de location-exploitation sont établis entre l'exploitant (qui détient l'entente de services avec le ministère britannique de la Défense) et le propriétaire (qui détient les biens). Ces contrats sont sans possibilité de recours contre nous;
- Certains bâtiments qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation et d'installations de production dans le cours normal de nos activités;
- Certains FFS qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation dans le cours normal de nos activités.

De plus amples renseignements concernant les contrats de location simple sont fournis à la note annexe 27.

Dans le cours normal des activités, nous gérons un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certaines de nos créances clients et certains de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Nous continuons d'agir en tant qu'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsque nous sommes réputés avoir cédé le contrôle des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours transférés. Au 31 mars 2014, des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours d'un montant de 79,5 millions \$ (88,6 millions \$ au 31 mars 2013) et de 4,2 millions \$ (3,1 millions \$ au 31 mars 2013) ont été vendus à des institutions financières en vertu de ces accords.

7.3 Instruments financiers

Nous sommes exposés à divers risques financiers dans le cours normal de nos activités. Nous concluons des contrats à terme et des swaps pour atténuer le risque auquel nous exposent les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et du cours de nos actions qui se répercutent sur la charge liée aux paiements fondés sur des actions. Nous surveillons continuellement les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture pour nous assurer qu'ils compensent efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Nous n'utilisons pas d'instrument financier à des fins de spéculation, mais uniquement pour réduire la volatilité de nos résultats pouvant découler de ces risques, et nous ne traitons qu'avec des contreparties solvables.

Classement des instruments financiers

Nous avons établi les classements suivants pour nos instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les créances clients, les contrats en cours, les créances non courantes et les acomptes sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que nous avons l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- Les dettes fournisseurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, les obligations au titre des contrats de location-financement et les obligations relatives aux redevances, sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent nos meilleures estimations des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur de notre propre risque de crédit sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur des créances clients, des contrats en cours et des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que nous encaisserions ou paierions pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- La juste valeur des créances clients non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- La juste valeur des provisions, de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre de contrats de location-financement et de redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires.

Une description de la hiérarchie des justes valeurs est présentée à la note annexe 29.

Gestion des risques financiers

En raison de la nature de nos activités et des instruments financiers que nous détenons, nous sommes principalement exposés au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Nous gérons notre exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques approuvés par le conseil d'administration. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. Nous devenons partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change des dérivés sur devises incorporés. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le résultat net consolidé.

Nous avons pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Nous pouvons désigner nos instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des transactions prévues. Dans une certaine mesure, nous avons recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir les expositions au risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que nous subissions une perte financière si un créancier manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec CAE. Nous sommes exposés au risque de crédit relativement à nos créances clients et à certains autres actifs dans le cours normal de nos activités. Nous sommes également exposés au risque de crédit dans le cadre de nos activités courantes de trésorerie en raison de nos trésorerie et équivalents de trésorerie et de nos actifs financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant de nos activités normales est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que nous soyons dans l'impossibilité de recouvrer les montants à recevoir conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note annexe 4). Lorsqu'une créance client n'est pas recouvrable, elle est radiée de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants sortis sont comptabilisés en résultat net.

Nos clients sont principalement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, nous recevons habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. Nous surveillons de près notre risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Nos créances clients ne sont pas détenues auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, nous réduisons davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certaines créances clients et certains contrats en cours à l'actif à des institutions financières tierces, sans possibilité de recours (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous ne détenons aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

Nous sommes exposés au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à nos instruments financiers dérivés, et nous prenons plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, nous concluons des contrats avec des contreparties très solvables. Nous avons signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui nous réalisons des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, nos contreparties ou CAE (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, nous surveillons régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes annexes 4 et 29 représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que nous ne puissions honorer nos engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

Nous gérons ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, nous formulons une prévision de notre position de trésorerie consolidée afin de nous assurer de l'utilisation efficiente de nos ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. Nous réduisons le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer nos activités et honorer nos engagements et nos obligations. Pour gérer notre risque de liquidité, nous avons accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, nous avons conclu des ententes visant la vente de certains créances clients et de certains contrats en cours à l'actif d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous sommes constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de notre capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Risque de marché

Le risque de marché représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à leurs émetteurs ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. Nous sommes principalement exposés au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Nous utilisons des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur nos résultats et notre situation financière. Nous avons pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change

Le risque de change représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux de change. Nous sommes principalement exposés au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar américain, l'euro et la livre sterling. En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres comptes de fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous gérons également le risque de change en nous assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous avons recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer notre exposition aux transactions en monnaies étrangères et pour modifier de façon synthétique la devise d'exposition de certains postes de l'état de la situation financière. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères. Nos programmes de couverture de change ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le risque de change découle des instruments financiers qui sont libellés en monnaies étrangères. En supposant une appréciation raisonnablement probable de 5 % du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien au 31 mars 2014, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global aurait été un ajustement net négatif de 3,1 millions \$ (aucune incidence importante en 2013) et un ajustement net négatif de 21,5 millions \$ (ajustement net négatif de 25,0 millions \$ en 2013), respectivement. Une dépréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôt et sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente notre exposition à une augmentation ou à une baisse de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. Nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt en raison de notre dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de notre dette à long terme à taux fixe. Nous gérons essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. Nous avons une dette à taux variable sous forme de notre facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. Nous cherchons à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt sont principalement des swaps de taux d'intérêt.

Nous avons aussi recours à des instruments financiers pour gérer le risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que pour maintenir dans certaines proportions les éléments à taux fixe et à taux variable de notre dette à long terme. À la clôture de l'exercice, la répartition était de 84 % à taux fixe et de 16 % à taux variable (83 % à taux fixe et 17 % à taux variable en 2013).

Nos programmes de couverture de taux d'intérêt ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer l'appariement des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, une variation des taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À l'exercice 2014 et l'exercice 2013, une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence notable sur notre résultat net ni sur nos autres éléments du résultat global, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs.

Couverture de la charge liée aux paiements fondés sur des actions

Nous avons conclu des swaps sur actions avec deux importantes institutions financières canadiennes afin de réduire l'effet sur nos résultats des fluctuations du cours de nos actions visées par le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) et par le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT). Aux termes de ce swap, nous bénéficions de l'avantage économique que nous procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours de nos actions, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2014, les swaps sur actions visaient 2 400 000 de nos actions ordinaires (2 706 816 en 2013).

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2014, nous avons désigné une partie des effets de premier rang que nous détenons, dont la valeur totalisait 417,8 millions \$ US (417,8 millions \$ US en 2013), ainsi qu'une partie de l'obligation au titre des opérations de cession-bail totalisant 16,1 millions \$ US (17,9 millions \$ US en 2013) comme couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune concentration des risques découlant des instruments financiers et que l'information présentée ci-dessus est représentative de notre exposition au risque pour la période.

Se reporter à l'état consolidé du résultat global pour obtenir le montant total de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net de la période et le montant total des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, et à la note annexe 29 pour le classement des instruments financiers.

8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisitions de l'exercice 2014

Pour l'exercice, nous avons versé un montant de 3,8 millions \$ dans le cadre de regroupements d'entreprises, dont une tranche de 0,8 million \$ au titre du paiement d'une contrepartie éventuelle exigible dans le cadre d'acquisitions antérieures, une tranche de 2,9 millions \$ (2,1 millions €) au titre du solde du coût d'achat de l'acquisition d'OAA en mai 2012 et une tranche de 0,1 million \$ au titre de l'acquisition des actifs de RW Consulting and Training Services LTD (RWCTS), un fournisseur de services de formation et de consultation dans le secteur des mines. Le coût d'achat transféré au titre de l'acquisition de RWCTS totalise 0,4 million \$, dont une contrepartie éventuelle de 0,3 million \$.

9. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun divers éléments de risque et d'incertitude. La direction et le conseil d'administration se penchent sur les principaux risques liés à nos activités chaque trimestre, en plus d'effectuer une évaluation annuelle dans le cadre du processus de planification stratégique et d'établissement du budget. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence importante sur nos activités, notre situation financière et notre résultat opérationnel. Ces risques sont classés comme suit : risques liés à l'industrie, risques propres à CAE et risques liés au marché. Ces risques ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés; d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous jugeons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir une incidence sur nos activités.

Afin d'atténuer les risques qui pourraient se répercuter sur notre performance future, la direction a élaboré un processus de gestion des risques d'entreprise visant à relever, à évaluer et à hiérarchiser ces risques. La direction élabore et met en œuvre des stratégies d'atténuation des risques qui s'inscrivent dans le cadre de nos objectifs stratégiques et de nos processus d'affaires. La direction suit l'évolution des principaux risques liés à notre activité tous les trimestres, et le conseil surveille le processus de gestion des risques et le valide par l'entremise de procédures mises en œuvre par nos auditeurs internes lorsqu'elle juge une telle démarche nécessaire.

9.1 Risques liés à l'industrie

Concurrence

Les marchés où nous vendons notre matériel de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. De nouvelles entreprises ont fait leur apparition au cours des dernières années, et l'environnement compétitif s'est intensifié avec le positionnement des sociétés des secteurs de l'aéronautique et de la défense dans le but d'accroître leur part de marché en consolidant les sociétés de simulation du secteur civil et en développant leurs propres capacités internes. Récemment, Textron, Lockheed Martin et L-3 Communications ont acquis des concurrents du secteur de la simulation d'avions de ligne. La majorité de nos concurrents des marchés de la simulation et de la formation évoluent également dans d'autres importants segments du complexe de l'aéronautique et de la défense. En conséquence, elles ont une plus grande envergure que nous et peuvent disposer de ressources financières et techniques, et de ressources de marketing, de fabrication et de distribution beaucoup plus importantes. De plus, nos principaux concurrents sont des constructeurs d'avions ou ont des relations bien établies avec des constructeurs d'avions, des compagnies aériennes et des gouvernements ou sont d'importants fournisseurs de ces derniers, ce qui pourrait leur donner un avantage au moment de l'attribution de contrats par ces organisations. Nous faisons particulièrement concurrence à Boeing, qui jouit d'un avantage concurrentiel sur nous en ce qui concerne les prix et d'autres facteurs. Boeing a un modèle d'octroi de licences pour les simulateurs destinés à ses appareils civils, selon lequel les fabricants de simulateurs et les fournisseurs de services de formation sont tenus de verser à Boeing des redevances au titre de la fabrication, de la mise à jour ou de la mise à niveau des simulateurs, et des services de formation à l'égard des simulateurs Boeing.

Airbus a décidé d'élargir ses services en offrant des services de formation à ses clients. Les constructeurs OEM comme Airbus et Boeing ont certains avantages concurrentiels par rapport aux fournisseurs de services de formation indépendants. Ils contrôlent le prix des données, des pièces et du matériel qui sont souvent nécessaires pour fabriquer un simulateur visant un de leurs appareils. Or, ces éléments représentent un coût d'investissement critique pour tous les fournisseurs de services de formation fondée sur la simulation. Les constructeurs OEM pourraient être en position d'exiger des redevances sur licences pour autoriser la fabrication de simulateurs fondés sur leurs appareils ou pour autoriser la formation sur ces simulateurs. CAE a aussi certains avantages, notamment le fait d'être un fabricant de simulateurs, le fait d'arriver à reproduire certains appareils sans obtenir de données, de pièces ou de matériel auprès d'un constructeur OEM et le fait de posséder un réseau de formation diversifié comprenant des coentreprises avec d'importantes compagnies aériennes qui achètent leurs appareils auprès de constructeurs OEM. Nous travaillons avec certains constructeurs OEM au développement d'occasions d'affaires liées à l'équipement et aux services de formation.

Nous obtenons la plupart de nos contrats dans le cadre de processus d'appel d'offres qui nous amènent à consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des soumissions pour des contrats qui, à terme, pourraient ne pas nous être attribués. Une part importante de nos produits des activités ordinaires est tributaire de l'obtention de nouvelles commandes et du renouvellement continu de notre carnet de commandes. Rien ne garantit que nous continuerons de remporter des contrats octroyés par voie d'appel d'offres aussi régulièrement que nous l'avons fait par le passé. La présence de nouveaux participants du marché, comme il est noté plus haut, et leurs efforts visant à gagner une part de marché intensifient la concurrence, ce qui pourrait réduire les prix et les marges.

La croissance économique sous-tend la demande de tous nos produits et services. Les périodes de récession économique, les contraintes de crédit ou les mesures d'austérité mises en place par les gouvernements se traduisent généralement par une concurrence accrue pour chaque commande possible, ce qui donne habituellement lieu à une baisse des profits réalisés sur les ventes conclues au cours d'une telle période. Si de telles conditions se produisent, nos prix et nos marges pourraient s'en ressentir.

Budgets de la défense et calendrier des dépenses à cet égard

Nous tirons une très grande partie de nos produits des activités ordinaires des ventes aux clients du secteur de la défense et de la sécurité dans le monde. Nous agissons à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant pour le compte de divers programmes gouvernementaux canadiens, américains, européens et autres gouvernements étrangers. L'interruption du financement d'un programme gouvernemental pourrait entraîner pour nous un important manque à gagner, ce qui pourrait nuire à nos activités. En outre, une réduction importante des dépenses militaires dans les pays auprès desquels nous avons obtenu des contrats pourrait nuire considérablement à nos ventes et à notre résultat. En Europe, la rationalisation de la structure des forces armées et le recul des plans d'investissement futurs ont rétréci le bassin de nouvelles occasions. Nous connaissons également des processus d'approvisionnement plus longs et des retards dans les marchés parvenus à maturité, comme ceux des États-Unis et du Canada, qui influent sur le calendrier d'obtention des contrats et retardent la constatation des produits des activités ordinaires.

Programmes militaires financés par l'État

Comme la plupart des fournisseurs de marchés publics, nous pouvons faire l'objet d'audits et de contrôles périodiques. Les ajustements rendus nécessaires par les audits et contrôles gouvernementaux pourraient nuire à nos résultats opérationnels. De plus, certains frais pourraient ne pas être remboursés ou admis dans la négociation de contrats à prix fixe. Par conséquent, nous courons un risque plus grand d'actions en justice et de poursuites en responsabilité intentées à notre encontre que des entreprises qui ne traitent qu'avec le secteur privé, ce qui pourrait nuire considérablement à nos activités.

Secteur de l'aviation civile

Nous tirons une part importante de nos produits des activités ordinaires de la vente de matériel et de services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires.

Si le prix du carburant devait atteindre des niveaux élevés pendant une longue période, cela pourrait inciter davantage les compagnies aériennes à remplacer leurs vieux appareils plus énergivores. Cependant, une hausse de cette nature pourrait aussi restreindre les ressources financières que les compagnies aériennes ont à leur disposition et éventuellement entraîner des retards ou des annulations dans les livraisons de nouveaux appareils. Si le prix du carburant connaissait une hausse soutenue, les compagnies aériennes pourraient être amenées à réduire leur capacité de vol ou à ralentir leur croissance, car une telle capacité ne serait alors pas économiquement viable. Cette réaction provoquerait, par ricochet, une baisse de la demande de notre matériel et de nos services de formation.

Les contraintes sur le marché du crédit pourraient entraver la capacité des compagnies aériennes et d'autres sociétés à acheter de nouveaux avions, ce qui nuirait à la demande de notre matériel et de nos services de formation et à la capacité d'acheter nos produits.

De plus, nos créances clients nous exposent au risque de crédit. Afin d'atténuer ce risque, nous avons adopté des politiques visant à ne pas nous exposer outre mesure à un client particulier. Ces politiques prévoient l'analyse de la situation financière de certains clients et l'examen à intervalles réguliers de leur solvabilité. Nous souscrivons également, de temps à autre, de l'assurance crédit et, dans certains cas, exigeons une lettre de crédit bancaire garantissant les paiements que nos clients nous doivent.

Réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation

Nous sommes tenus de nous conformer à la réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation, réglementation qui peut changer sans préavis et pourrait perturber nos ventes et activités. Tout changement imposé par un organisme de réglementation, tel que des changements aux normes de sécurité imposés par les autorités du secteur de l'aviation comme la FAA des États-Unis, pourrait nous obliger à apporter des modifications imprévues à nos produits et services et entraîner des retards ou des annulations dans les ventes. Nous ne pouvons prévoir l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des modifications aux lois et règlements en vigueur. Tout changement pourrait ouvrir de nouvelles avenues ou, au contraire, avoir d'importantes conséquences négatives sur notre résultat opérationnel ou notre situation financière.

Vente ou octroi sous licence de produits de CAE nécessitant l'approbation d'autorités de réglementation et la conformité aux exigences

La vente ou l'octroi sous licence de plusieurs de nos produits est assujéti à des contrôles réglementaires. Ces contrôles peuvent notamment nous interdire de vendre à certains pays ou à certaines entités ou particuliers d'un pays, ou encore de vendre une certaine technologie, comme les simulateurs liés au domaine militaire ou encore tout matériel d'entraînement, y compris les données militaires et les pièces, sans avoir préalablement obtenu une licence d'exportation ou d'autres approbations auprès d'une ou de plusieurs autorités gouvernementales. Ces règlements changent assez fréquemment et rien ne garantit que nous serons autorisés ultérieurement à vendre ou à octroyer sous licence certains produits à des clients, ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes ou un manque à gagner.

L'incapacité de nous conformer aux lois et règlements en matière de contrôle des exportations et aux impératifs de sécurité nationale pourrait donner lieu à des amendes ou nous exclure temporairement ou définitivement des marchés publics à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre résultat opérationnel ou notre rentabilité, sans compter que cela porterait atteinte à notre réputation et à notre capacité d'obtenir d'autres contrats sur des marchés publics par la suite.

Minerais stratégiques

Nous sommes assujéti aux règles de la Securities and Exchange Commission (SEC) publiées aux termes de la *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* qui exigent des sociétés ouvertes qu'elles fassent preuve de diligence raisonnable et divulguent la présence, dans les produits qu'elles fabriquent, de certaines matières, dont l'or, le tantale, l'étain et le tungstène, provenant de mines de la République démocratique du Congo ou de certains pays voisins, appelés « minerais stratégiques » (*conflict minerals*). Le premier rapport, qui couvrira l'année civile 2013, doit être produit d'ici le 31 mai 2014, et nous avons mis en place des mesures appropriées afin d'assurer notre conformité à ces exigences, y compris la vérification de la provenance des minerais de nos fournisseurs. Bien que cette situation ne se soit pas encore produite, l'application de ces règles pourrait entraver l'obtention, l'offre et le prix des matières entrant dans nos produits. Si nous établissons que certains de nos produits contiennent des minéraux dont on ne peut prouver la conformité ou que nous ne sommes pas en mesure de vérifier adéquatement l'origine de tous les minerais stratégiques utilisés dans nos produits, notre réputation pourrait être entachée.

9.2 Risques propres à la Société

Évolution des produits

Le marché de la défense et de la sécurité de même que celui de l'aviation civile dans lesquels nous évoluons sont caractérisés par des changements au niveau des exigences des clients, par l'arrivée de nouveaux modèles d'aéronefs ainsi que par l'évolution des normes de l'industrie. Notre incapacité à prévoir précisément les besoins futurs de nos clients actuels et éventuels et à mettre au point des produits améliorés qui répondent à l'évolution des normes et des technologies pourrait nous faire perdre des clients ou nuire à notre capacité d'en attirer de nouveaux et, du coup, se répercuter sur nos produits des activités ordinaires. L'évolution de la technologie pourrait également nuire à la valeur de notre parc de simulateurs de vol.

Activités de recherche et de développement

Certaines de nos initiatives en matière de R-D sont menées grâce à l'appui financier des gouvernements, dont le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec (IQ), et le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD). En février 2014, CAE et le gouvernement du Canada ont conclu une entente relativement à un nouveau programme de financement d'une durée de cinq ans et demi aux termes de l'ISAD. Le niveau du soutien financier du gouvernement reflète les politiques gouvernementales, les politiques budgétaires et d'autres facteurs d'ordre politique et économique. Si nous ne pouvons pas remplacer ces programmes à l'avenir par une autre aide gouvernementale ou d'autres programmes gouvernementaux de partage des risques aussi avantageux pour nous, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur notre rendement financier ainsi que sur nos activités de recherche et développement.

Nous recevons des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons au Canada de la part du gouvernement fédéral et des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons au Québec de la part du gouvernement provincial. Les crédits que nous recevons sont fonction des lois fédérales et provinciales en vigueur. Les crédits d'impôt à l'investissement auxquels nous avons accès peuvent être réduits par des modifications législatives des gouvernements concernés, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière et nos activités de recherche et développement.

Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme

Nous fournissons des produits et services principalement aux termes de contrats à prix fixe qui nécessitent l'absorption du dépassement des coûts, malgré la difficulté à estimer tous les coûts à engager pour la réalisation de ces contrats et la difficulté à prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture de simulateurs et de services à des compagnies aériennes et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 20 ans. Certains de ces contrats établissent le prix des simulateurs à livrer ou des services de formation à fournir sous réserve d'ajustements tenant compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts. Si ces ajustements se révélaient insuffisants pour absorber l'inflation ou l'augmentation des coûts, notre résultat opérationnel pourrait en souffrir.

Approvisionnement et empiètement des constructeurs OEM

Nous obtenons des données, des pièces, du matériel et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de constructeurs OEM, de sous-traitants et d'autres sources. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. Les groupes commerciaux de certains fournisseurs uniques comprennent des entreprises qui font concurrence à une partie de nos activités. Cette situation pourrait donner lieu à des modalités de concession de licences coûteuses, à des redevances élevées, voire au refus de nous accorder une licence visant les données, les pièces et le matériel qui sont souvent nécessaires à la construction et à l'exploitation d'un simulateur fondé sur l'appareil d'un constructeur OEM.

Garanties et autres réclamations sur des produits

Nous fabriquons des simulateurs qui sont de nature complexe et perfectionnée. Ils peuvent contenir des défauts difficiles à déceler et à corriger. Les irrégularités de fonctionnement ou pannes de ces produits pourraient nous valoir des réclamations au titre de la garantie ou encore nous faire perdre des clients. La correction de ces défauts pourrait nécessiter d'importantes dépenses en immobilisations. Si ces produits défectueux étaient intégrés au matériel des clients, nous pourrions en outre faire l'objet d'une action en responsabilité du fait des dommages causés par nos produits à ce matériel. Tout défaut ou toute action ou erreur pourrait nuire à notre résultat opérationnel et à nos activités. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Risque lié à l'intégration des produits et à la gestion des programmes

Notre activité pourrait également souffrir d'une éventuelle incompatibilité de nos produits avec d'autres logiciels, systèmes informatiques et systèmes de communications perfectionnés et en constante évolution. Si nous éprouvons des difficultés avec un projet ou n'en atteignons pas les étapes prescrites dans les délais impartis, nous pourrions devoir consacrer à un projet particulier plus de ressources qu'il n'en avait été prévu pour lui à l'origine, notamment sur le plan de l'ingénierie. Bien que le montant des provisions couvrant les risques de pertes sur contrats à prix fixe nous semble adéquat, nous pourrions subir des pertes plus élevées que les provisions établies à la suite des obligations qui nous sont faites aux termes des contrats d'approvisionnement à long terme et à prix fixe.

Protection des droits de propriété intellectuelle

Nous comptons en partie sur nos secrets industriels et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité, des brevets et des licences, pour établir et protéger nos droits de propriété intellectuelle. Or, ces moyens pourraient se révéler inefficaces dans la prévention du détournement de nos technologies ou dans la dissuasion d'autres parties d'élaborer des technologies semblables. Il pourrait se révéler impossible ou difficile de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle ou d'en acquérir et de les faire respecter dans certains pays. Tout litige relatif à la protection de nos droits de propriété intellectuelle pourrait se révéler long et onéreux, et porter préjudice à nos activités ou résultats financiers, que nous ayons gain de cause ou non.

Propriété intellectuelle

Nos produits tournent à l'aide de logiciels et de systèmes informatiques complexes qui nous sont fournis par des tiers et qui pourraient parfois nous être inaccessibles. La construction de nos simulateurs dépend souvent de la réception de données, notamment de données confidentielles ou exclusives relatives aux fonctionnalités, à la conception et aux performances d'un produit ou d'un système, que nos simulateurs sont censés reproduire. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ces données à des conditions acceptables, ni même que nous pourrions les obtenir.

Des actions de contrefaçon pourraient être intentées à notre encontre ou à l'encontre de nos clients. Le cas échéant, nous pourrions perdre la cause ou ne pas être en mesure de mettre au point un procédé qui ne viole pas les droits de tiers ou d'obtenir des licences à des conditions acceptables sur le plan commercial, ni même de simplement les obtenir.

Certains marchés où nous exerçons nos activités, y compris, sans toutefois s'y limiter, le marché des soins de santé, sont sujets à un important brevetage par des tiers. Notre capacité de modifier nos produits existants ou d'élaborer de nouveaux produits pourrait être entravée par les brevets de tiers, ce qui pourrait donner lieu à des coûts supplémentaires liés à l'obtention d'une licence nous permettant d'utiliser le brevet ou d'intégrer les déclarations qui y figurent dans nos activités d'élaboration.

Personnel clé

Notre pérennité et notre prospérité dépendent en partie de notre capacité d'attirer et de garder à notre service du personnel clé possédant les compétences, l'expertise et l'expérience pertinentes. Notre politique de rémunération vise à atténuer ce risque.

Responsabilité environnementale

Nos activités actuelles et passées ainsi que celles d'anciens exploitants de certains de nos établissements actuels et anciens entraînent ou ont entraîné l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport et la destruction de matières dangereuses.

L'adoption de nouvelles lois et de leurs règlements d'application, le resserrement des lois et règlements existants, la découverte d'une contamination inconnue, l'imposition de nouvelles exigences de nettoyage ou des réclamations fondées sur des engagements d'indemnisation des dommages à l'environnement que nous pourrions avoir pris pourraient nous contraindre à des dépenses substantielles, ce qui pourrait porter un grand préjudice à notre résultat opérationnel et à notre situation financière.

De plus, comme nos activités abandonnées ne sont pas assurées contre de pareilles réclamations, toute action d'importance intentée contre l'une d'entre elles pour des motifs environnementaux serait susceptible de nuire considérablement à notre rentabilité future.

Actions en responsabilité pour risques divers

En raison de la nature même de nos activités, nous sommes exposés à des actions en responsabilité, notamment des actions pour préjudices physiques importants ou décès, qui pourraient faire suite à :

- Des accidents ou sinistres mettant en cause du matériel de formation que nous avons vendu ou des aéronefs pour lesquels nous avons fourni du matériel ou des services de formation;
- Nos services de dotation en pilotes;
- Nos activités de formation au vol en situation réelle.

Nous pourrions être également visés par des actions en responsabilité à l'égard de nos produits consécutives à des dommages découlant de la vente de matériel ou de la prestation de services par des entités ayant repris à leur compte des activités que nous avons abandonnées. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Intégration des entreprises acquises

La réussite de nos acquisitions dépend de notre capacité à cristalliser les synergies, tant en termes de commercialisation de notre gamme élargie de produits offerts que d'intégration à notre mode de fonctionnement des activités des nouvelles unités.

Capacité à pénétrer de nouveaux marchés

Nous tirons parti de nos connaissances, de notre expérience et de nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation et d'optimisation afin de pénétrer les marchés de la formation fondée sur la simulation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

Comme nous exerçons des activités dans ces marchés, nous pourrions faire face à des difficultés et à des dépenses imprévues qui pourraient porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation. La pénétration de nouveaux marchés est, par définition, plus difficile que la gestion de nos marchés principaux déjà établis.

Système de gestion intégré (ERP)

Par suite de la réalisation de l'étape de l'implantation canadienne de notre système ERP portant sur la construction au cours de l'exercice 2013, nous continuons d'investir temps et argent dans les prochaines étapes d'un système ERP. Si ce système n'est pas exploité de la façon prévue, au moment prévu, nous pourrions ne pas être en mesure de tirer du système toute la valeur que nous en attendions, ce qui pourrait porter préjudice à nos activités, à nos capacités de communication de l'information, à notre rentabilité et à notre réputation. Un processus de gouvernance a été désigné pour atténuer ce risque.

Durée du cycle de vente

Le cycle de vente de nos produits et services est long et imprévisible, allant de 6 à 18 mois pour les applications dans le domaine de l'aviation civile, et de 6 à 24 mois ou plus pour les applications militaires. Pendant que les clients évaluent nos produits et services, nous pouvons être tenus d'engager des dépenses et de déployer des efforts de gestion. Le fait d'engager de telles dépenses sans produits des activités ordinaires correspondants pour une période donnée nuira à notre résultat opérationnel et pourrait accentuer la volatilité du cours de notre action. Nous pouvons fabriquer d'avance certains produits en prévision des commandes à venir et pour faciliter une livraison plus rapide en vue d'obtenir un avantage concurrentiel. Par contre, si les commandes pour ces produits ne se concrétisent pas au moment prévu, nous devrons conserver le produit préfabriqué en stock jusqu'à ce qu'une vente soit conclue.

Sécurité et technologie de l'information

Nous dépendons des systèmes et des réseaux de technologies de l'information pour traiter, transmettre et stocker les données et l'information financière sous forme électronique, pour gérer les activités commerciales et respecter les exigences liées à la réglementation, aux lois, à la sécurité nationale, aux contrats et à l'impôt. De plus, nos activités nécessitent l'utilisation, d'une manière appropriée et sûre, d'informations confidentielles et sensibles appartenant à des tiers tels des constructeurs OEM et des forces de défense nationale. Une défaillance des systèmes de technologies de l'information, une cyberattaque ou une violation de la sécurité des systèmes pourrait perturber nos activités, entraîner la perte d'informations commerciales ou l'accès non autorisé à ces informations, compromettre la confidentialité de l'information, nous exposer à des enquêtes ou poursuites réglementaires, nécessiter une attention et des ressources importantes de la part de la direction et avoir une incidence défavorable significative sur nos activités, notre réputation et notre rendement financier. Nous avons mis en place des contrôles de sécurité, des mécanismes visant à assurer le respect des politiques et des systèmes de surveillance afin de prévenir, de déceler et de résoudre les menaces potentielles.

9.3 Risques liés au marché

Risque de change

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et quelque 90 % de nos produits des activités ordinaires provenant d'exportations et d'activités internationales sont généralement réalisés en monnaies étrangères, principalement en dollars US, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont générés à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un tiers en Europe et un tiers dans le reste du monde.

Une part importante des produits des activités ordinaires générés au Canada sont libellés en monnaies étrangères, tandis qu'une grande proportion de nos charges opérationnelles sont libellées en dollars canadiens. L'appréciation du dollar canadien a un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires libellés en monnaies étrangères et, de ce fait, sur nos résultats financiers. Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Il n'est pas possible de neutraliser complètement l'incidence des variations du change, qui se font donc partiellement sentir sur nos résultats financiers. La dépréciation du dollar canadien a quant à elle un effet défavorable sur nos coûts libellés en monnaies étrangères et sur notre compétitivité par rapport à d'autres constructeurs de matériel dans des pays où les charges opérationnelles sont moindres. Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication libellés en dollars américains et en euros, nous couvrirons également des coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Les activités de nos établissements à l'étranger sont essentiellement libellées dans les monnaies locales. Une couverture naturelle existe du fait que les produits des activités ordinaires et les charges opérationnelles sont libellés dans les mêmes devises. Les fluctuations de la valeur des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien nous exposent toutefois à un risque de change non couvert étant donné que nous consolidons nos résultats en dollars canadiens aux fins de la présentation de l'information financière. La dévaluation des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien aurait un impact de conversion négatif, et vice versa.

Disponibilité du capital

Notre principale facilité de crédit, prorogée en octobre 2013, devra être renouvelée en octobre 2018. À l'heure actuelle, il nous est impossible de déterminer si elle sera renouvelée au même coût, pour la même durée et selon des modalités similaires à celles qui nous ont été offertes.

Nous avons également diverses facilités d'emprunt dont les échéances s'échelonnent jusqu'en octobre 2036. En ce moment, nous ne pouvons déterminer si ces facilités seront refinancées au même coût, pour les mêmes durées et à des modalités semblables à ce qui était disponible précédemment.

Régimes de retraite

La capitalisation des régimes de retraite s'appuie sur des estimations actuarielles et est assujettie aux limites prévues par la réglementation fiscale et autres. Les estimations actuarielles établies au cours de l'exercice étaient fondées sur des hypothèses liées aux niveaux prévus de rémunération des salariés lors de leur départ à la retraite et au rendement à long terme prévu des actifs des régimes de retraite. Les rapports d'évaluation actuarielle sur la capitalisation déterminent le montant des cotisations en trésorerie que nous devons verser aux régimes de retraite agréés. Selon les derniers rapports sur la capitalisation de nos régimes, les régimes de retraite accusent des déficits de solvabilité. Nous sommes donc tenus de verser des cotisations en trésorerie pour les financer. Si la valeur des actifs des régimes ne remonte pas avant la date des prochaines évaluations de la capitalisation, nous devrons augmenter le montant de ces cotisations en trésorerie, ce qui nous empêchera d'affecter les fonds à d'autres fins.

Faire des affaires à l'étranger

Nous exerçons des activités dans 35 pays et vendons nos produits et services auprès de clients d'un peu partout dans le monde. Pour l'exercice 2014, les ventes à des clients de l'extérieur de l'Amérique du Nord ont compté pour environ 60 % de nos produits des activités ordinaires, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent d'en représenter une grande portion dans un avenir prévisible. Du coup, nous sommes exposés au risque de faire des affaires à l'étranger, y compris l'instabilité géopolitique.

Les principaux risques auxquels nous faisons face sont les suivants :

- L'évolution des lois et des règlements;
- Les tarifs douaniers, embargos, contrôles et autres restrictions;
- L'évolution générale de la conjoncture et des conditions géopolitiques;
- Les risques de corruption liés au recours à des représentants et à des consultants à l'étranger et la complexité s'y rattachant.

Lois fiscales

Comme nous réalisons une part importante de nos activités à l'étranger, nous sommes soumis aux lois et politiques fiscales de nombreux pays. L'évolution des lois, conventions ou réglementations fiscales ou de leur interprétation pourrait entraîner une hausse du taux d'imposition effectif sur notre résultat, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats financiers.

10. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La liste des participations ayant une incidence significative sur nos résultats ou nos actifs est présentée à la note annexe 32.

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

<i>(en millions)</i>	2014	2013
Créances clients	30,1 \$	49,9 \$
Contrats en cours : actifs	13,5	41,3
Autres actifs	30,6	34,3
Dettes fournisseurs et charges à payer	16,3	25,3
Contrats en cours : passifs	6,3	9,3

Les autres actifs comprennent un montant à recevoir de 16,9 millions \$ (19,0 millions \$ au 31 mars 2013) au titre d'un contrat de location-financement qui vient à échéance en octobre 2022 et porte intérêt au taux de 5,14 % par année, des prêts de 8,4 millions \$ (10,4 millions \$ au 31 mars 2013) qui viennent à échéance en septembre 2016 et décembre 2017 et portent intérêt respectivement au taux LIBOR à six mois majoré de 1 % et à 11 % par année, ainsi qu'une créance à long terme de 5,3 millions \$ (4,9 millions \$ au 31 mars 2013) n'ayant aucune modalité de remboursement spécifique. Aux 31 mars 2014 et 2013, aucune provision n'avait été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées.

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

<i>(en millions)</i>	2014	2013
Produits des activités ordinaires tirés des produits et services	101,0 \$	131,5 \$
Achats de produits et services, et autres	11,3	12,3
Autres transactions influant sur le résultat	2,9	2,8

De plus, au cours de l'exercice 2014, des transactions s'élevant à 2,7 millions \$ (4,3 millions \$ en 2013) ont été faites aux prix normaux du marché avec certaines entreprises dont un membre de notre conseil d'administration est un associé ou dirigeant.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(en millions)</i>	2014	2013
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	3,8 \$	4,0 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	1,6	2,0
Indemnités de fin de contrat de travail	2,4	-
Paiements fondés sur des actions	6,4	2,4
	14,2 \$	8,4 \$

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

11.1 Nouvelles normes et modifications adoptées

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11, *Partenariats*, en remplacement d'IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique, comme c'était auparavant le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Nous utilisions auparavant la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais nous appliquons dorénavant la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme.

Selon cette méthode, la quote-part nous revenant de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, l'état du résultat net et l'état du résultat global. De plus, le tableau consolidé des flux de trésorerie tient compte des flux de trésorerie entre nos coentreprises et nous plutôt que de notre quote-part des flux de trésorerie des coentreprises. Nous avons déterminé que le classement de nos partenariats n'a pas été modifié par l'adoption d'IFRS 11. Cette détermination tient compte de la structure des partenariats, de la forme juridique de toute entité distincte, des modalités contractuelles des accords et d'autres faits et circonstances.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*, afin d'exiger le calcul des intérêts nets au moyen de l'application du taux d'actualisation au passif net ou à l'actif net au titre des prestations définies et d'étoffer les exigences d'information. En conséquence, nous déterminons le montant net de la charge d'intérêts lié au passif net au titre des prestations définies, que nous présentons dans les charges financières. Les intérêts nets liés au passif net ou à l'actif net au titre des prestations définies remplacent le coût financier lié à l'obligation au titre des prestations définies et le rendement prévu des actifs des régimes. La version modifiée d'IAS 19 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de la version modifiée de cette norme. Les nouvelles informations devant être présentées figurent à la note annexe 14.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10, *États financiers consolidés*, en remplacement de SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, ainsi que d'une partie d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. IFRS 10 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. Nous avons déterminé que l'adoption d'IFRS 10 n'a donné lieu à aucun changement de la situation de consolidation de nos filiales.

Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12, *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*. IFRS 12 exige la présentation d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 a été adoptée au 1^{er} avril 2013 conformément aux règles de transition de cette norme. Les nouvelles informations devant être présentées conformément à cette norme figurent à nos états financiers consolidés annuels.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'élargit pas l'utilisation de la comptabilisation à la juste valeur, mais fournit des directives sur son application lorsqu'elle est déjà requise ou permise par les autres IFRS. IFRS 13 a été adoptée prospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. Outre la présentation de nouvelles informations à la note annexe 29, l'adoption d'IFRS 13 n'a eu aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1, *Présentation des états financiers*, afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications ont été adoptées au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. Les nouvelles informations devant être présentées sur les autres éléments du résultat global figurent à l'état consolidé du résultat global.

Instruments financiers : Informations à fournir

En décembre 2011, l'IASB a modifié les directives de compensation des actifs et des passifs d'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*. La modification exige la présentation d'informations additionnelles sur l'incidence réelle ou potentielle des accords de compensation liés à nos actifs et passifs financiers comptabilisés. Les modifications ont été adoptées rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme, et les nouvelles informations devant être présentées figurent à la note annexe 29.

Immobilisations corporelles

Dans ses améliorations annuelles de 2011, l'IASB a modifié IAS 16, *Immobilisations corporelles*, en vue de préciser si certains actifs font partie des immobilisations corporelles ou des stocks. Cette modification précise que les pièces de rechange et le matériel d'entretien qui répondent à la définition des immobilisations corporelles ne sont pas classés dans les stocks. La modification apportée dans les améliorations annuelles de 2011 élimine la nécessité de classer dans les immobilisations corporelles les pièces de rechange et le matériel d'entretien utilisés au titre d'un seul élément d'immobilisation corporelle. Cette amélioration annuelle a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. La modification d'IAS 16 n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Dépréciation d'actifs non financiers

En mai 2013, l'IASB a modifié les exigences d'information sur les actifs non financiers d'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*. Ces modifications éliminent le besoin d'inclure certaines informations sur le montant recouvrable des UGT qui avaient été ajoutées à IAS 36 par suite de la publication d'IFRS 13. L'adoption de cette norme n'est obligatoire qu'à compter du 1^{er} janvier 2014, mais nous avons toutefois choisi de l'adopter au 1^{er} avril 2013.

Les tableaux suivants résument les ajustements apportés à notre état consolidé de la situation financière au 1^{er} avril 2012 et au 31 mars 2013 ainsi qu'à notre état consolidé du résultat net, à notre état consolidé du résultat global et à notre tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2013 par suite de ces changements touchant les méthodes comptables.

Rapprochement sommaire de la situation financière

(en millions)	31 mars 2013	Ajuste- ment IFRS 11	Ajuste- ment IAS 19	31 mars 2013 Retraité	1 ^{er} avril 2012	Ajuste- ment IFRS 11	Ajuste- ment IAS 19	1 ^{er} avril 2012 Retraité
Actif								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2 \$	(33,2) \$	- \$	260,0 \$	287,3 \$	(32,6) \$	- \$	254,7 \$
Total de l'actif courant, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 040,6	7,0	-	1 047,6	860,8	0,1	-	860,9
Immobilisations corporelles	1 498,6	(355,8)	-	1 142,8	1 293,7	(300,5)	-	993,2
Participations mises en équivalence	-	196,9	-	196,9	-	172,9	-	172,9
Autres actifs non courants	1 046,3	(2,3)	-	1 044,0	741,9	5,3	-	747,2
Total de l'actif	3 878,7 \$	(187,4) \$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8) \$	- \$	3 028,9 \$
Passif et capitaux propres								
Total du passif courant	1 002,8 \$	(96,4) \$	- \$	906,4 \$	883,4 \$	(57,6) \$	- \$	825,8 \$
Provisions	8,3	(0,4)	-	7,9	6,0	(0,5)	-	5,5
Dette à long terme	1 097,0	(94,2)	-	1 002,8	685,6	(97,2)	-	588,4
Obligations relatives aux redevances	160,6	-	-	160,6	161,6	-	-	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel	136,1	-	-	136,1	114,2	-	0,1	114,3
Autres passifs non courants	339,4	(8,3)	-	331,1	290,7	(8,8)	-	281,9
Total du passif	2 744,2 \$	(199,3) \$	- \$	2 544,9 \$	2 141,5 \$	(164,1) \$	0,1 \$	1 977,5 \$
Capitaux propres								
Capital-actions	471,7 \$	- \$	- \$	471,7 \$	454,5 \$	- \$	- \$	454,5 \$
Surplus d'apport	21,9	-	-	21,9	19,2	-	-	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global	(16,6)	4,6	-	(12,0)	(9,8)	3,8	-	(6,0)
Résultats non distribués	625,7	7,3	-	633,0	558,0	5,5	(0,1)	563,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 102,7 \$	11,9 \$	- \$	1 114,6 \$	1 021,9 \$	9,3 \$	(0,1) \$	1 031,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	31,8	-	-	31,8	20,3	-	-	20,3
Total des capitaux propres	1 134,5 \$	11,9 \$	- \$	1 146,4 \$	1 042,2 \$	9,3 \$	(0,1) \$	1 051,4 \$
Total du passif et des capitaux propres	3 878,7 \$	(187,4) \$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8) \$	- \$	3 028,9 \$

Rapprochement du résultat net

<i>Exercice clos le 31 mars 2013 (en millions, sauf les montants par action)</i>	Tel que publié antérieurement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Produits des activités ordinaires	2 104,5 \$	(69,3) \$	- \$	2 035,2 \$
Coût des ventes	1 482,8	(31,8)	(0,6)	1 450,4
Marge brute	621,7 \$	(37,5) \$	0,6 \$	584,8 \$
Frais de recherche et développement	60,6	(0,5)	-	60,1
Frais de vente, généraux et d'administration	269,9	(5,6)	0,2	264,5
Autres profits – montant net	(23,4)	1,0	-	(22,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	-	(20,1)	-	(20,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	68,9	(0,2)	-	68,7
Résultat opérationnel	245,7 \$	(12,1) \$	0,4 \$	234,0 \$
Produits financiers	(7,3)	(2,1)	-	(9,4)
Charges financières	75,5	(6,1)	5,1	74,5
Charges financières – montant net	68,2 \$	(8,2) \$	5,1 \$	65,1 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	177,5 \$	(3,9) \$	(4,7) \$	168,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	35,1	(5,7)	(1,2)	28,2
Résultat net	142,4 \$	1,8 \$	(3,5) \$	140,7 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	139,4 \$	1,8 \$	(3,5) \$	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	-	-	3,0
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	0,54 \$	- \$	(0,01) \$	0,53 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	259,0	-	-	259,0
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)	259,4	-	-	259,4

Rapprochement sommaire du résultat global

<i>Exercice clos le 31 mars 2013 (en millions)</i>	Tel que publié antérieurement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Résultat net	142,4 \$	1,8 \$	(3,5) \$	140,7 \$
Différences de conversion	2,5 \$	- \$	- \$	2,5 \$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie	(9,2)	0,8	-	(8,4)
Pertes actuarielles liées aux régimes à prestations définies	(22,5)	-	3,6	(18,9)
Autres éléments du résultat global	(29,2) \$	0,8 \$	3,6 \$	(24,8) \$
Résultat global total	113,2 \$	2,6 \$	0,1 \$	115,9 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	110,1 \$	2,6 \$	0,1 \$	112,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,1	-	-	3,1
	113,2 \$	2,6 \$	0,1 \$	115,9 \$

Rapprochement sommaire des flux de trésorerie

<i>Exercice clos le 31 mars 2013 (en millions)</i>	Tel que publié antérieurement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	204,1 \$	(49,6) \$	- \$	154,5 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(504,9)	71,2	-	(433,7)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	306,7	(22,2)	-	284,5

11.2 Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

Instruments financiers

En octobre 2010, l'IASB a publié IFRS 9, *Instruments financiers*, première partie d'un projet à trois volets de remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La première partie porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. L'IASB songe à apporter des modifications mineures à cette partie, y compris l'introduction d'une catégorie « instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global », laquelle serait fondée sur le modèle d'affaires de l'entité. En novembre 2013, l'IASB a publié la partie portant sur la comptabilité de couverture, qui introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que des exigences d'information connexes sur l'activité de gestion des risques. La troisième partie du projet, qui portera sur la dépréciation d'actifs financiers, est toujours en cours d'élaboration.

La première partie d'IFRS 9 remplace les multiples règles d'IAS 39 par une nouvelle approche permettant de déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en fonction de la manière dont une société gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 ont été reprises d'IFRS 9; la portion des variations de la juste valeur liée au risque de crédit propre à l'entité, lors de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, sera toutefois présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat net. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte substantielle de la comptabilité de couverture qui permettra aux sociétés de mieux refléter leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'IASB a supprimé la date d'entrée en vigueur obligatoire initialement établie pour IFRS 9, qui devait s'appliquer aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. Une nouvelle date sera déterminée une fois le projet plus avancé, mais l'application anticipée est toutefois autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

En juin 2013, l'IASB a modifié IAS 39 de manière à alléger les règles d'abandon de la comptabilité de couverture lorsque la novation d'un dérivé désigné comme un instrument de couverture satisfait à certains critères. Cette modification s'appliquera pour l'exercice de la Société ouvert le 1^{er} avril 2014. Un allègement similaire sera inclus à IFRS 9.

Avantages du personnel

En novembre 2013, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*. Cette modification simplifie la comptabilisation des cotisations aux régimes à prestations définies qui ne dépendent pas du nombre d'années de service du salarié, par exemple les cotisations salariales qui sont calculées selon un pourcentage fixe du salaire. La modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, et son application anticipée est autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de la modification sur nos états financiers consolidés.

11.3 Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige de notre direction qu'elle pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs ainsi que sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application de nos méthodes comptables. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont présentés ci-après. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à la date à laquelle le contrôle est obtenu. La contrepartie transférée et les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. Selon la complexité de ces évaluations, nous consultons des experts indépendants ou calculons la juste valeur à l'interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation. La contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés fondés sur les produits des activités ordinaires attendus.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation d'actifs non financiers

Nous soumettons le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des estimations internes (niveau 3) de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie sont tirés des projections approuvées par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances et font partie intégrante du plan stratégique qu'approuve notre conseil d'administration chaque année. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'imposition. Les taux d'actualisation après impôt sont établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des unités génératrices de trésorerie respectives et varient entre 7,5 % et 14,0 %. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque des immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La méthode de l'avancement des travaux nous oblige à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du résultat sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des avantages du personnel et du coût des régimes de retraite à prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note annexe 14 pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, nous formulons des hypothèses et faisons des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés allant de 5 % à 9 %, sur la période de remboursement. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant des taux moyens allant de 6 % à 8,5 % sur la base des termes d'instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 9,4 millions \$ (10,2 millions \$ en 2013) de l'obligation relative aux redevances au 31 mars 2014.

Paiements fondés sur des actions

Nous évaluons le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que nous choissions le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, nous devons aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôt sur le résultat

Nous sommes assujettis aux lois fiscales de divers territoires. Nous devons avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. Nous constituons une provision pour l'impôt éventuel à payer d'après la probabilité moyenne pondérée des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que nous dégagions un bénéfice imposable duquel nous pourrions soustraire des pertes. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en ampleur, notre capacité à utiliser des avantages fiscaux futurs.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

L'auditeur interne fait régulièrement rapport à la direction des faiblesses qu'il trouve dans nos processus de contrôle interne, rapports qui sont soumis à l'examen du comité d'audit.

En conformité avec le Règlement 52-109 publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), des certificats signés par le président et chef de la direction et par le chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent le caractère approprié de nos contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que la conception et l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information est accumulée et communiquée à notre président et chef de la direction, à notre chef de la direction financière et aux autres membres de la direction de manière à permettre la prise de décisions opportunes à l'égard de l'information à fournir.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a évalué, en date du 31 mars 2014, l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information, au sens des règles 13a-15(e) et 15d-15(e) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis. À partir de leur évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière en sont arrivés à la conclusion que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2014 et de nature à assurer que l'information est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois canadiennes et américaines régissant les valeurs mobilières.

12.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien de mécanismes adéquats de contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels qu'ils sont définis dans les règles 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 mars 2014 à partir du cadre et des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (1992)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, et elle a conclu à leur efficacité. La direction n'a signalé aucune faiblesse importante à cet égard.

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue pendant l'exercice 2014 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

13. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le comité d'audit examine notre rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés connexes avec la direction et les auditeurs externes, et il recommande leur approbation au conseil d'administration. De plus, la direction et nos auditeurs internes font périodiquement rapport au comité d'audit sur leur évaluation de nos contrôles et procédures internes de communication de l'information financière. L'auditeur externe présente périodiquement à la direction un rapport sur les faiblesses relevées dans nos contrôles internes, rapport qui est soumis à l'examen du comité d'audit.

14. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur CAE, dont sa plus récente notice annuelle, peuvent être consultés en ligne sur son site Web à www.cae.com, sur SEDAR à www.sedar.com ou sur EDGAR à www.sec.gov.

15. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles des exercices 2012 à 2014.

<i>(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)</i>	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2014					
Produits des activités ordinaires	530,4	487,5	513,6	583,4	2 114,9 \$
Résultat net	45,4	38,2	47,6	59,9	191,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	45,6	38,3	46,1	60,0	190,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,1)	1,5	(0,1)	1,1 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs					
d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	0,23	0,73 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs					
d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	0,23	0,73 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	260,2	261,0	261,5	262,7	261,3
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	260,2	261,5	262,3	264,0	261,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,02	1,04	1,05	1,10	1,05
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1,38	1,43	1,51	1,41
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,57	1,61	1,70	1,83	1,68
Exercice 2013					Total
Produits des activités ordinaires	462,2	506,5	500,9	565,6	2 035,2 \$
Résultat net	21,9	35,9	37,2	45,7	140,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	21,5	35,6	37,5	43,1	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	(0,3)	2,6	3,0 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs					
d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,14	0,17	0,53 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs					
d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,14	0,17	0,53 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	258,7	259,2	259,7	259,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	259,0	259,5	260,2	259,4
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,01	1,00	0,99	1,01	1,00
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	1,25	1,29	1,33	1,29
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	1,57	1,59	1,57	1,58
Exercice 2012¹⁾					Total
Produits des activités ordinaires	427,9	433,5	453,1	506,7	1 821,2 \$
Résultat net	43,5	38,7	46,1	53,7	182,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	43,1	38,4	45,6	53,2	180,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	0,5	0,5	1,7 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs					
d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs					
d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	257,6	257,9	257,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	258,0	258,6	258,2
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	0,97	0,98	1,02	1,00	0,99
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,39	1,38	1,38	1,31	1,37
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,61	1,57	1,58

¹⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 11 et d'IAS 19. Se reporter à la section « Modifications de méthodes comptables » pour un complément d'information.

Principales informations sectorielles

(en millions, sauf les
marges opérationnelles)

	T4-2014	T4-2013	Exercice 2014	Exercice 2013	Exercice 2012 ¹⁾
Secteurs civils					
Produits de simulation – Civil					
Produits des activités ordinaires	125,1 \$	143,4 \$	461,4 \$	456,8 \$	342,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel	21,1	25,8	83,5	88,2	51,6
Marges opérationnelles (%)	16,9	18,0	18,1	19,3	15,1
Formation et services associés – Civil					
Produits des activités ordinaires	198,4	176,1	715,3	659,8	498,4
Résultat opérationnel sectoriel	36,9	24,9	96,3	100,7	122,2
Marges opérationnelles (%)	18,6	14,1	13,5	15,3	24,5
Total pour les secteurs civils					
Produits des activités ordinaires	323,5 \$	319,5 \$	1 176,7 \$	1 116,6 \$	840,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	58,0	50,7	179,8	188,9	173,8
Marges opérationnelles (%)	17,9	15,9	15,3	16,9	20,7
Secteurs militaires					
Produits de simulation – Militaire					
Produits des activités ordinaires	140,5 \$	153,1 \$	529,3 \$	562,5 \$	619,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel	19,3	19,4	77,4	80,0	101,2
Marges opérationnelles (%)	13,7	12,7	14,6	14,2	16,3
Formation et services associés – Militaire					
Produits des activités ordinaires	89,8	64,0	292,7	244,0	278,1
Résultat opérationnel sectoriel	8,7	8,8	30,4	27,4	40,9
Marges opérationnelles (%)	9,7	13,8	10,4	11,2	14,7
Total pour les secteurs militaires					
Produits des activités ordinaires	230,3 \$	217,1 \$	822,0 \$	806,5 \$	897,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel	28,0	28,2	107,8	107,4	142,1
Marges opérationnelles (%)	12,2	13,0	13,1	13,3	15,8
Secteur Nouveaux marchés principaux					
Produits des activités ordinaires	29,6 \$	29,0 \$	116,2 \$	112,1 \$	83,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	0,2	1,8	4,2	6,4	(13,8)
Marges opérationnelles (%)	0,7	6,2	3,6	5,7	-
Total					
Produits des activités ordinaires	583,4 \$	565,6 \$	2 114,9 \$	2 035,2 \$	1 821,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel	86,2	80,7	291,8	302,7	302,1
Marges opérationnelles (%)	14,8	14,3	13,8	14,9	16,6
Autres	- \$	(13,8) \$	- \$	(68,7) \$	- \$
Résultat opérationnel	86,2 \$	66,9 \$	291,8 \$	234,0 \$	302,1 \$

¹⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 11 et d'IAS 19. Se reporter à la section « Modifications de méthodes comptables » pour un complément d'information.

Rétrospective financière sur cinq ans

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	2014	2013	2012 ¹⁾	2011 ¹⁾
IFRS				
Produits des activités ordinaires	2 114,9 \$	2 035,2 \$	1 821,2 \$	1 630,8 \$
Résultat net	191,1	140,7	182,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	190,0	137,7	180,3	160,3
Participations ne donnant pas le contrôle	1,1	3,0	1,7	0,6
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,05	1,00	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,41	1,29	1,37	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,68	1,58	1,58	1,58
Situation financière :				
Total de l'actif	4 236,7 \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	2 817,3 \$
Total des passifs financiers non courants ²⁾	1 340,2	1 209,3	869,0	757,5
Total de la dette nette	856,2	813,4	534,3	383,8
Par action :				
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,73 \$	0,53 \$	0,70 \$	0,62 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,73	0,53	0,70	0,62
Dividendes	0,22	0,19	0,16	0,15
Capitaux propres	5,67	4,43	4,05	3,63

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	2010
PCGR du Canada antérieurs	
Produits des activités ordinaires	1 526,3 \$
Résultat des activités poursuivies	144,5
Résultat net	144,5
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,09
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,74
Situation financière :	
Total de l'actif	2 621,9 \$
Total des passifs financiers non courants ²⁾	457,0
Total de la dette nette	179,8
Par action :	
Résultat de base des activités poursuivies	0,56 \$
Résultat dilué des activités poursuivies	0,56
Résultat net de base	0,56
Résultat net dilué	0,56
Dividendes de base	0,12
Capitaux propres	4,52

¹⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 11 et d'IAS 19. Se reporter à la section « Modifications de méthodes comptables » pour un complément d'information.

²⁾ Comprend la dette à long terme, les passifs dérivés non courants et les autres passifs non courants qui répondent à la définition d'un passif financier.

CAE INC.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière	60
Rapport du cabinet d'expertise comptable inscrit indépendant	60
États financiers consolidés	
État consolidé de la situation financière	62
État consolidé du résultat net	63
État consolidé du résultat global	64
État consolidé des variations des capitaux propres	65
Tableau consolidé des flux de trésorerie	66
Notes annexes	
Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables	67
Note 2 – Modifications de méthodes comptables	79
Note 3 – Regroupements d'entreprises	83
Note 4 – Créances clients	84
Note 5 – Stocks	84
Note 6 – Immobilisations corporelles	85
Note 7 – Immobilisations incorporelles	86
Note 8 – Autres actifs	87
Note 9 – Dettes fournisseurs et charges à payer	87
Note 10 – Contrats en cours	87
Note 11 – Provisions	88
Note 12 – Facilités d'emprunt	89
Note 13 – Aide gouvernementale	91
Note 14 – Obligations au titre des avantages du personnel	92
Note 15 – Profits différés et autres passifs non courants	96
Note 16 – Impôt sur le résultat	97
Note 17 – Capital-actions, résultat par action et dividendes	100
Note 18 – Cumul des autres éléments du résultat global	101
Note 19 – Rémunération du personnel	101
Note 20 – Dépréciation d'actifs non financiers	101
Note 21 – Autres profits – montant net	102
Note 22 – Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	102
Note 23 – Charges financières, montant net	102
Note 24 – Paiements fondés sur des actions	103
Note 25 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	106
Note 26 – Éventualités	106
Note 27 – Engagements	107
Note 28 – Gestion du risque lié au capital	107
Note 29 – Juste valeur des instruments financiers	108
Note 30 – Gestion des risques financiers	111
Note 31 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques	117
Note 32 – Relations avec les parties liées	119
Note 33 – Transactions avec des parties liées	121

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de CAE est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière (aux termes des dispositions 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis). Ce processus a été conçu sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière de CAE pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Au 31 mars 2014, la direction a fait une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que, au 31 mars 2014, le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace.



M. Parent
Président et chef de la direction



S. Lefebvre
Vice-président, Finances et chef de la direction financière

Montréal (Canada)
Le 15 mai 2014

Rapport du cabinet d'expertise comptable inscrit indépendant

Aux actionnaires de CAE Inc.

Nous avons effectué l'audit de l'état consolidé de la situation financière ci-joint de CAE Inc. et de ses filiales aux 31 mars 2014 et 2013, ainsi que des états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et du tableau consolidé des flux de trésorerie connexes pour les exercices clos à ces dates. Nous avons également effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE Inc. et de ses filiales au 31 mars 2014, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (1992) publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. La direction est responsable de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière figurant dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés et le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société, sur la base de nos audits intégrés.

Nous avons effectué nos audits selon les normes établies par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives et que le contrôle interne à l'égard de l'information financière est efficace dans tous ses aspects significatifs. Nos audits des états financiers consolidés ont comporté le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des informations fournis dans les états financiers consolidés. Ils ont également comporté l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comportait l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'appréciation du risque de faiblesse significative, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre appréciation du risque, ainsi que la mise en œuvre d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que nos audits constituent une base raisonnable à l'expression de nos opinions.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière comprend les politiques et procédures qui i) concernent la tenue de dossiers raisonnablement détaillés qui donnent une image fidèle des transactions et des cessions d'actifs de la société; ii) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société; iii) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention et la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

À notre avis, les états financiers consolidés susmentionnés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de CAE Inc. et de ses filiales aux 31 mars 2014 et 2013, ainsi que de leurs résultats d'exploitation et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière de l'International Accounting Standards Board. Nous sommes également d'avis que CAE Inc. et ses filiales ont maintenu, dans tous les aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 mars 2014, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (1992)* publié par le COSO.

Tel qu'il a été mentionné dans la note 2, Modification de méthodes comptables, par suite de l'adoption d'IAS 19, *Avantages du personnel* (révisée en 2011), et d'IFRS 11, *Partenariats*, la Société a modifié sa méthode de comptabilisation des obligations au titre des avantages du personnel et de ses participations dans des partenariats pour l'exercice clos le 31 mars 2014, ce qui a donné lieu à l'inclusion d'un état de la situation financière au 1^{er} avril 2012.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*₁

Montréal, Québec
15 mai 2014

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A123498

État consolidé de la situation financière

(montants en millions de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2014	31 mars 2013	1 ^{er} avril 2012
			Retraité (note 2)	Retraité (note 2)
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		312,3 \$	260,0 \$	254,7 \$
Créances clients	4	453,9	401,4	302,3
Contrats en cours : actifs	10	256,4	265,6	259,8
Stocks	5	219,5	176,2	146,9
Acomptes		76,6	53,5	46,1
Impôt sur le résultat à recouvrer		24,8	141,9	95,5
Actifs financiers dérivés	29	7,3	9,0	10,3
Total de l'actif courant		1 350,8 \$	1 307,6 \$	1 115,6 \$
Immobilisations corporelles	6	1 341,2	1 142,8	993,2
Immobilisations incorporelles	7	870,7	794,4	527,9
Participations mises en équivalence	32	234,6	196,9	172,9
Actifs d'impôt différé	16	31,8	31,3	16,9
Actifs financiers dérivés	29	7,5	6,4	7,2
Autres actifs	8	400,1	211,9	195,2
Total de l'actif		4 236,7 \$	3 691,3 \$	3 028,9 \$
Passif et capitaux propres				
Dettes fournisseurs et charges à payer	9	685,0 \$	644,2 \$	556,2 \$
Provisions	11	28,6	49,0	21,6
Impôt sur le résultat à payer		8,3	10,0	9,4
Contrats en cours : passifs	10	167,4	122,3	110,4
Partie courante de la dette à long terme	12	50,6	70,6	119,3
Passifs financiers dérivés	29	24,6	10,3	8,9
Total du passif courant		964,5 \$	906,4 \$	825,8 \$
Provisions	11	6,4	7,9	5,5
Dette à long terme	12	1 117,9	1 002,8	588,4
Obligations relatives aux redevances		161,5	160,6	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel	14	115,5	136,1	114,3
Profits différés et autres passifs non courants	15	204,2	191,4	182,5
Passifs d'impôt différé	16	166,1	129,9	90,0
Passifs financiers dérivés	29	18,4	9,8	9,4
Total du passif		2 754,5 \$	2 544,9 \$	1 977,5 \$
Capitaux propres				
Capital-actions	17	517,5 \$	471,7 \$	454,5 \$
Surplus d'apport		19,5	21,9	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global	18	129,5	(12,0)	(6,0)
Résultats non distribués		775,1	633,0	563,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		1 441,6 \$	1 114,6 \$	1 031,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		40,6	31,8	20,3
Total des capitaux propres		1 482,2 \$	1 146,4 \$	1 051,4 \$
Total du passif et des capitaux propres		4 236,7 \$	3 691,3 \$	3 028,9 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat net

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	2014	2013
			Retraité (note 2)
Produits des activités ordinaires	31	2 114,9 \$	2 035,2 \$
Coût des ventes		1 518,0	1 450,4
Marge brute		596,9 \$	584,8 \$
Frais de recherche et développement		68,4	60,1
Frais de vente, généraux et d'administration		287,1	264,5
Autres profits – montant net	21	(20,4)	(22,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	31	(30,0)	(20,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	22	-	68,7
Résultat opérationnel		291,8 \$	234,0 \$
Produits financiers	23	(9,8)	(9,4)
Charges financières	23	80,5	74,5
Charges financières – montant net		70,7 \$	65,1 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		221,1 \$	168,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	16	30,0	28,2
Résultat net		191,1 \$	140,7 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		190,0 \$	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1,1	3,0
		191,1 \$	140,7 \$
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société			
De base et dilué	17	0,73 \$	0,53 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2014	2013
			Retraité (note 2)
Résultat net		191,1 \$	140,7 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net			
Différences de conversion			
Différences de conversion nettes liées aux états financiers des établissements à l'étranger		184,8 \$	6,0 \$
Montant net des pertes sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger		(37,5)	(8,8)
Impôt sur le résultat	16	(4,3)	0,7
Quote-part des différences de conversion liées aux participations mises en équivalence		16,5	4,6
		159,5 \$	2,5 \$
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie			
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie		(49,1) \$	(0,5) \$
Reclassements au résultat ou aux actifs non financiers connexes ^{1), 2), 3)}		27,4	(11,9)
Impôt sur le résultat	16	5,6	3,2
Quote-part après impôt des variations nettes des couvertures de flux de trésorerie des participations mises en équivalence		(0,9)	0,8
		(17,0) \$	(8,4) \$
Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente			
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	29	0,2 \$	- \$
		0,2 \$	- \$
Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net			
Réévaluations des régimes à prestations définies			
Réévaluations des régimes à prestations définies	14	13,4 \$	(26,0) \$
Impôt sur le résultat	16	(3,7)	7,1
		9,7 \$	(18,9) \$
Autres éléments du résultat global		152,4 \$	(24,8) \$
Total du résultat global		343,5 \$	115,9 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		341,2 \$	112,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2,3	3,1
		343,5 \$	115,9 \$

¹⁾ L'exercice 2014 comprend une perte nette de 20,0 M\$ reclassée dans les produits des activités ordinaires (profit net de 7,5 M\$ en 2013) et une perte nette de 3,6 M\$ reclassée dans les charges financières – montant net (profit net de 0,8 M\$ en 2013).

²⁾ L'exercice 2014 comprend une perte nette de 3,8 M\$ reclassée dans les actifs non financiers connexes (profit net de 3,6 M\$ en 2013).

³⁾ Un montant net estimatif de 31,9 M\$ représentant une perte devra être retiré des autres éléments du résultat global et reclassé au cours des 12 prochains mois. La fluctuation future du taux du marché (taux de change ou taux d'intérêt) aura une incidence sur le montant à reclasser.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Exercice clos le 31 mars 2014 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global (note 18)		Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Total	
Solides à l'ouverture de l'exercice – montant retraité	2	259 979 059	471,7 \$	21,9 \$	633,0 \$	1 114,6 \$	1 146,4 \$
Résultat net		-	-	-	190,0	1,1	191,1
Autres éléments du résultat global :							
Différences de conversion		-	-	-	-	-	-
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	158,3	1,2	159,5
Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente		-	-	-	(17,0)	-	(17,0)
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	0,2	-	0,2
Total du résultat global		-	- \$	- \$	199,7 \$	341,2 \$	343,5 \$
Options sur actions exercées	24	2 387 556	22,2	-	-	22,2	22,2
Achat facultatif au comptant		1 410	-	-	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	6,1	(6,1)	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	24	-	-	3,7	-	3,7	3,7
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	6,5	6,5
Dividendes en actions	17	1 403 418	17,5	-	(17,5)	-	-
Dividendes en trésorerie	17	-	-	-	(40,1)	(40,1)	(40,1)
Solides à la clôture de l'exercice		263 771 443	517,5 \$	19,5 \$	775,1 \$	1 441,6 \$	1 482,2 \$

Exercice clos le 31 mars 2013 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global (note 18)		Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Total	
Solides à l'ouverture de l'exercice – montant retraité	2	258 266 295	454,5 \$	19,2 \$	563,4 \$	1 031,1 \$	1 051,4 \$
Résultat net		-	-	-	137,7	3,0	140,7
Autres éléments du résultat global :							
Différences de conversion		-	-	-	-	0,1	2,5
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(8,4)	-	(8,4)
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	(18,9)	-	(18,9)
Total du résultat global		-	- \$	- \$	118,8 \$	112,8 \$	115,9 \$
Options sur actions exercées	24	482 250	3,9	-	-	3,9	3,9
Achat facultatif au comptant		1 683	-	-	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	1,2	(1,2)	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	24	-	-	3,9	-	3,9	3,9
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	8,4	8,4
Dividendes en actions	17	1 228 831	12,1	-	(12,1)	-	-
Dividendes en trésorerie	17	-	-	-	(37,1)	(37,1)	(37,1)
Solides à la clôture de l'exercice (note 2)		259 979 059	471,7 \$	21,9 \$	633,0 \$	1 114,6 \$	1 146,4 \$

Le total des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global pour l'exercice clos le 31 mars 2014 s'est élevé à 904,6 millions \$ (621,0 millions \$ en 2013).
Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2014	2013
			Retraité (note 2)
Activités opérationnelles			
Résultat net		191,1 \$	140,7 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	6	99,5	93,9
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		67,6	48,8
Amortissement des frais de financement	23	1,5	1,6
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence		(30,0)	(20,1)
Impôt sur le résultat différé	16	27,6	27,6
Crédits d'impôt à l'investissement		(15,6)	(22,6)
Rémunération fondée sur des actions	24	9,8	(4,2)
Régimes de retraite à prestations définies	14	(9,1)	(4,6)
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(25,8)	(15,4)
Autres		(11,8)	(6,6)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	25	(28,8)	(84,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		276,0 \$	154,5 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	3	(3,8) \$	(285,3) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	6	(157,4)	(96,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		15,4	9,2
Frais de développement inscrits à l'actif	7	(48,1)	(49,6)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels	7	(13,6)	(19,2)
Produit net tiré des (paiements versés aux) participations mises en équivalence		4,2	(1,4)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		15,0	11,9
Autres		(10,2)	(2,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(198,5) \$	(433,7) \$
Activités de financement			
Variation nette des liquidités soumises à restrictions		(18,1) \$	0,9 \$
Incidence nette du programme portant sur des actifs financiers courants	30	-	(37,1)
Produit tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables	12	641,1	660,4
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables	12	(655,3)	(606,4)
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transactions	12	67,9	697,9
Remboursement sur la dette à long terme	12	(38,0)	(360,4)
Remboursement sur contrats de location-financement	12	(27,8)	(36,3)
Dividendes versés		(40,1)	(37,1)
Émission d'actions ordinaires		22,2	3,9
Autres		(0,5)	(1,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(48,6) \$	284,5 \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		23,4 \$	- \$
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		52,3	5,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		260,0	254,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		312,3 \$	260,0 \$
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		15,4 \$	13,1 \$
Intérêts payés		55,7	47,0
Intérêts reçus		8,0	6,5
Impôt sur le résultat payé		22,9	22,6

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes

(sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés a été autorisée par le conseil d'administration le 15 mai 2014.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des services liés aux dispositifs de simulation, et mettent au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les aviateurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé, ainsi que l'industrie minière. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement d'un appareil dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en cinq secteurs :

- i) Formation et services associés – Civil (FS/C) : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- ii) Produits de simulation – Civil (PS/C) : conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation par simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- iii) Produits de simulation – Militaire (PS/M) : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iv) Formation et services associés – Militaire (FS/M) : fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service;
- v) Nouveaux marchés principaux (NMP) : conçoit, réalise et fournit des services et de l'équipement de formation en soins de santé ainsi que des services et des outils pour le secteur minier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés sont décrites ci-dessous. Ces méthodes ont été appliquées de la même manière à tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la Partie I du Manuel de CPA Canada (normes IFRS) publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : contrepartie éventuelle, instruments financiers dérivés, instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglé en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Périmètre de consolidation

Filiales

Les filiales représentent toutes les entités que la Société contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et cessent d'être consolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin.

Partenariats

Les partenariats représentent les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint aux termes de contrats qui requièrent le consentement unanime des parties pour les décisions portant sur les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entreprise. Lorsque la Société a des droits sur l'actif net de l'entreprise, celle-ci est classée dans les coentreprises et comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque la Société a des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs relatifs à l'entreprise, celle-ci est classée dans les entreprises communes, et la Société ne comptabilise que ses actifs, ses passifs et ses transactions, y compris sa quote-part des éléments détenus ou engagés conjointement, relativement à ses intérêts dans l'entreprise commune. La Société n'a aucune entreprise commune à l'heure actuelle.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les participations dans des coentreprises sont initialement comptabilisées au coût et ajustées par la suite pour présenter la quote-part revenant à la Société du résultat net et des variations des autres éléments du résultat global de l'entité. Lorsque la quote-part des pertes d'une coentreprise revenant à la Société est égale ou supérieure à ses participations dans les coentreprises, la Société ne comptabilise aucune perte ultérieure, sauf si elle engage des obligations ou verse des paiements au nom des coentreprises.

Les profits latents découlant de transactions avec des coentreprises sont éliminés à hauteur de la participation de la Société dans la coentreprise. Pour ce qui est des produits ou des services que la Société vend à ses coentreprises, l'élimination des profits latents est prise en compte dans la valeur comptable de l'investissement dans les participations mises en équivalence à l'état consolidé de la situation financière et dans la quote-part du résultat des participations mises en équivalence à l'état consolidé du résultat net.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée aux fins de l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris et des instruments de capitaux propres émis par la Société, s'il en est, à la date d'obtention du contrôle. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les frais connexes à l'acquisition, à l'exception des frais d'émission d'actions et de titres d'emprunt engagés aux fins de l'émission des instruments financiers inclus dans la contrepartie transférée, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis et passifs identifiables repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Si un regroupement d'entreprises est réalisé en étapes, la Société réévalue la part qu'elle détenait au préalable dans la société acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et inscrit le profit ou la perte en résultant, s'il y a lieu, au résultat net.

Les contreparties éventuelles sont classées à titre de provisions et sont évaluées à la juste valeur, les variations subséquentes de celle-ci étant comptabilisées en résultat net. Si une contrepartie éventuelle est classée dans les capitaux propres, elle n'est pas réévaluée avant son règlement définitif dans les capitaux propres.

Les renseignements nouveaux obtenus au cours de la période d'évaluation, jusqu'à 12 mois suivant la date d'acquisition, à propos des faits et des circonstances qui existaient à la date d'acquisition ont une incidence sur la comptabilisation du regroupement.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les instruments de capitaux propres de filiales appartenant à des tiers. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée à titre de composante des capitaux propres. Les variations de la participation de la Société dans des filiales qui ne donnent pas lieu à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions sur les capitaux propres.

La Société traite les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle comme des transactions avec les détenteurs de ses instruments de capitaux propres. Dans le cas des instruments achetés auprès de participations ne donnant pas le contrôle, l'écart entre la contrepartie payée et la quote-part acquise de la valeur comptable de l'actif net de la filiale est inscrit dans les capitaux propres. Les profits et les pertes à la cession de participations ne donnant pas le contrôle sont aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

Instruments financiers et relations de couverture

Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Un instrument financier représente tout contrat qui crée un actif financier pour une entité et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour une autre entité. Les actifs et les passifs financiers, y compris les dérivés, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles qui créent et définissent l'instrument financier. À la constatation initiale, tous les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. Lorsqu'il existe un écart entre la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue à la constatation initiale et le montant calculé à l'aide d'une technique d'évaluation, cet écart est comptabilisé immédiatement en résultat net, sauf s'il peut être comptabilisé dans un autre type d'actif ou de passif.

Par la suite, l'évaluation des instruments financiers dépend de leur classement, comme il est expliqué ci-dessous. Les actifs financiers peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances ou disponibles à la vente. Les passifs financiers peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net ou autres passifs financiers. Le classement est fonction des caractéristiques de l'instrument financier et de l'objet pour lequel il a été acquis. Sauf dans de très rares circonstances, ce classement ne change pas après la comptabilisation initiale.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les instruments financiers qui sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à leur juste valeur évaluée à chaque date de clôture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net. Ce classement s'applique aux instruments financiers ayant les caractéristiques suivantes :

- Ce sont des dérivés, y compris les dérivés incorporés comptabilisés séparément du contrat hôte, qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture efficaces;
- Ils ont été acquis ou repris principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme;
- Ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme;
- Ils ont été irrévocablement désignés comme tels par la Société (option de la juste valeur).

Instruments détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, et autres passifs financiers

Les instruments financiers qui sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance, comme prêts et créances ou comme autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le produit ou la charge d'intérêts est pris en compte dans le résultat net de la période au cours de laquelle il est engagé.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente représentent les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont pas classés dans l'une des catégories précédentes. Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les profits et les pertes latents, y compris les variations des taux de change liés aux actifs financiers non monétaires, sont constatés dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent et sont virés au résultat net lorsque les actifs sont décomptabilisés ou qu'une moins-value durable est enregistrée. Les indications objectives de dépréciation d'un placement dans un instrument de capitaux propres comprennent une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du placement en deçà de son coût. Si la juste valeur d'un instrument de capitaux propres non coté ne peut faire l'objet d'une estimation fiable, l'instrument est évalué au coût diminué des pertes de valeur. Les dividendes sont comptabilisés en résultat net lorsque le droit de paiement est établi.

Par conséquent, les classements suivants ont été établis :

- i) La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- ii) Les créances clients, les contrats en cours, les créances non courantes et les acomptes sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que la Société a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- iii) Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- iv) Les dettes fournisseurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-financement et des redevances sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Coûts de transactions

Les coûts de transactions directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux classés comme étant comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) sont inclus dans la juste valeur initialement comptabilisée pour ces instruments financiers. Ces coûts sont amortis en résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Compensation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers doivent faire l'objet d'une compensation, et le solde net doit être présenté à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Dépréciation des actifs financiers comptabilisés au coût amorti

À chaque date de clôture, la valeur comptable des actifs financiers autres que ceux qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net est examinée pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Les pertes de valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti font l'objet de reprises dans les périodes subséquentes si le montant des réductions de pertes et la diminution peuvent être associés objectivement à un événement survenu après la constatation de la perte de valeur.

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont survenus. L'évaluation est fondée sur la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est important pour la juste valeur prise dans son ensemble à la clôture de chaque période.

Dérivés incorporés

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. La Société peut devenir partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change des dérivés sur devises incorporés. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le résultat net consolidé.

Comptabilité de couverture

Documentation

Lors de la mise en place d'une relation de couverture, si la Société choisit d'appliquer la comptabilité de couverture, elle doit constituer une documentation officielle concernant la désignation de la couverture, les objectifs et la stratégie de gestion des risques, la relation de couverture entre l'élément couvert et l'élément de couverture, ainsi que la méthode d'appréciation de l'efficacité de la couverture, laquelle doit être raisonnablement assurée pour la durée de la relation de couverture et pouvoir être évaluée de manière fiable. La Société évalue formellement, lors de la mise en place d'une relation de couverture et en continu, si les dérivés utilisés dans les transactions de couverture offrent une compensation efficace des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts par rapport au risque couvert.

Méthode de comptabilisation

La méthode de comptabilisation des profits et des pertes liés à la juste valeur dépend du classement des dérivés comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net ou de leur désignation comme instruments de couverture et, dans ce dernier cas, de la nature des risques couverts. Tous les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur des dérivés non désignés comme couvertures sont inscrits en résultat net. Lorsque les dérivés sont désignés comme couvertures, la Société les classe comme : a) couvertures de l'exposition aux variations de la juste valeur des actifs ou des passifs comptabilisés ou des engagements fermes (couvertures de juste valeur); ou b) couvertures de l'exposition aux variations hautement probables de flux de trésorerie futurs, attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé, à un engagement ferme ou à une transaction prévue (couvertures de flux de trésorerie); ou c) couvertures d'un investissement net dans un établissement à l'étranger.

Couverture de juste valeur

Dans le cas des relations de couverture de juste valeur en cours, les profits ou pertes qui apparaissent à l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture dérivés sont comptabilisés en résultat net, et la valeur comptable des éléments couverts est rajustée pour tenir compte des profits et des pertes attribuables aux risques couverts, qui sont comptabilisés en résultat net.

Couverture de flux de trésorerie

La portion efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qui sont admissibles comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée aux autres éléments du résultat global, tandis que la portion inefficace est immédiatement comptabilisée en résultat net. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net dans la période au cours de laquelle l'élément couvert a un impact sur le résultat net. Cependant, lorsque les transactions prévues qui constituent des éléments couverts entraînent la constatation d'actifs non financiers (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les profits et les pertes antérieurement comptabilisés aux autres éléments du résultat global sont inclus dans la valeur comptable initiale des actifs non financiers acquis ou des passifs non financiers repris. En fin de compte, les montants différés sont comptabilisés en résultat net à mesure que les actifs non financiers connexes sont décomptabilisés ou amortis.

La comptabilité de couverture est abandonnée prospectivement lorsque la relation de couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, lorsque la désignation est révoquée ou que l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu. Tout profit ou perte cumulé comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global à ce moment y demeure jusqu'à ce que l'élément couvert soit éventuellement comptabilisé en résultat net. Lorsqu'il est probable qu'une transaction couverte ne surviendra pas, le cumul du profit ou de la perte qui était inscrit aux autres éléments du résultat global est immédiatement transféré en résultat net.

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures du total de l'investissement net de CAE dans des établissements à l'étranger dont les activités sont libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société. La partie du profit ou de la perte sur l'élément de couverture qui est considérée comme constituant une couverture efficace est comptabilisée aux autres éléments du résultat global et se limite aux différences de conversion sur l'investissement net.

Décomptabilisation

Actifs financiers

Un actif financier (ou, le cas échéant, une composante d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires) est décomptabilisé dans les circonstances suivantes :

- Les droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif ont expiré;
- La Société a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif et a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif ou n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif, mais a transféré le contrôle sur l'actif.

Passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation au titre du passif est acquittée, annulée ou a expiré.

Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre instrument qui provient du même prêteur et qui est assorti de modalités substantiellement différentes, ou que les modalités d'un passif existant sont substantiellement modifiées, l'échange ou la modification est traité comme la décomptabilisation du passif initial et la comptabilisation d'un nouveau passif, et la différence entre les valeurs comptables respectives est portée en résultat net.

Conversion des monnaies étrangères

Établissements à l'étranger

Les actifs et passifs des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les différences de conversion qui en découlent sont incluses aux autres éléments du résultat global. Lorsqu'ils sont désignés comme des couvertures d'un investissement net dans des établissements à l'étranger, les profits et les pertes résultant de la conversion des soldes intersociétés à long terme faisant partie du total de l'investissement net dans des établissements à l'étranger et ceux provenant de la conversion de la dette libellée en monnaies étrangères sont également inclus dans les autres éléments du résultat global.

Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires ainsi que les éléments des produits des activités ordinaires et des charges libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur aux dates des transactions respectives. Les profits et les pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés en résultat net, sauf s'ils sont différés aux autres éléments du résultat global en tant que couvertures admissibles de flux de trésorerie et de couvertures admissibles d'un investissement net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de la trésorerie et de placements très liquides dont l'échéance à la date d'achat est de 90 jours ou moins.

Créances clients

Les créances clients sont initialement inscrites à la juste valeur et sont par la suite comptabilisées au coût amorti diminué d'une provision pour créances douteuses, d'après la recouvrabilité prévue. Le montant de la provision correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs au taux d'intérêt effectif initial. La perte est comptabilisée en résultat net. Les recouvrements subséquents de montants ayant fait l'objet de provision ou ayant été sortis sont comptabilisés en résultat.

La Société participe à un programme en vertu duquel elle vend des participations indivises dans certaines de ses créances clients et certains de ses actifs au titre de contrats en cours (programme portant sur des actifs financiers courants) à des tiers sans recours contre la Société pour une contrepartie en trésorerie dont le montant peut atteindre 150,0 millions \$. La Société continue d'agir à titre d'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsqu'il est estimé que la Société a abandonné le contrôle des créances clients ou des actifs au titre des contrats en cours.

Stocks

Les matières premières sont évaluées au coût moyen ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Les pièces de rechange à utiliser dans le cours normal des activités sont évaluées au coût établi selon une méthode d'identification spécifique ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

Les produits en cours de fabrication sont comptabilisés au coût établi selon une méthode d'identification spécifique ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Le coût des produits en cours comprend le matériel, la main-d'œuvre et la répartition des coûts indirects de production en fonction de la capacité d'exploitation normale.

La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des activités, moins les coûts estimatifs liés à l'achèvement et les coûts estimatifs nécessaires pour générer des produits des activités ordinaires. Dans le cas des matières premières et des pièces de rechange, le coût de remplacement constitue la meilleure mesure de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût diminué des amortissements cumulés et du cumul des pertes de valeur nettes. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition ou à la fabrication de l'élément. À la constatation initiale, le coût d'une immobilisation corporelle comprend, s'il y a lieu, l'estimation de la valeur actualisée initiale des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située à la fin de sa durée d'utilité. Les logiciels acquis qui sont essentiels au fonctionnement du matériel connexe sont inscrits à l'actif au titre du matériel visé. Les coûts ultérieurs, comme ceux liés à la mise à niveau d'appareils de formation, sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que le coût de l'immobilisation peut être évalué de manière fiable. Sinon, elles sont comptabilisées en charges.

La Société inscrit une perte à la cession en résultat net lorsque la valeur comptable d'un élément remplacé est décomptabilisée, sauf si l'élément est viré aux stocks. S'il est impossible de calculer la valeur comptable, le coût de remplacement et le cumul des amortissements calculés en fonction de ce coût seront utilisés aux fins de la décomptabilisation de la pièce remplacée. Les coûts d'entretien courant des immobilisations corporelles sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont engagés. Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation corporelle connexe, et le montant net est comptabilisé dans les autres profits et pertes.

Les diverses parties des immobilisations corporelles sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité présentent des différences importantes, et ces parties sont amorties séparément en résultat net. Les actifs loués sont amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location ou de leur durée d'utilité. Si l'acquisition de l'actif par la Société à la fin du contrat de location est raisonnablement assurée, l'actif loué est amorti sur sa durée d'utilité. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les modes d'amortissement sont les suivants :

	Mode	Taux / années
Immeubles et améliorations	Amortissement dégressif / Amortissement linéaire	De 2,5 % à 10 % / De 3 à 20 ans
Simulateurs	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10 %)	N'excédant pas 25 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif / Amortissement linéaire	De 20 % à 35 % / De 2 à 10 ans
Avions	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 15 %)	N'excédant pas 12 ans
Moteurs d'avion	Basé sur l'utilisation	N'excédant pas 3 000 heures

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont passés en revue et ajustés au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

Contrats de location

La Société loue certaines immobilisations corporelles à des tiers et auprès de tiers. Les contrats de location dont la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés sont classés comme des contrats de location-financement. Tous les autres contrats sont classés comme des contrats de location simple.

La Société en tant que bailleur

En ce qui concerne les contrats de location-financement, l'actif est décomptabilisé à l'origine du contrat de location et un profit (une perte) est comptabilisé en résultat net. La valeur actualisée nette des paiements minimaux au titre de la location et toute valeur résiduelle non garantie actualisée sont inscrites dans les créances non courantes. Les produits financiers sont comptabilisés sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location correspondant.

La Société en tant que preneur

Les contrats de location-financement sont inscrits à l'actif à l'origine du contrat, au plus faible de la juste valeur de l'actif loué et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les coûts directs initiaux engagés par le preneur sont ajoutés au montant comptabilisé à titre d'actif. Les obligations correspondantes sont prises en compte dans la dette à long terme. Les charges financières sont comptabilisées sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les paiements effectués aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Transactions de cession-bail

Dans le cadre de sa stratégie de financement visant à soutenir les investissements dans les activités de formation et les services destinés à l'aviation civile et militaire, la Société conclut des transactions de cession-bail. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location-financement, tout excédent du produit de la vente sur la valeur comptable est différé et amorti sur la durée du contrat de location. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location simple et qu'il est clair que la transaction est réalisée à la juste valeur, tout profit ou perte est comptabilisé en résultat. Si le prix de vente est inférieur à la juste valeur, le manque à gagner est inscrit immédiatement en résultat net, sauf si la perte est compensée par des paiements futurs au titre de la location inférieurs au prix du marché, auquel cas le manque à gagner est différé et amorti au prorata des paiements au titre de la location sur la durée d'utilisation prévue de l'actif. Si le prix de vente est supérieur à la juste valeur, l'excédent est différé et amorti sur la durée d'utilisation prévue de l'actif.

Immobilisations incorporelles

Goodwill

Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le goodwill découle de l'acquisition de filiales. Il correspond à l'excédent du coût d'acquisition global (y compris la meilleure estimation selon la Société de la juste valeur de la contrepartie éventuelle et la juste valeur à la date d'acquisition de toute participation antérieure dans la société acquise) sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition.

Les profits et les pertes à la cession d'une entité comprennent la valeur comptable du goodwill relatif à l'entité vendue.

Recherche et développement (R-D)

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont aussi comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés, sauf s'ils remplissent tous les critères d'inscription à l'actif conformément à l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*. Les frais de développement inscrits à l'actif sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. L'amortissement des frais de développement inscrits à l'actif commence lorsque l'actif est prêt à être mis en service, et il est pris en compte dans les frais de recherche et développement.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'une immobilisation incorporelle générée à l'interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction.

Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations incorporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle connexe, et ils sont comptabilisés dans les autres profits et pertes.

Amortissement

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire pour toutes les immobilisations incorporelles sur leur durée d'utilité estimative, comme suit :

	Période d'amortissement (en années)
Frais de développement inscrits à l'actif	De 5 à 10
Relations avec des clients	De 3 à 15
ERP et autres logiciels	De 3 à 10
Technologies	De 3 à 15
Autres immobilisations incorporelles	De 2 à 40

Les modes d'amortissement et les durées d'utilité sont passés en revue et ajustés au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

Dépréciation d'actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers amortissables de la Société est soumise à un test de dépréciation lorsque des événements ou un changement de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Le goodwill et les actifs qui ne sont pas encore prêts à être mis en service sont soumis à un test de dépréciation chaque année ou à tout autre moment s'il existe un indice de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de cession. La valeur recouvrable est calculée individuellement pour chaque actif, à l'exception des actifs qui ne génèrent pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Dans ce cas, l'UGT dont fait partie l'actif est utilisée pour calculer la valeur recouvrable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT ou aux groupes d'UGT, lesquels correspondent généralement aux secteurs opérationnels ou aux secteurs du niveau plus bas, qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient affectés à ces unités ou non.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un goodwill a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, le goodwill connexe est déprécié. Tout excédent du montant de la dépréciation par rapport au goodwill déprécié est comptabilisé au prorata de la valeur comptable de chaque actif compris dans l'UGT visée. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net.

La Société évalue les pertes de valeur, autres que celles qui concernent le goodwill, pour déterminer les reprises possibles à chaque date de clôture. Une perte de valeur est reprise s'il existe un indice que la perte a diminué ou n'existe plus par suite de modifications des estimations ayant servi à calculer la valeur recouvrable. Une perte de valeur est reprise seulement dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. De telles reprises sont constatées en résultat net.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'un actif qualifié sont incorporés au coût de l'actif. Un actif qualifié est un actif qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé. Les coûts d'emprunt cessent d'être inscrits à l'actif lorsque l'actif est prêt à l'emploi. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat net au titre des charges financières lorsque les emprunts sont contractés.

Autres actifs**Liquidités soumises à restrictions**

En vertu de contrats de financement bancaire externes de certaines filiales, de certains contrats de vente gouvernementaux et de certains regroupements d'entreprises, la Société est tenue de retenir un montant d'argent défini à titre de garantie.

Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés aux facilités de crédit à terme renouvelables non garanties, lorsque des prélèvements sur certaines ou toutes les facilités sont probables, et les frais de financement différés liés aux contrats de cession-bail sont inclus dans les autres actifs au coût et amortis selon le mode linéaire sur la durée des contrats de financement connexes.

Dettes fournisseurs et charges à payer

Les dettes fournisseurs et charges à payer sont initialement comptabilisées à la juste valeur et par la suite évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Aucune provision n'est comptabilisée au titre de pertes opérationnelles futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses attendues jugées nécessaires pour éteindre l'obligation, à l'aide d'un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge financière. Lorsqu'il existe plusieurs obligations semblables, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour les éteindre est déterminée pour l'ensemble de la catégorie d'obligations.

Dettes à long terme

La dette à long terme est comptabilisée initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transactions engagés. Elle est par la suite comptabilisée au coût amorti. Tout écart entre le produit, diminué des coûts de transactions et la valeur de remboursement est inscrit en résultat net sur la durée des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les frais payés à l'établissement des facilités d'emprunt sont comptabilisés en tant que coûts de transactions liés à l'emprunt dans la mesure où il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité. Dans ce cas, les frais sont différés jusqu'au prélèvement des fonds. Dans la mesure où rien n'indique qu'il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité, les frais sont inscrits à l'actif à titre d'acomptes pour des services de liquidités et amortis sur la durée de la facilité à laquelle ils se rapportent.

Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts différentiels directement attribuables à l'émission de nouvelles actions ou options sont présentés dans les capitaux propres en réduction, après impôt, du produit.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le montant peut être évalué de manière fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que des critères précis ont été déterminés pour chaque catégorie, comme il est expliqué ci-après.

Accords de prestations multiples

La Société conclut parfois des accords de prestations multiples générateurs de produits des activités ordinaires, qui peuvent inclure une combinaison de services de conception, d'ingénierie et de fabrication de simulateurs de vol et d'autres produits, des services de formation ainsi que des services de fourniture de pièces de rechange et de maintenance. Lorsqu'une transaction de vente unique nécessite la livraison de plus d'un produit ou la prestation de plus d'un service (prestations multiples), les critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont appliqués aux éléments identifiables séparément. Un élément est considéré comme identifiable séparément si l'élément livré a une valeur en soi pour le client et que la juste valeur du produit ou du service peut être évaluée de manière fiable.

La répartition des produits des activités ordinaires tirés d'un accord de prestations multiples se fait en fonction de la juste valeur de chaque élément par rapport à la juste valeur de l'accord dans son ensemble.

Les produits des activités ordinaires de la Société se divisent en deux grandes catégories aux fins comptables : les contrats de construction et les ventes de biens et services.

Contrats de construction

Un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés en termes de conception, de technologie, de fonction, de finalité ou d'utilisation. En fonction de ses caractéristiques, un contrat de construction peut être comptabilisé séparément, divisé en plusieurs éléments, lesquels sont comptabilisés séparément ou combiné avec un autre contrat de construction afin de former un contrat de construction unique aux fins comptables, au titre duquel les produits des activités ordinaires et les charges seront comptabilisés.

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de construction visant la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés au contrat iront à la Société, que le montant des produits des activités ordinaires, les coûts liés à l'exécution du contrat et le degré d'avancement à la clôture de la période de présentation de l'information financière peuvent être évalués de façon fiable et que les coûts liés au contrat peuvent être identifiés clairement et évalués de manière fiable afin de permettre la comparaison des coûts réels avec les estimations précédentes. Le degré d'avancement est évalué en fonction des coûts liés à l'exécution du contrat engagés

à la clôture de la période de communication de l'information, exprimés en pourcentage du total des coûts estimatifs liés à l'exécution du contrat. Lorsque les critères d'utilisation de la méthode de l'avancement des travaux ne sont pas réunis, les produits des activités ordinaires tirés des contrats de construction sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les coûts liés à l'exécution du contrat engagés seront recouvrables.

Les provisions pour les pertes contractuelles estimatives sont constatées dans la période au cours de laquelle la perte est déterminée. Les pertes contractuelles correspondent à l'excédent du total des coûts estimatifs sur le total des produits des activités ordinaires estimatifs du contrat. Les provisions pour garanties sont inscrites au moment où les produits des activités ordinaires sont constatés, d'après l'expérience acquise.

Le montant cumulé des coûts engagés et des profits comptabilisé, diminué des pertes et de la facturation intermédiaire, est déterminé pour chaque contrat. Si ce montant est positif, il est classé aux contrats en cours : actifs; s'il est négatif, il est classé aux contrats en cours : passifs.

L'assistance après la livraison est facturée séparément, et les produits des activités ordinaires correspondants sont constatés dans la période au cours de laquelle l'assistance est fournie.

Ventes de biens et services

Accords concernant des logiciels

Les produits des activités ordinaires tirés des ventes de logiciels prêts à l'emploi sont comptabilisés lorsque la livraison a eu lieu. Les produits des activités ordinaires tirés des accords concernant des logiciels à prix fixe et des contrats de personnalisation de logiciels qui nécessitent d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation des logiciels sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux.

Pièces de rechange

Pour l'essentiel, les produits des activités ordinaires tirés de la vente de pièces de rechange sont comptabilisés à la livraison au client. Lors de la livraison, lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens sont transférés et la Société ne continue à être impliquée ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés.

Maintenance des produits

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de maintenance sont généralement constatés en fonction du degré d'avancement de la transaction.

Services de formation et de consultation

Les produits des activités ordinaires tirés des services de formation et de consultation sont constatés lorsque les services sont rendus.

Pour les écoles de pilotage, les programmes de formation des élèves-pilotes sont offerts principalement par voie de cours de formation au sol et de vols sur des appareils. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés en résultat net selon le mode de l'amortissement linéaire à l'étape des cours de formation au sol, tandis qu'ils sont constatés en fonction des heures de vol réelles à l'étape des vols sur des appareils.

Autres

Incitatifs à la vente aux clients

La Société peut fournir des incitatifs à la vente sous forme de rabais et de ristournes. Ces incitatifs sont portés en réduction des produits des activités ordinaires.

Transactions non monétaires

La Société peut aussi conclure des conventions de vente aux termes desquelles la contrepartie monétaire est nulle ou quasi nulle. Les transactions non monétaires sont évaluées selon l'évaluation la plus fiable entre la juste valeur de l'actif donné et la juste valeur de l'actif reçu.

Produits différés

Les paiements en trésorerie reçus et les acomptes au titre des ententes contractuelles, à l'exception de ceux liés aux contrats de construction, sont comptabilisés dans les produits différés jusqu'à ce que tous les critères de comptabilisation des produits susmentionnés soient réunis.

Avantages du personnel

Régimes de retraite à prestations définies

La Société a des régimes de retraite à prestations définies offrant des prestations fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière.

L'actif ou le passif comptabilisé au titre de prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, diminuée de la juste valeur des actifs du régime destinés à être utilisés pour éteindre les obligations. Les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies sont établies par calcul actuariel à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est déterminée par actualisation des flux de

trésorerie futurs estimatifs au taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la monnaie des prestations et dont la durée à l'échéance se rapproche de la durée de l'obligation connexe. Dans les pays où il n'existe pas un marché très actif pour ces obligations, les taux du marché pour des obligations gouvernementales sont utilisés.

La valeur de tout actif comptabilisé au titre des avantages du personnel ne peut excéder la valeur actualisée de tous les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements par le régime, soit sous forme de diminutions des cotisations futures au régime (plafonnement du coût entier de l'actif). Les exigences au titre de la capitalisation minimale peuvent donner lieu à un passif supplémentaire, dans la mesure où elles exigent le versement de cotisations pour compenser un manque à gagner existant. Les actifs des régimes sont hors de portée des créanciers de la Société et ne peuvent être payés directement à la Société. La juste valeur des actifs des régimes est fondée sur les cours du marché.

La Société détermine la charge d'intérêts nette ou le produit d'intérêts net par application du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies à l'ouverture de la période par rapport au montant net de l'actif ou du passif au titre des prestations définies.

Les écarts actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience, les effets des changements d'hypothèses actuarielles et l'incidence de tout plafonnement du coût entier de l'actif et de tout passif minimal sont comptabilisés aux autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Le coût des services passés est comptabilisé en charges à mesure qu'il est engagé, à la plus rapprochée des dates suivantes : lors de la modification ou de la compression du régime, ou lorsque l'entité comptabilise les indemnités de fin de contrat de travail connexes.

Régimes de retraite à cotisations définies

La Société offre aussi des régimes de retraite à cotisations définies au titre desquels la Société verse des cotisations fixes à des régimes d'assurance retraite privés ou publics sur une base obligatoire, contractuelle ou volontaire. La Société ne contracte aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des montants supplémentaires si l'actif de la caisse ne suffit pas au paiement des prestations à tous les participants. Les obligations au titre des cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en résultat net dans les charges d'avantages du personnel à mesure que les services sont rendus.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en charges lorsque la Société s'est manifestement engagée, sans possibilité réelle de se rétracter, envers un plan officiel et détaillé visant soit à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite, soit à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail à la suite d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les prestations de cessation d'emploi liées à des départs volontaires sont comptabilisées en charges, si la Société a fait une offre pour encourager les départs volontaires, en fonction du nombre de salariés qui ont accepté l'offre. Les prestations, échues plus de 12 mois après la date de clôture, sont actualisées.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Les cinq régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, le régime d'options sur actions (ROA), qui est considéré comme un régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres; et d'autre part, le régime d'actionnariat (RA), le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) et le régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR), qui sont considérés comme des régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglés en trésorerie.

Pour les deux catégories, la juste valeur des services des salariés reçus en échange est comptabilisée en résultat net à titre de charge. La détermination de la juste valeur ne prend pas en compte les conditions de service et de performance non liées au marché dont sont assorties les transactions.

Dans le cas du régime réglé en instruments de capitaux propres, la juste valeur du coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est évaluée selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes. La charge de rémunération est évaluée à la date d'attribution et comptabilisée sur la période de service, une augmentation correspondante étant constatée dans le surplus d'apport. Le cumul des charges inscrites au titre des transactions réglées en instruments de capitaux propres à chaque date de clôture représente la partie écoulée de la période d'acquisition des droits et la meilleure estimation selon la direction du nombre d'instruments de capitaux propres qui seront acquis en définitive. Pour ce qui est des options dont l'acquisition des droits est graduelle, chaque tranche est considérée comme une attribution distincte dont la date d'acquisition et la juste valeur sont différentes, et les tranches sont comptabilisées séparément. Lorsque les options sont exercées, la Société émet de nouvelles actions et le produit reçu, après déduction des coûts de transactions directement attribuables, le cas échéant, est porté au crédit du capital-actions.

Dans le cas des régimes réglés en trésorerie, un passif correspondant est comptabilisé. La juste valeur des services des salariés reçus correspond au produit du nombre de droits dont l'acquisition est prévue par la juste valeur d'un droit à la date d'attribution, d'après le cours du marché des actions ordinaires de la Société. La juste valeur du RA est tributaire des cotisations de la Société. Jusqu'au règlement du passif, la Société réévalue la juste valeur du passif à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et à la date de règlement, toute variation de la juste valeur étant comptabilisée dans le résultat net de la période. La Société a conclu des swaps sur actions avec deux importantes institutions financières canadiennes pour réduire le risque auquel est exposé son résultat en raison de l'incidence des variations du cours de son action sur ses RDDVA et RDLT.

Impôt sur le résultat exigible et différé

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée en résultat net, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux

propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, selon le cas.

L'impôt exigible est le montant prévu devant être payé aux administrations fiscales ou récupéré auprès de celles-ci au titre du résultat fiscal de l'exercice, en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture dans les pays où la Société et ses filiales exercent des activités et génèrent un résultat imposable ainsi que de tout ajustement de la charge ou de l'économie d'impôt des exercices antérieurs.

La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard de situations dans lesquelles la réglementation fiscale applicable laisse place à l'interprétation. Des provisions sont constituées, au besoin, en fonction des montants prévus qui devront être payés aux administrations fiscales.

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable, en fonction des différences temporaires entre la valeur fiscale des actifs ou des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés.

L'impôt différé est comptabilisé pour tenir compte des différences temporaires liées à des participations dans des filiales et aux entités sous contrôle conjoint, sauf lorsque la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et qu'il est probable que la différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

L'impôt différé est évalué sur une base non actualisée, aux taux d'imposition qui devraient s'appliquer aux différences temporaires lorsqu'elles s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'égard des différences temporaires déductibles et du report en avant des pertes fiscales non utilisées. La comptabilisation des actifs d'impôt différé est limitée au montant dont la réalisation est probable.

Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture, et leur montant est réduit dans la mesure où il n'est plus probable qu'un actif d'impôt différé soit réalisé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture et comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un actif d'impôt différé non comptabilisé soit réalisé.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et que les actifs et passifs d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention soit de régler les passifs et actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

L'impôt sur le résultat des périodes intermédiaires est comptabilisé par territoire de compétence au taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat net attendu dans ce territoire pour l'ensemble de l'exercice.

Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement (CII) découlant des activités de R-D sont déduits des frais connexes et, par conséquent, sont inclus dans la détermination du résultat net lorsqu'il y a une assurance raisonnable que les crédits seront réalisés. Les CII découlant de l'acquisition ou du développement d'immobilisations corporelles et de frais de développement inscrits à l'actif sont déduits du coût de ces actifs et l'amortissement est calculé sur le montant net. Les crédits d'impôt à l'investissement qui devraient être recouvrés après 12 mois sont classés dans les autres actifs.

Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de la période. Le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation tient compte de l'effet dilutif qu'aurait l'exercice d'instruments ou d'autres contrats visant l'émission d'actions ordinaires ou leur conversion en actions ordinaires à l'ouverture de la période ou à la date d'émission si elle est ultérieure, à moins que cela ait un effet antidilutif. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions. Cette méthode consiste à prendre en compte l'utilisation du produit qui pourrait être obtenu à l'exercice des options dans le calcul du résultat net dilué par action. Elle suppose que le produit servirait à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché de la période. Seules les options sur actions de la Société sont potentiellement dilutives pour les actions ordinaires.

Distribution de dividendes

Dans la période au cours de laquelle les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration, les dividendes sont comptabilisés en tant que passif dans les états financiers consolidés de la Société.

Aide gouvernementale

Les contributions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que les contributions seront reçues et que la Société respectera toutes les conditions qui s'y rattachent. L'aide gouvernementale liée à l'acquisition d'immobilisations incorporelles est portée en diminution du coût de l'actif connexe, tandis que celle liée aux charges courantes est portée en diminution des charges connexes.

La Société bénéficie de crédits d'impôt à l'investissement qui sont réputés équivalents à des contributions gouvernementales.

La Société reçoit des contributions d'Investissement Québec (IQ) relativement au *Projet Nouveaux marchés principaux* pour les frais engagés à l'égard des programmes de R-D. Elle a aussi reçu au cours d'exercices antérieurs des contributions d'Industrie Canada pour le *Projet Phoenix* aux termes du programme Partenariat technologique Canada (PTC) et des programmes d'IQ.

La Société doit verser des redevances au titre du *Projet Nouveaux marchés principaux* et du *Projet Phoenix*. L'obligation de verser des redevances est comptabilisée dans les obligations relatives aux redevances dès que l'aide gouvernementale est à recevoir et est déterminée selon les projections futures. L'obligation est actualisée au moyen des taux d'intérêt du marché en vigueur à cette date pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. La partie courante est prise en compte dans les charges à payer. L'écart entre les contributions gouvernementales et la valeur actualisée des obligations relatives aux redevances est comptabilisé en tant qu'aide gouvernementale et porté en diminution des charges connexes ou du coût de l'actif connexe.

La Société constate la participation du gouvernement du Canada au *Projet Falcon* et au *Projet Innover* à titre de dette à long terme portant intérêt. L'évaluation initiale du passif comptable est actualisée au moyen des taux d'intérêt alors en vigueur sur le marché pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actualisée est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses inscrites à l'actif.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs de même que sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont présentés ci-après. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à la date à laquelle le contrôle est obtenu. La contrepartie transférée de même que les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. Selon la complexité de ces évaluations, la Société consulte des experts indépendants ou calcule la juste valeur à l'interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation appliqué. La contrepartie éventuelle est comptabilisée à la juste valeur au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés fondés sur les produits des activités ordinaires attendus.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des calculs utilisant des estimations internes de la juste valeur diminuée des coûts de sortie (niveau 3) et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie sont tirés des projections approuvées par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances et font partie intégrante du plan stratégique qu'approuve le conseil d'administration de la Société chaque année. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'imposition. Les taux d'actualisation après impôt sont établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des unités génératrices de trésorerie respectives et entre 7,5 % et 14,0 %. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Le recours à la méthode de l'avancement des travaux oblige la Société à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du résultat sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite. Toutes

les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des avantages du personnel et sur le coût des régimes de retraite à prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note 14 pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés allant de 5 % à 9 % sur la période de remboursement. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant les taux moyens allant de 6 % à 8,5 % en fonction des modalités des instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 9,4 millions \$ (10,2 millions \$ en 2013) de l'obligation relative aux redevances au 31 mars 2014.

Paiements fondés sur des actions

La Société évalue le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie aux lois fiscales de divers territoires. Elle doit avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. La Société constitue une provision pour l'éventuel impôt à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que la Société dégage un bénéfice imposable duquel les pertes pourront être soustraites. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en ampleur, la capacité de la Société à utiliser des avantages fiscaux futurs.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11, *Partenariats*, en remplacement d'IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique, comme c'était auparavant le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. La Société utilisait auparavant la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais elle applique dorénavant la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme.

Selon la méthode de la mise en équivalence, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, l'état du résultat net et l'état du résultat global. De plus, le tableau consolidé des flux de trésorerie tient compte des flux de trésorerie entre la Société et ses coentreprises plutôt que de sa quote-part des flux de trésorerie des coentreprises. La Société a déterminé que le classement de ses partenariats n'a pas été modifié par l'adoption d'IFRS 11. Cette détermination tient compte de la structure des partenariats, de la forme juridique de toute entité distincte, des modalités contractuelles des accords et d'autres faits et circonstances.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*, afin d'exiger le calcul des intérêts nets au moyen de l'application du taux d'actualisation au passif net ou à l'actif net au titre des prestations définies et d'étoffer les exigences d'information. En conséquence, la Société détermine le montant net de la charge d'intérêts liée au passif net au titre des prestations définies, qu'elle

présente dans les charges financières. Les intérêts nets liés au passif net ou à l'actif au titre des prestations définies remplacent le coût financier lié à l'obligation au titre des prestations définies et le rendement prévu des actifs des régimes. La version modifiée d'IAS 19 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de la version modifiée de cette norme. Les nouvelles informations devant être présentées figurent à la note 14.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10, *États financiers consolidés*, en remplacement de SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, ainsi que d'une partie d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. IFRS 10 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. La Société a déterminé que l'adoption d'IFRS 10 n'a donné lieu à aucun changement de la situation de consolidation de ses filiales.

Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12, *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*. IFRS 12 exige la présentation d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 a été adoptée au 1^{er} avril 2013 conformément aux règles de transition de cette norme. Les nouvelles informations devant être présentées conformément à cette norme figurent aux présents états financiers consolidés annuels.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'élargit pas l'utilisation de la comptabilisation à la juste valeur, mais fournit des directives sur son application lorsqu'elle est déjà requise ou permise par les autres IFRS. IFRS 13 a été adoptée prospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. Outre la présentation de nouvelles informations à la note 29, l'adoption d'IFRS 13 n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1, *Présentation des états financiers*, afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications ont été adoptées au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. Les nouvelles informations devant être présentées sur les autres éléments du résultat global figurent à l'état consolidé du résultat global de la Société.

Instruments financiers : Informations à fournir

En décembre 2011, l'IASB a modifié les directives de compensation des actifs et des passifs d'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*. La modification exige la présentation d'informations additionnelles sur l'incidence réelle ou potentielle des accords de compensation liés à nos actifs et passifs financiers comptabilisés. Les modifications ont été adoptées rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme, et les nouvelles informations devant être présentées figurent à la note 29.

Immobilisations corporelles

Dans ses améliorations annuelles de 2011, l'IASB a modifié IAS 16, *Immobilisations corporelles*, en vue de préciser si certains actifs font partie des immobilisations corporelles ou des stocks. Cette modification précise que les pièces de rechange et le matériel d'entretien qui répondent à la définition des immobilisations corporelles ne sont pas classés dans les stocks. La modification apportée dans les améliorations annuelles de 2011 élimine la nécessité de classer dans les immobilisations corporelles les pièces de rechange et le matériel d'entretien utilisés au titre d'un seul élément d'immobilisation corporelle. Cette amélioration annuelle a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. La modification d'IAS 16 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Dépréciation d'actifs non financiers

En mai 2013, l'IASB a modifié les exigences d'information sur les actifs non financiers d'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*. Ces modifications éliminent le besoin d'inclure certaines informations sur le montant recouvrable des UGT qui avaient été ajoutées à IAS 36 par suite de la publication d'IFRS 13. L'adoption de cette norme n'est obligatoire qu'à compter du 1^{er} janvier 2014, mais la Société a toutefois choisi de l'adopter au 1^{er} avril 2013.

Les tableaux suivants résument les ajustements apportés à l'état consolidé de la situation financière de la Société au 1^{er} avril 2012 et au 31 mars 2013 ainsi qu'à son état consolidé du résultat net, à son état consolidé du résultat global et à son tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2013 par suite de ces changements touchant les méthodes comptables.

Rapprochement sommaire de la situation financière

(montants en millions)	31 mars 2013	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	31 mars 2013 Retraité	1 ^{er} avril 2012	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	1 ^{er} avril 2012 Retraité
Actif								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2 \$	(33,2) \$	- \$	260,0 \$	287,3 \$	(32,6) \$	- \$	254,7 \$
Total de l'actif courant, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 040,6	7,0	-	1 047,6	860,8	0,1	-	860,9
Immobilisations corporelles	1 498,6	(355,8)	-	1 142,8	1 293,7	(300,5)	-	993,2
Participations mises en équivalence	-	196,9	-	196,9	-	172,9	-	172,9
Autres actifs non courants	1 046,3	(2,3)	-	1 044,0	741,9	5,3	-	747,2
Total de l'actif	3 878,7 \$	(187,4) \$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8) \$	- \$	3 028,9 \$
Passif et capitaux propres								
Total du passif courant	1 002,8 \$	(96,4) \$	- \$	906,4 \$	883,4 \$	(57,6) \$	- \$	825,8 \$
Provisions	8,3	(0,4)	-	7,9	6,0	(0,5)	-	5,5
Dette à long terme	1 097,0	(94,2)	-	1 002,8	685,6	(97,2)	-	588,4
Obligations relatives aux redevances	160,6	-	-	160,6	161,6	-	-	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel	136,1	-	-	136,1	114,2	-	0,1	114,3
Autres passifs non courants	339,4	(8,3)	-	331,1	290,7	(8,8)	-	281,9
Total du passif	2 744,2 \$	(199,3) \$	- \$	2 544,9 \$	2 141,5 \$	(164,1) \$	0,1 \$	1 977,5 \$
Capitaux propres								
Capital-actions	471,7 \$	- \$	- \$	471,7 \$	454,5 \$	- \$	- \$	454,5 \$
Surplus d'apport	21,9	-	-	21,9	19,2	-	-	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global	(16,6)	4,6	-	(12,0)	(9,8)	3,8	-	(6,0)
Résultats non distribués	625,7	7,3	-	633,0	558,0	5,5	(0,1)	563,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 102,7 \$	11,9 \$	- \$	1 114,6 \$	1 021,9 \$	9,3 \$	(0,1) \$	1 031,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	31,8	-	-	31,8	20,3	-	-	20,3
Total des capitaux propres	1 134,5 \$	11,9 \$	- \$	1 146,4 \$	1 042,2 \$	9,3 \$	(0,1) \$	1 051,4 \$
Total du passif et des capitaux propres	3 878,7 \$	(187,4) \$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8) \$	- \$	3 028,9 \$

Rapprochement du résultat net

<i>Exercice clos le 31 mars 2013 (en millions, sauf les montants par action)</i>	Tel que publié antérieurement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Produits des activités ordinaires	2 104,5 \$	(69,3) \$	- \$	2 035,2 \$
Coût des ventes	1 482,8	(31,8)	(0,6)	1 450,4
Marge brute	621,7 \$	(37,5) \$	0,6 \$	584,8 \$
Frais de recherche et développement	60,6	(0,5)	-	60,1
Frais de vente, généraux et d'administration	269,9	(5,6)	0,2	264,5
Autres profits – montant net	(23,4)	1,0	-	(22,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	-	(20,1)	-	(20,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	68,9	(0,2)	-	68,7
Résultat opérationnel	245,7 \$	(12,1) \$	0,4 \$	234,0 \$
Produits financiers	(7,3)	(2,1)	-	(9,4)
Charges financières	75,5	(6,1)	5,1	74,5
Charges financières – montant net	68,2 \$	(8,2) \$	5,1 \$	65,1 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	177,5 \$	(3,9) \$	(4,7) \$	168,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	35,1	(5,7)	(1,2)	28,2
Résultat net	142,4 \$	1,8 \$	(3,5) \$	140,7 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	139,4 \$	1,8 \$	(3,5) \$	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	-	-	3,0
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	0,54 \$	- \$	(0,01) \$	0,53 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	259,0	-	-	259,0
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)	259,4	-	-	259,4

Rapprochement sommaire du résultat global

<i>Exercice clos le 31 mars 2013 (montants en millions)</i>	Tel que publié antérieurement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Résultat net	142,4 \$	1,8 \$	(3,5) \$	140,7 \$
Différences de conversion	2,5 \$	- \$	- \$	2,5 \$
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie	(9,2)	0,8	-	(8,4)
Pertes actuarielles liées aux régimes à prestations définies	(22,5)	-	3,6	(18,9)
Autres éléments du résultat global	(29,2) \$	0,8 \$	3,6 \$	(24,8) \$
Résultat global total	113,2 \$	2,6 \$	0,1 \$	115,9 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	110,1 \$	2,6 \$	0,1 \$	112,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,1	-	-	3,1
	113,2 \$	2,6 \$	0,1 \$	115,9 \$

Rapprochement sommaire du tableau des flux de trésorerie

<i>Exercice clos le 31 mars 2013 (montants en millions)</i>	Tel que publié antérieurement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	204,1 \$	(49,6) \$	- \$	154,5 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(504,9)	71,2	-	(433,7)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	306,7	(22,2)	-	284,5

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société***Instruments financiers***

En octobre 2010, l'IASB a publié IFRS 9, *Instruments financiers*, première partie d'un projet à trois volets de remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La première partie porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. L'IASB songe à apporter des modifications mineures à cette partie, y compris l'introduction d'une catégorie « instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global », laquelle serait fondée sur le modèle d'affaires de l'entité. En novembre 2013, l'IASB a publié la partie portant sur la comptabilité de couverture, qui introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que des obligations d'information connexes sur l'activité de gestion des risques. La troisième partie du projet, qui portera sur la dépréciation d'actifs financiers, est toujours en cours d'élaboration.

La première partie d'IFRS 9 remplace les multiples règles d'IAS 39 par une nouvelle approche permettant de déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en fonction de la manière dont une société gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 ont été reprises d'IFRS 9; la portion des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité, lors de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, sera toutefois présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'à l'état consolidé du résultat net. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte substantielle de la comptabilité de couverture qui permettra aux sociétés de mieux refléter leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'IASB a supprimé la date d'entrée en vigueur obligatoire initialement établie pour IFRS 9, qui devait s'appliquer aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. Une nouvelle date sera déterminée une fois le projet plus avancé, mais l'application anticipée est toutefois autorisée. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En juin 2013, l'IASB a modifié IAS 39 de manière à alléger les règles d'abandon de la comptabilité de couverture lorsque la novation d'un dérivé désigné comme un instrument de couverture satisfait à certains critères. Cette modification s'appliquera pour l'exercice de la Société ouvert le 1^{er} avril 2014. Un allègement similaire sera inclus à IFRS 9.

Avantages du personnel

En novembre 2013, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*. Cette modification simplifie la comptabilisation des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies qui ne dépendent pas du nombre d'années de service du salarié, par exemple les cotisations salariales qui correspondent à un pourcentage fixe du salaire. La modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, et son application anticipée est autorisée. La Société évalue actuellement l'incidence de la modification sur ses états financiers consolidés.

NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Pour l'exercice, la Société a versé un montant de 3,8 millions \$ dans le cadre de regroupements d'entreprises, dont une tranche de 0,8 million \$ au titre du paiement d'une contrepartie éventuelle exigible dans le cadre d'une acquisition antérieure, une tranche de 2,9 millions \$ (2,1 millions €) au titre du paiement du solde du coût d'achat d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à.r.l. (OAA) conclue en mai 2012 et une tranche de 0,1 million \$ au titre de l'acquisition des actifs de RW Consulting and Training Services LTD (RWCTS), un fournisseur de services de formation et de consultation dans le secteur des mines. Le coût d'achat transféré au titre de l'acquisition des actifs de RWCTS totalise 0,4 million \$, dont une contrepartie éventuelle de 0,3 million \$.

NOTE 4 – CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients sont portées à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont le recouvrement est incertain. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de recouvrer des sommes à recevoir, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les créances clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les créances clients se présentent comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Créances clients courantes	178,4 \$	144,5 \$
Créances clients en souffrance		
1-30 jours	43,3	37,7
31-60 jours	17,2	15,5
61-90 jours	14,0	14,5
Plus de 90 jours	55,5	44,2
Provision pour créances douteuses	(13,8)	(9,8)
Total des créances clients	294,6 \$	246,6 \$
Créances clients non facturées	84,4	67,7
Montants à recevoir de parties liées (note 33)	30,1	49,9
Autres créances clients	44,8	37,2
Total des créances clients	453,9 \$	401,4 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de l'exercice	(9,8) \$	(7,0) \$
Ajouts	(5,6)	(6,8)
Sorties	1,0	2,3
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	1,6	1,4
Écarts de change	(1,0)	0,3
Provision pour créances douteuses à la clôture de l'exercice	(13,8) \$	(9,8) \$

NOTE 5 – STOCKS

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Travaux en cours	129,7 \$	103,1 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	89,8	73,1
	219,5 \$	176,2 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Travaux en cours	79,3 \$	64,8 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	69,7	40,7
	149,0 \$	105,5 \$

Des baisses de valeur des stocks, après déduction des reprises, d'un montant de 0,4 million \$ ont été subies en 2014 (reprise nette de 0,2 million \$ en 2013).

NOTE 6 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(montants en millions)</i>	Terrains	Immeubles et amélio- rations	Simu- lateurs	Matériel et outillage	Avions et moteurs d'avion	Actifs visés par des contrats de location- financement	Actifs en cons- truction	Total
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	26,3 \$	161,2 \$	535,1 \$	54,7 \$	7,2 \$	115,0 \$	93,7 \$	993,2 \$
Ajouts	-	17,9	11,8	4,2	0,3	-	62,5	96,7
Acquisition de filiales	-	11,7	91,1	2,9	12,8	32,6	-	151,1
Acquisition d'actifs visés par des contrats de location- financement	-	-	-	-	-	5,0	-	5,0
Cessions	-	(1,0)	(5,1)	-	(0,1)	-	(0,3)	(6,5)
Dotation aux amortissements	-	(12,0)	(49,3)	(12,3)	(1,5)	(18,8)	-	(93,9)
Transferts et autres	-	(0,3)	54,0	(1,6)	(2,4)	(7,6)	(48,2)	(6,1)
Écarts de change	(0,3)	(1,0)	(0,5)	(0,5)	0,2	3,6	1,8	3,3
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	26,0 \$	176,5 \$	637,1 \$	47,4 \$	16,5 \$	129,8 \$	109,5 \$	1 142,8 \$
Ajouts	-	13,7	6,5	13,3	4,0	-	119,9	157,4
Acquisition d'actifs visés par des contrats de location- financement	-	-	-	-	-	33,4	-	33,4
Cessions	(2,2)	(2,5)	(2,9)	-	(2,2)	-	-	(9,8)
Dotation aux amortissements	-	(14,6)	(51,0)	(15,3)	(2,2)	(16,4)	-	(99,5)
Perte de valeur (note 20)	-	(0,6)	-	-	-	-	-	(0,6)
Transferts et autres	-	4,6	72,0	3,6	(0,1)	(2,1)	(78,5)	(0,5)
Écarts de change	2,7	15,1	77,9	3,4	0,8	12,9	5,2	118,0
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	26,5 \$	192,2 \$	739,6 \$	52,4 \$	16,8 \$	157,6 \$	156,1 \$	1 341,2 \$

<i>(montants en millions)</i>	Terrain s	Immeubles et amélio- rations	Simu- lateurs	Matériel et outillage	Avions et moteurs d'avion	Actifs visés par des contrats de location- financement	Actifs en cons- truction	Total
Coût	26,0 \$	302,1 \$	847,9 \$	197,6 \$	24,8 \$	269,0 \$	109,5 \$	1 776,9 \$
Cumul des amortissements	-	(125,6)	(210,8)	(150,2)	(8,3)	(139,2)	-	(634,1)
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	26,0 \$	176,5 \$	637,1 \$	47,4 \$	16,5 \$	129,8 \$	109,5 \$	1 142,8 \$
Coût	26,5 \$	336,4 \$	1 013,3 \$	224,8 \$	23,7 \$	261,3 \$	156,1 \$	2 042,1 \$
Cumul des amortissements	-	(144,2)	(273,7)	(172,4)	(6,9)	(103,7)	-	(700,9)
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	26,5 \$	192,2 \$	739,6 \$	52,4 \$	16,8 \$	157,6 \$	156,1 \$	1 341,2 \$

Au 31 mars 2014, la période d'amortissement résiduelle moyenne des simulateurs de vol était de 11,5 années (12,0 années en 2013).

Au 31 mars 2014, les emprunts bancaires étaient garantis par des immobilisations corporelles d'une valeur de 13,0 millions \$ (10,0 millions \$ en 2013).

Au 31 mars 2014, la valeur comptable nette des simulateurs loués à des tiers s'établissait à 23,4 millions \$ (22,3 millions \$ en 2013).

Les actifs visés par des contrats de location-financement, dont la durée varie entre 2 et 21 ans, comprenaient des simulateurs, des immeubles ainsi que du matériel et outillage, comme suit :

(montants en millions)	2014	2013
Simulateurs		
Coût	223,5 \$	234,2 \$
Cumul des amortissements	(89,1)	(127,4)
Valeur comptable nette	134,4 \$	106,8 \$
Immeubles		
Coût	37,2 \$	34,2 \$
Cumul des amortissements	(14,0)	(11,2)
Valeur comptable nette	23,2 \$	23,0 \$
Matériel et outillage		
Coût	0,6 \$	0,6 \$
Cumul des amortissements	(0,6)	(0,6)
Valeur comptable nette	- \$	- \$
Valeur comptable nette totale	157,6 \$	129,8 \$

NOTE 7 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(montants en millions)	Goodwill (note 20)	Frais de développement inscrits à l'actif	Relations avec des clients	ERP et autres logiciels	Technologies	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	298,1 \$	71,0 \$	56,8 \$	57,1 \$	27,7 \$	17,2 \$	527,9 \$
Ajouts – développement à l'interne	-	49,6	-	19,2	-	-	68,8
Ajouts – acquisition distincte	-	-	6,2	-	-	-	6,2
Acquisition de filiales	149,8	0,8	63,7	1,1	0,8	17,6	233,8
Dotation aux amortissements	-	(8,9)	(12,5)	(9,4)	(3,9)	(3,2)	(37,9)
Transferts et autres	-	(8,1)	0,8	(2,6)	-	-	(9,9)
Écarts de change	4,1	0,1	1,0	-	0,1	0,2	5,5
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	452,0 \$	104,5 \$	116,0 \$	65,4 \$	24,7 \$	31,8 \$	794,4 \$
Ajouts – développement à l'interne	-	48,1	-	13,6	-	-	61,7
Ajouts – acquisition distincte	-	-	2,9	-	-	0,1	3,0
Acquisition de filiales	0,3	-	-	-	-	-	0,3
Dotation aux amortissements	-	(12,2)	(14,5)	(12,8)	(4,0)	(3,5)	(47,0)
Transferts et autres	-	(7,9)	-	(2,4)	-	0,3	(10,0)
Écarts de change	50,2	1,5	10,7	0,6	1,8	3,5	68,3
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	502,5 \$	134,0 \$	115,1 \$	64,4 \$	22,5 \$	32,2 \$	870,7 \$

(montants en millions)	Goodwill	Frais de développement inscrits à l'actif	Relations avec des clients	ERP et autres logiciels	Technologies	Autres immobilisations incorporelles	Total
Coût	452,0 \$	145,7 \$	146,8 \$	117,5 \$	41,9 \$	50,3 \$	954,2 \$
Cumul des amortissements	-	(41,2)	(30,8)	(52,1)	(17,2)	(18,5)	(159,8)
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	452,0 \$	104,5 \$	116,0 \$	65,4 \$	24,7 \$	31,8 \$	794,4 \$
Coût	502,5 \$	187,8 \$	163,9 \$	130,5 \$	44,8 \$	55,7 \$	1 085,2 \$
Cumul des amortissements	-	(53,8)	(48,8)	(66,1)	(22,3)	(23,5)	(214,5)
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	502,5 \$	134,0 \$	115,1 \$	64,4 \$	22,5 \$	32,2 \$	870,7 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, une dotation aux amortissements a été comptabilisée dans le coût des ventes à hauteur de 34,8 millions \$ (28,6 millions \$ en 2013), dans les frais de recherche et développement à hauteur de 10,6 millions \$ (7,8 millions \$ en 2013) et dans les frais de vente, généraux et d'administration à hauteur de 1,6 million \$ (1,5 million \$ en 2013); un montant de néant (néant en 2013) a été inscrit à l'actif.

Au 31 mars 2014, la période d'amortissement résiduelle moyenne des frais de développement inscrits à l'actif était de 5,5 années (5,0 années en 2013).

Les colonnes « Frais de développement inscrits à l'actif » et « ERP et autres logiciels » comprennent essentiellement des immobilisations incorporelles générées en interne.

La Société n'a pas d'autres immobilisations incorporelles à durée indéterminée que le goodwill.

NOTE 8 – AUTRES ACTIFS

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Liquidités soumises à restrictions	24,1 \$	4,1 \$
Loyers payés d'avance à un placement de portefeuille	78,6	77,5
Investissement dans un placement de portefeuille	1,5	1,3
Acomptes consentis à un placement de portefeuille	50,2	33,9
Frais de financement différés ¹⁾	3,8	4,2
Créances non courantes	87,7	80,8
Crédits d'impôt à l'investissement	138,1	-
Autres ¹⁾	16,1	10,1
	400,1 \$	211,9 \$

¹⁾ La dotation aux amortissements connexes des frais de financement différés pour l'exercice s'est établie à 0,7 million \$ (0,8 million \$ en 2013). La dotation aux amortissements connexes des autres éléments pour l'exercice s'est établie à 0,4 million \$ (0,9 million \$ en 2013).

Montants à recevoir au titre de contrats de location-financement

La valeur actualisée des montants minimaux futurs à recevoir au titre de la location, qui sont pris en compte dans les créances courantes et non courantes, s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Investissement brut dans des contrats de location-financement	97,6 \$	65,4 \$
Déduire : produits financiers non gagnés	40,8	25,0
Déduire : valeurs résiduelles non garanties actualisées des actifs loués	0,9	0,5
Valeur actualisée des montants minimaux futurs à recevoir au titre de la location	55,9 \$	39,9 \$

Les montants minimaux futurs à recevoir au titre des investissements dans des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	2014		2013	
	Inves- tissement brut	Valeur actualisée des paiement s minimaux futurs au titre de la location	Inves- tissement brut	Valeur actualisée des paiement s minimaux futurs au titre de la location
Un an ou moins	3,0 \$	2,1 \$	2,7 \$	1,8 \$
Plus de un an, mais au plus cinq ans	17,6	7,8	11,5	5,3
Plus de cinq ans	77,0	46,0	51,2	32,8
	97,6 \$	55,9 \$	65,4 \$	39,9 \$

NOTE 9 – DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Dettes fournisseurs	288,1 \$	268,7 \$
Charges à payer	255,1	234,7
Montants à payer à des parties liées (note 33)	16,3	25,3
Produits différés	117,3	101,9
Partie courante des obligations relatives aux redevances	8,2	13,6
	685,0 \$	644,2 \$

NOTE 10 – CONTRATS EN COURS

Les montants inscrits à l'état consolidé de la situation financière correspondent, pour chaque contrat de construction, au montant total des coûts engagés majoré des profits (diminué des pertes) comptabilisés, moins la facturation intermédiaire et les montants vendus.

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Contrats en cours : actifs	256,4 \$	265,6 \$
Contrats en cours : passifs	(167,4)	(122,3)
Contrats en cours : actif net	89,0 \$	143,3 \$

Ces montants se ventilent comme suit :

(montants en millions)	2014	2013
Montant total des coûts engagés majoré des profits (diminué des pertes) comptabilisés à ce jour	3 128,8 \$	3 094,4 \$
Déduire : facturation intermédiaire	3 035,6	2 948,0
Déduire : montants vendus	4,2	3,1
Contrats en cours : actif net	89,0 \$	143,3 \$

Les acomptes de clients au titre de contrats de construction dont les travaux ne sont pas encore en cours totalisaient 31,7 millions \$ au 31 mars 2014 (1,6 million \$ en 2013).

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction comptabilisés pour l'exercice 2014 ont totalisé 763,4 millions \$ (822,3 millions \$ en 2013).

NOTE 11 – PROVISIONS

Remise en état des lieux et enlèvement de simulateurs

Dans certains cas, des simulateurs sont installés dans des emplacements qui n'appartiennent pas à la Société, et celle-ci a parfois une obligation de démantèlement et d'enlèvement des simulateurs ainsi que de remise en état des lieux. Une provision est constituée à l'égard de la valeur actualisée des coûts estimatifs qui seront nécessaires au démantèlement et à l'enlèvement des simulateurs de même qu'à la remise en état des lieux. La provision comprend également des montants liés aux terrains et aux immeubles loués lorsque l'engagement de coûts de remise en état à la fin de la période de location est prévu par contrat. Si ces coûts sont consécutifs à des dépenses d'investissement en immobilisations au titre de l'actif loué, les coûts de remise en état des lieux sont également inscrits à l'actif.

Restructuration

Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et autres frais connexes.

Réclamations en justice

Ce montant représente une provision constituée à l'égard de certaines réclamations en justice déposées contre la Société. La dotation à la provision est comptabilisée au poste *Frais de vente, généraux et d'administration* de l'état consolidé du résultat net. La meilleure estimation de la direction est que l'issue de ces réclamations en justice ne se traduira pas par une perte significative en sus du montant de la provision au 31 mars 2014.

Garanties

Une provision est constituée à l'égard des réclamations prévues au titre des garanties couvrant les produits vendus au cours des deux dernières années, en fonction de l'expérience passée en matière de réparations et de retours. La Société s'attend à ce que ces coûts soient engagés en majorité à l'exercice suivant. Les hypothèses ayant servi au calcul de la provision pour garanties sont fondées sur le niveau actuel des ventes et sur les informations disponibles quant aux retours en fonction de la période de garantie des produits vendus.

Les modifications apportées aux provisions sont présentées ci-après :

(montants en millions)	Remise en état des lieux et enlèvement de simulateurs	Restructu- ration (note 22)	Récla- mations en justice	Garanties	Contrepartie éventuelle découlant des regroup- ements d'entreprises	Autres provisions	Total
Total des provisions à l'ouverture de l'exercice	4,0 \$	27,9 \$	5,2 \$	8,4 \$	3,5 \$	7,9 \$	56,9 \$
Ajouts, y compris les augmentations des provisions existantes	0,1	-	-	9,2	0,3	10,3	19,9
Montants utilisés	-	(16,7)	(0,8)	(11,7)	(0,8)	(9,3)	(39,3)
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	(0,4)	-	(3,8)	(0,1)	(0,4)	(1,4)	(6,1)
Variations du montant actualisé	-	-	-	-	0,2	-	0,2
Écarts de change	0,6	1,9	0,2	-	0,1	0,6	3,4
Total des provisions à la clôture de l'exercice	4,3 \$	13,1 \$	0,8 \$	5,8 \$	2,9 \$	8,1 \$	35,0 \$
Déduire : partie courante	0,4	13,1	0,4	5,8	0,8	8,1	28,6
Partie non courante	3,9 \$	- \$	0,4 \$	- \$	2,1 \$	- \$	6,4 \$

NOTE 12 – FACILITÉS D'EMPRUNT

Le tableau qui suit présente la dette à long terme, déduction faite des coûts de transactions :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Total de la dette avec recours	1 130,3 \$	1 067,6 \$
Total de la dette sans recours ¹⁾	38,2	5,8
Total de la dette à long terme	1 168,5 \$	1 073,4 \$
Déduire :		
Partie courante de la dette à long terme	23,8	43,7
Partie courante des contrats de location-financement	26,8	26,9
	1 117,9 \$	1 002,8 \$

¹⁾ La dette sans recours est une dette d'une filiale, pour laquelle le recours est limité à l'actif, aux capitaux propres, à la participation et à l'engagement de cette filiale et non à ceux de CAE inc.

La dette avec recours se détaille comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
i) Billets de premier rang (125,0 \$ et 225,0 \$ US échéant entre décembre 2019 et décembre 2027), taux d'intérêt variable fondé sur le taux des acceptations bancaires majoré d'une marge pour une tranche de 50,0 millions \$; taux d'intérêt allant de 3,59 % à 4,15 % pour les montants restants de 75,0 \$ et de 225,0 \$ US	373,7 \$	353,5 \$
ii) Billets de premier rang (15,0 \$ et 45,0 \$ US échéant en juin 2016 et 60,0 \$ US échéant en juin 2019), versements semestriels d'intérêt en juin et en décembre au taux fusionné moyen de 7,15 %	128,6	119,0
iii) Billets de premier rang (100,0 \$ US échéant en août 2021 et 50,0 \$ US échéant en août 2026), versements semestriels d'intérêt en août et en février au taux fusionné moyen de 4,47 %	165,8	152,3
iv) Facilités de crédit à terme non garanties renouvelables échéant en octobre 2018 (550,0 \$ US)	54,3	67,5
v) Obligations au titre des contrats de location-financement, échéant à diverses dates entre mai 2014 et octobre 2036, taux d'intérêt variant de 2,75 % à 10,69 %	159,2	142,5
vi) Emprunt à terme échéant en juin 2014 (encours de 1,5 \$ US et de 0,7 £ au 31 mars 2014 et de 7,7 \$ US et de 3,2 £ au 31 mars 2013)	2,8	12,4
Emprunt à terme échéant en juin 2018 (encours de 43,2 \$ US et de 8,5 £ au 31 mars 2014 et de 43,2 \$ US et de 8,5 £ au 31 mars 2013)	61,7	55,2
Le taux combiné du coupon pour la dette après swap se situe à 7,98 % (6,92 % en 2013)		
vii) Obligation de R-D d'un organisme gouvernemental échéant en juillet 2029	139,1	97,5
viii) Obligation de R-D d'un organisme gouvernemental échéant en juillet 2035	1,3	-
ix) Emprunt à terme échéant en janvier 2020 (encours de 3,6 € au 31 mars 2014 et de 4,4 € au 31 mars 2013), taux d'intérêt variable fondé sur le TIBEUR majoré d'une marge	5,3	5,5
x) Facilité de crédit échéant en janvier 2015 (encours de 1,4 \$ et de 294,2 roupies indiennes au 31 mars 2014 et de 2,2 \$ et de 349,2 roupies indiennes au 31 mars 2013), portant intérêt sur la base des taux d'intérêt variables en Inde en vigueur au moment de chaque prélèvement	6,8	8,7
xi) Emprunt à terme échéant en octobre 2022 (encours de 13,7 \$ US au 31 mars 2014 et de 15,4 \$ US au 31 mars 2013), portant intérêt à un taux fixe de 4,14 %	15,1	15,6
xii) Autres dettes, échéant à diverses dates entre juin 2014 et mars 2024, taux d'intérêt moyen d'environ 2,53 %	16,6	37,9
Total de la dette avec recours, montant net	1 130,3 \$	1 067,6 \$

- i) Représente des billets de premier rang non garantis de 125,0 millions \$ et de 225,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé.
- ii) Représente des billets de premier rang non garantis de 15,0 millions \$ et de 105,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé.
- iii) Représente des billets de premier rang non garantis de 150,0 millions \$ US émis dans le cadre d'un placement privé.
- iv) Représente des facilités de crédit à terme non garanties renouvelables venant à échéance en octobre 2018. Le montant disponible aux termes des facilités s'établit à 550,0 millions \$ US, et les facilités offrent la possibilité de porter le montant total à 850,0 millions \$ US sous réserve du consentement du prêteur. La facilité est assortie de clauses qui exigent un ratio de couverture des charges fixes minimal et un ratio de couverture de la dette maximal. Le taux d'intérêt applicable de cette facilité de crédit à terme renouvelable est au gré de la Société, au taux préférentiel, aux taux des acceptations bancaires ou au taux LIBOR majoré d'une marge qui dépend de la notation attribuée par Standard & Poor's Rating Services.

- v) Ces contrats de location-financement se rapportent à la location de divers immeubles, simulateurs, matériel et outillage.

En septembre 2013 et en octobre 2013, nous avons conclu divers contrats de location-financement visant la location de simulateurs aux États-Unis. Ces transactions représentent une obligation au titre des contrats de location-financement de 34,2 millions \$ au 31 mars 2014.

- vi) Représente un financement de premier rang pour deux centres de formation pour l'aviation civile. La tranche A est remboursée par versements trimestriels de capital et d'intérêt tandis que la tranche B fera l'objet d'un amortissement trimestriel à compter de juillet 2014.
- vii) Représente une obligation à long terme portant intérêt avec le gouvernement du Canada relative au *Projet Falcon*, un programme de R-D qui a pris fin à la clôture de l'exercice 2014, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. Le montant total constaté à la clôture de l'exercice 2014 s'est établi à 250,0 millions \$ (200,8 millions \$ en 2013) (voir la note 1). La valeur actualisée de la dette comptabilisée était de 139,1 millions \$ au 31 mars 2014 (97,5 millions \$ en 2013).
- viii) À l'exercice 2014, la Société a conclu une obligation à long terme portant intérêt avec le gouvernement du Canada relative au *Projet Innovator*, un programme de R-D qui s'échelonne sur cinq ans et demi, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. Le montant comptabilisé à l'exercice 2014 a totalisé 2,7 millions \$. La valeur actualisée de la dette comptabilisée s'établissait à 1,3 million \$ au 31 mars 2014.
- ix) Représente une convention d'emprunt de 5,3 millions \$ (3,6 millions €) [5,7 millions \$ (4,4 millions €) en 2013] aux fins du financement d'une filiale de la Société.
- x) Représente une facilité de financement visant certaines des activités de la Société en Inde. La facilité de financement comprend un emprunt à terme pouvant atteindre 8,6 millions \$ (470,0 millions de roupies indiennes) et des facilités de fonds de roulement pouvant atteindre 2,3 millions \$ (125,0 millions de roupies indiennes). Les prélèvements peuvent être effectués en roupies indiennes ou dans toute autre monnaie importante qui est acceptable pour le prêteur.
- xi) Représente un emprunt à terme échéant en octobre 2022 en vue du financement de simulateurs.
- xii) Les autres dettes comprennent une facilité non garantie assurant le financement des coûts de mise en place du système ERP. La facilité sera remboursée au moyen de versements mensuels sur sept ans à compter de la fin du premier mois suivant chaque prélèvement trimestriel. Les autres dettes comprennent également des obligations en soutien desquelles des lettres de crédit au montant de l'encours des prêts ont été émises, soit 11,0 millions \$ US (30,8 millions \$ US en 2013). Le taux d'intérêt combiné de ces obligations s'établit à 1,79 % (2,15 % en 2013).

La dette sans recours se détaille comme suit :

(montants en millions)		2014	2013
i)	Emprunt à terme garanti de 12,7 £ échéant en octobre 2016 (encours de 1,1 £ au 31 mars 2014 et de 1,3 £ au 31 mars 2013), taux d'intérêt au taux LIBOR majoré de 1,05 %	1,9 \$	2,1 \$
ii)	Emprunt à terme garanti de 48,0 \$ US échéant en mars 2028 (encours de 33,1 \$ US au 31 mars 2014 et de 33,1 \$ US au 31 mars 2013), taux d'intérêt au taux LIBOR majoré de 2,50 %	36,3	3,7
Total de la dette sans recours, montant net		38,2 \$	5,8 \$

- i) La facilité de crédit servant à financer le programme MSH de la Société pour le ministère de la Défense du Royaume-Uni comporte un emprunt à terme qui est garanti par les actifs de la filiale et qui doit être remboursé semestriellement jusqu'en 2016. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt de 0,9 million £ au 31 mars 2014 (1,1 million £ au 31 mars 2013) au terme duquel le taux d'intérêt a été fixé à 6,31 %. La valeur comptable des actifs donnés en garantie de la facilité de crédit s'établissait à 85,2 millions £ au 31 mars 2014 (73,2 millions £ au 31 mars 2013).
- ii) Représente le financement garanti sans recours visant un emprunt à terme pour le financement de CAE Brunei Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd (MPTC). MPTC a également accès à un montant additionnel de 12,0 millions \$ US sous forme de lettres de crédit.

Les versements exigibles au cours des cinq prochains exercices en vertu des modalités de remboursement de la dette à long terme et de la valeur nominale des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

(montants en millions)	Dette à long terme	Contrats de location-financement	Total
2015	24,5 \$	26,8 \$	51,3 \$
2016	31,9	20,1	52,0
2017	98,2	13,7	111,9
2018	34,4	13,7	48,1
2019	75,9	11,5	87,4
Par la suite	749,1	73,4	822,5
Total des versements requis	1 014,0 \$	159,2 \$	1 173,2 \$
Déduire : coûts de transactions	(4,7)	-	(4,7)
	1 009,3 \$	159,2 \$	1 168,5 \$

Au 31 mars 2014, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

Engagements au titre de contrats de location-financement

La valeur actualisée des engagements futurs au titre des contrats de location-financement, qui sont pris en compte dans les facilités d'emprunt, s'établit comme suit :

(montants en millions)	2014	2013
Engagements futurs au titre des contrats de location-financement	228,1 \$	209,0 \$
Déduire : charges financières futures au titre des contrats de location-financement	61,1	59,2
Déduire : valeurs résiduelles garanties actualisées des actifs loués	7,8	7,3
Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location	159,2 \$	142,5 \$

Les montants minimaux futurs à payer au titre des engagements dans des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

(montants en millions)	2014		2013	
	Engagements futurs au titre des contrats de location- financement	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location	Engagements futurs au titre des contrats de location- financement	Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location
Un an ou moins	35,8 \$	26,8 \$	35,5 \$	26,9 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	85,4	59,0	77,8	54,2
Plus de cinq ans	106,9	73,4	95,7	61,4
	228,1 \$	159,2 \$	209,0 \$	142,5 \$

NOTE 13 – AIDE GOUVERNEMENTALE

La Société a conclu des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers partagent les coûts, en fonction des dépenses engagées par la Société, de certains programmes de R-D concernant la modélisation, la simulation et l'expertise en matière de services de formation.

Au cours de l'exercice 2009, la Société a annoncé le *Projet Falcon*, un programme de R-D d'une durée de cinq ans. L'objectif du *Projet Falcon* était de développer des technologies en matière de modélisation et de simulation de la Société, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter ses capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aéronautique et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au *Projet Falcon* au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité. Le *Projet Falcon* a pris fin le 31 mars 2014.

Au cours de l'exercice 2010, la Société a annoncé le *Projet Nouveaux marchés principaux*, un programme de R-D qui se poursuivra sur sept ans. L'objectif est de tirer parti du savoir-faire de la Société en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans les marchés des soins de santé et des mines. Le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec, a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

Au cours de l'exercice 2014, la Société a annoncé le *Projet Innover*, un programme de R-D qui s'échelonnait sur cinq ans et demi. L'objectif du *Projet Innover* est de développer et d'améliorer les technologies existantes de la Société en matière de modélisation et de simulation, d'en développer de nouvelles et de continuer à différencier sa gamme de services. Parallèlement, le gouvernement du Canada a convenu de participer au *Projet Innover* au moyen d'un investissement remboursable d'un maximum 250 millions \$ aux termes de l'ISAD.

Se reporter aux notes 1 et 12 pour plus de détails sur les obligations relatives aux redevances et à la dette.

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets *Falcon*, *Nouveaux marchés principaux* et *Innovet* sont présentés dans le tableau suivant :

(montants en millions)	2014	2013
Montant à recevoir à l'ouverture de l'exercice	5,8 \$	8,3 \$
Contributions	19,3	29,4
Paievements reçus	(20,1)	(31,9)
Montant à recevoir à la clôture de l'exercice	5,0 \$	5,8 \$

Information globale à l'égard des programmes

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

(montants en millions)	2014	2013
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :		
Projet Falcon	3,0 \$	6,4 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	3,4	3,7
Projet Innovet	0,9	-
Contributions créditées au résultat :		
Projet Falcon	10,0 \$	17,6 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	1,5	1,7
Projet Innovet	0,5	-
Total des contributions :		
Projet Falcon	13,0 \$	24,0 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	4,9	5,4
Projet Innovet	1,4	-

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 14 – OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Régimes à prestations définies

La Société offre deux régimes de retraite par capitalisation à prestations définies agréés au Canada (un aux salariés et l'autre aux dirigeants désignés) dans le cadre desquels les prestations versées sont établies en fonction du nombre d'années de service du participant et de son salaire moyen de fin de carrière. La Société offre également des régimes de retraite par capitalisation pour les salariés des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Norvège qui offrent des prestations en fonction de dispositions similaires.

Comme l'oblige la loi sur les retraites, les évaluations actuarielles de la Société sont réalisées par des sociétés indépendantes. Les cotisations annuelles de la Société, qui visent à capitaliser les prestations constituées au cours de l'exercice, les déficits liés aux exercices antérieurs et la situation financière des régimes, sont déterminées en fonction des évaluations actuarielles. Les lois sur les retraites applicables prévoient des exigences de capitalisation minimale.

De plus, la Société a mis en place des régimes non capitalisés au Canada, en Allemagne et en Norvège, offrant des prestations définies fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Ces régimes sans capitalisation sont l'unique obligation de la Société, et celle-ci n'est pas tenue d'en assurer la capitalisation. Toutefois, la Société a l'obligation de verser les prestations lorsque celles-ci deviennent exigibles. Au 31 mars 2014, les obligations au titre des régimes sans capitalisation à prestations définies s'élevaient à 66,0 millions \$ (59,7 millions \$ en 2013), et la Société avait émis des lettres de crédit totalisant 53,0 millions \$ (54,3 millions \$ en 2013) pour garantir ses obligations au titre du régime au Canada.

Les régimes par capitalisation sont des caisses administrées par des fiduciaires. Les actifs des régimes détenus en fiducie sont régis par les lois locales et les pratiques de chaque pays, comme l'est la nature de la relation entre la Société et les fiduciaires de même que leur composition. La responsabilité de la gouvernance des régimes, y compris les décisions de placement et les calendriers de cotisations, incombe conjointement à la Société et au conseil des fiduciaires.

À l'exercice 2014, la Société a temporairement modifié sa disposition de retraite anticipée. En conséquence, un coût des services passés de 1,0 million \$ a été comptabilisé à l'état consolidé du résultat net. À l'exercice 2013, conformément à un plan de restructuration, la Société a réduit son effectif et, par conséquent, comptabilisé un profit sur compression de 2,1 millions \$ et une perte sur règlement de 1,3 million \$.

À l'exercice 2013, dans le cadre de l'acquisition d'OAA, la Société a pris en charge deux régimes de retraite, ce qui s'est traduit par une hausse de 2,3 millions \$ des obligations au titre des prestations de retraite et de 1,7 million \$ des actifs des régimes.

Les obligations au titre des avantages du personnel s'établissent comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation	406,9 \$	377,7 \$
Juste valeur des actifs des régimes	357,4	301,3
Obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation – montant net	49,5	76,4
Obligations au titre des prestations définies des régimes sans capitalisation	66,0	59,7
Obligations au titre des avantages du personnel	115,5 \$	136,1 \$

Les variations des obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation et de la juste valeur des actifs des régimes sont les suivantes :

<i>(montants en millions)</i>	2014			2013		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations au titre des prestations de retraite à l'ouverture de l'exercice	330,9 \$	46,8 \$	377,7 \$	279,4 \$	41,0 \$	320,4 \$
Coût des services rendus durant l'exercice	17,8	1,7	19,5	13,6	1,6	15,2
Coût financier	14,0	1,8	15,8	13,3	1,7	15,0
Coût des services passés et règlements	1,0	-	1,0	(5,1)	-	(5,1)
Écart actuariel découlant de ce qui suit :						
Ajustements liés à l'expérience	5,8	(1,1)	4,7	9,2	(0,7)	8,5
Hypothèses économiques	(24,1)	0,5	(23,6)	28,0	2,4	30,4
Hypothèses démographiques	13,5	1,2	14,7	-	(0,4)	(0,4)
Cotisations salariales	5,1	0,3	5,4	3,6	0,3	3,9
Prestations de retraite versées	(14,2)	(1,0)	(15,2)	(11,1)	(0,6)	(11,7)
Regroupement d'entreprises	-	-	-	-	2,3	2,3
Écarts de change	-	6,9	6,9	-	(0,8)	(0,8)
Obligations au titre des prestations de retraite à la clôture de l'exercice	349,8 \$	57,1 \$	406,9 \$	330,9 \$	46,8 \$	377,7 \$
Juste valeur des actifs des régimes à l'ouverture de l'exercice	259,2 \$	42,1 \$	301,3 \$	228,6 \$	34,6 \$	263,2 \$
Produits d'intérêt	11,5	1,6	13,1	11,3	1,3	12,6
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des montants inclus dans les produits d'intérêt	14,4	(2,0)	12,4	9,2	3,4	12,6
Cotisations patronales	32,9	2,1	35,0	22,5	2,2	24,7
Cotisations salariales	5,1	0,3	5,4	3,6	0,3	3,9
Prestations de retraite versées	(14,2)	(1,0)	(15,2)	(11,1)	(0,6)	(11,7)
Règlements	-	-	-	(4,3)	-	(4,3)
Regroupement d'entreprises	-	-	-	-	1,7	1,7
Frais d'administration	(0,8)	(0,2)	(1,0)	(0,6)	-	(0,6)
Écarts de change	-	6,4	6,4	-	(0,8)	(0,8)
Juste valeur des actifs des régimes à la clôture de l'exercice	308,1 \$	49,3 \$	357,4 \$	259,2 \$	42,1 \$	301,3 \$

Le rendement réel des actifs des régimes a totalisé 25,5 millions \$ pour l'exercice 2014 (25,2 millions \$ en 2013).

Les variations des obligations au titre des prestations de retraite des régimes à prestations définies sans capitalisation s'établissent comme suit :

(montants en millions)	2014			2013		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations au titre des prestations de retraite à l'ouverture de l'exercice	49,2 \$	10,5 \$	59,7 \$	47,9 \$	9,2 \$	57,1 \$
Coût des services rendus durant l'exercice	2,1	0,2	2,3	2,3	0,1	2,4
Coût financier	2,1	0,4	2,5	2,3	0,4	2,7
Coût des services passés	0,1	-	0,1	0,6	-	0,6
Écart actuariel découlant de ce qui suit :						
Ajustements liés à l'expérience	1,1	(0,1)	1,0	(4,5)	(0,5)	(5,0)
Hypothèses économiques	(1,9)	0,5	(1,4)	3,1	2,0	5,1
Hypothèses démographiques	3,5	0,1	3,6	-	-	-
Prestations de retraite versées	(2,6)	(0,6)	(3,2)	(2,5)	(0,5)	(3,0)
Écarts de change	-	1,4	1,4	-	(0,2)	(0,2)
Obligations au titre des prestations de retraite à la clôture de l'exercice	53,6 \$	12,4 \$	66,0 \$	49,2 \$	10,5 \$	59,7 \$

La charge de retraite nette est présentée ci-après :

Exercices clos les 31 mars
(montants en millions)

	2014			2013		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Régimes par capitalisation						
Coût des services rendus durant l'exercice	17,8 \$	1,7 \$	19,5 \$	13,6 \$	1,6 \$	15,2 \$
Coût financier	14,0	1,8	15,8	13,3	1,7	15,0
Produits d'intérêt	(11,5)	(1,6)	(13,1)	(11,3)	(1,3)	(12,6)
Coût des services passés et règlements	1,0	-	1,0	(0,8)	-	(0,8)
Frais d'administration	0,8	0,2	1,0	0,6	-	0,6
Charge de retraite nette	22,1 \$	2,1 \$	24,2 \$	15,4 \$	2,0 \$	17,4 \$
Régimes sans capitalisation						
Coût des services rendus durant l'exercice	2,1 \$	0,2 \$	2,3 \$	2,3 \$	0,1 \$	2,4 \$
Coût financier	2,1	0,4	2,5	2,3	0,4	2,7
Coût des services passés	0,1	-	0,1	0,6	-	0,6
Charge de retraite nette	4,3 \$	0,6 \$	4,9 \$	5,2 \$	0,5 \$	5,7 \$
Total de la charge de retraite nette	26,4 \$	2,7 \$	29,1 \$	20,6 \$	2,5 \$	23,1 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, une charge de retraite a été comptabilisée dans le coût des ventes à hauteur de 10,8 millions \$ (7,3 millions \$ en 2013), dans les frais de recherche et développement à hauteur de 2,8 millions \$ (2,0 millions \$ en 2013), dans les frais de vente, généraux et d'administration à hauteur de 8,1 millions \$ (8,0 millions \$ en 2013) et dans les charges financières à hauteur de 5,2 millions \$ (5,1 millions \$ en 2013); un montant de 2,4 millions \$ (1,5 million \$ en 2013) a été inscrit à l'actif. Pour l'exercice 2014, le profit à la compression et au règlement de 0,2 million \$ (0,8 million \$ en 2013) a été pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Au 31 mars 2014, le cumul des pertes actuarielles nettes avant impôt sur le résultat porté aux autres éléments du résultat global s'établissait à 68,9 millions \$ (82,3 millions \$ en 2013).

Les principales catégories d'actif qui constituent la juste valeur des actifs des régimes sont présentées ci-après :

(montants en millions)	2014			2013		
	Cotés	Non cotés	Total	Cotés	Non cotés	Total
Régimes au Canada						
Fonds d'actions						
Canada	- \$	96,3 \$	96,3 \$	- \$	76,6 \$	76,6 \$
Étranger	-	90,3	90,3	-	86,7	86,7
Fonds d'obligations						
Gouvernement	-	91,9	91,9	-	71,0	71,0
Sociétés	-	26,2	26,2	-	22,3	22,3
Autres	-	0,3	0,3	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	3,1	3,1	-	2,6	2,6
Total des régimes au Canada	- \$	308,1 \$	308,1 \$	- \$	259,2 \$	259,2 \$
Régimes à l'étranger						
Titres de capitaux propres	13,9 \$	- \$	13,9 \$	11,5 \$	- \$	11,5 \$
Titres d'emprunt						
Gouvernement	0,7	-	0,7	0,5	-	0,5
Sociétés	31,1	-	31,1	26,9	-	26,9
Autres	0,4	-	0,4	0,3	-	0,3
Biens immobiliers	-	1,6	1,6	-	1,3	1,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	1,3	1,3	-	1,2	1,2
Autres	-	0,3	0,3	-	0,4	0,4
Total des régimes à l'étranger	46,1 \$	3,2 \$	49,3 \$	39,2 \$	2,9 \$	42,1 \$
Total des régimes	46,1 \$	311,3 \$	357,4 \$	39,2 \$	262,1 \$	301,3 \$

Aux 31 mars 2014 et 2013, les actifs des régimes de retraite ne comprenaient aucune action ordinaire de la Société.

Principales hypothèses (moyenne pondérée) :

	Au Canada		À l'étranger	
	2014	2013	2014	2013
Obligations au titre des prestations aux 31 mars :				
Taux d'actualisation	4,50 %	4,25 %	3,47 %	3,53 %
Taux de croissance des salaires	3,50 %	3,50 %	3,03 %	2,98 %
Charge de retraite nette pour les exercices clos les 31 mars :				
Taux d'actualisation	4,25 %	4,75 %	3,53 %	4,05 %
Taux de croissance des salaires	3,50 %	3,50 %	2,98 %	3,01 %

Les hypothèses en matière de mortalité future sont fondées sur des avis actuariels conformément aux statistiques publiées ainsi qu'aux tables de mortalité et à l'expérience dans chaque territoire. Les tables de mortalité utilisées et l'espérance de vie moyenne, en années, pour un participant âgé de 45 et de 65 ans sont présentées ci-après :

Au 31 mars 2014		Espérance de vie des participants au-delà de 65 ans			
(en années)	Table de mortalité	Homme âgé de 45 ans	Homme âgé de 65 ans	Femme âgée de 45 ans	Femme âgée de 65 ans
Canada	Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (salariés)	25,1	23,6	26,5	25,4
Canada	Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (cadres désignés)	26,5	25,1	27,1	26,1
Pays-Bas	AG2012-2062	23,3	21,6	24,4	23,4
Allemagne	Heubeck RT2005G	21,4	18,7	25,3	22,8
Norvège	K2013	21,8	20,4	25,2	23,2
Royaume-Uni	S1PA	24,2	22,4	26,7	24,7

Au 31 mars 2013
(en années)

Pays	Table de mortalité	Espérance de vie des participants au-delà de 65 ans			
		Homme âgé de 45 ans	Homme âgé de 65 ans	Femme âgée de 45 ans	Femme âgée de 65 ans
Canada	UP94	21,3	19,8	22,9	22,1
Pays-Bas	AG2012-2062	23,3	21,5	24,4	23,3
Allemagne	Heubeck RT2005G	21,3	18,6	25,2	22,7
Norvège	K2005	19,3	19,3	21,8	21,8
Royaume-Uni	S1PA	24,3	22,0	27,0	24,6

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies est de 18,1 années.

Le tableau suivant résume l'incidence d'une variation de 0,25 % des principales hypothèses au 31 mars 2014 sur l'obligation au titre des prestations définies :

(montants en millions)	Régimes par capitalisation		Régimes sans capitalisation		Total
	Au Canada	À l'étranger	Au Canada	À l'étranger	
Taux d'actualisation :					
Hausse	(15,4) \$	(2,5) \$	(1,8) \$	(0,4) \$	(20,1) \$
Baisse	16,5	2,9	1,9	0,4	21,7
Taux de rémunération :					
Hausse	5,6	0,4	0,3	-	6,3
Baisse	(5,5)	(0,4)	(0,3)	-	(6,2)

Du fait de ses régimes à prestations définies, la Société est exposée à divers risques, les plus importants étant l'exposition à la volatilité des actifs, aux variations des rendements obligataires et à l'évolution de l'espérance de vie. Les passifs des régimes sont évalués au moyen d'un taux d'actualisation fondé sur les rendements des obligations de sociétés; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ces rendements de référence, il y a déficit. La baisse des rendements des obligations de sociétés donne lieu à une hausse des passifs des régimes, celle-ci étant néanmoins annulée en partie par la hausse de la valeur du portefeuille obligataire des régimes. Les obligations des régimes sont de fournir des prestations pour la vie des participants; en conséquence, la hausse de l'espérance de vie se traduira par une augmentation des passifs des régimes.

Les cotisations reflètent les hypothèses actuarielles à l'égard des rendements futurs des placements, des projections salariales et des avantages liés aux services futurs. Les cotisations prévues pour le prochain exercice sont présentées ci-après :

(montants en millions)	Régimes par capitalisation		Régimes sans capitalisation		Total
	Au Canada	À l'étranger	Au Canada	À l'étranger	
Cotisations prévues – exercice 2015	18,4 \$	2,1 \$	2,4 \$	0,6 \$	23,5 \$

NOTE 15 – PROFITS DIFFÉRÉS ET AUTRES PASSIFS NON COURANTS

(montants en millions)	2014	2013
Profits différés découlant des cessions-bail ¹⁾	32,8 \$	36,5 \$
Produits différés	95,5	91,8
Obligations au titre de la rémunération en vertu du RDLT et du RDNR (note 24)	38,2	29,3
Montant à payer au titre de licences	4,4	4,5
Options d'achat	16,9	14,7
Autres	16,4	14,6
	204,2 \$	191,4 \$

¹⁾ La dotation aux amortissements connexes s'est chiffrée à 4,2 millions \$ pour l'exercice (4,5 millions \$ en 2013).

NOTE 16 – IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Charge d'impôt sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux canadiens prévus par la loi et de l'impôt sur le résultat présenté s'établit comme suit :

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition sur le résultat)</i>	2014	2013
Résultat avant impôt sur le résultat	221,1 \$	168,9 \$
Taux d'imposition canadiens prévus par la loi	26,94 %	26,74 %
Impôt sur le résultat aux taux canadiens prévus par la loi	59,5 \$	45,2 \$
Écart entre les taux canadiens prévus par la loi et ceux applicables aux filiales à l'étranger	(8,0)	(8,7)
Pertes non prises en compte aux fins fiscales	5,5	6,5
Avantage d'impôt découlant de pertes opérationnelles non constatées antérieurement	(3,5)	(0,3)
Gain en capital non imposable	(0,5)	(0,1)
Incidence fiscale sur les participations mises en équivalence	(7,1)	(5,8)
Éléments non déductibles	2,2	6,3
Ajustements et cotisations d'impôt d'exercices antérieurs	(8,8)	(10,1)
Incidence du changement de taux d'imposition sur le résultat différé	(1,5)	(0,5)
Crédits d'impôt à l'investissement pour la recherche et le développement non imposables	(1,3)	(1,6)
Autres avantages d'impôt non constatés antérieurement	(6,6)	(3,9)
Autres	0,1	1,2
Charge d'impôt sur le résultat	30,0 \$	28,2 \$

Les taux d'imposition prévus par les lois applicables se sont établis à 26,94 % en 2014 et à 26,74 % en 2013. Le taux d'imposition applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés en vigueur dans les territoires où la Société exerce ses activités. L'augmentation est principalement attribuable la variation de la proportion des produits des activités ordinaires provenant des différentes provinces.

Les principaux éléments de la charge d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Charge (économie) d'impôt sur le résultat exigible :		
Période à l'étude	17,6 \$	1,0 \$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(15,2)	(0,4)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat différé :		
Avantage d'impôt non constaté antérieurement utilisé afin de réduire la charge d'impôt différé	(10,1)	(4,3)
Incidence du changement de taux d'imposition sur le résultat différé	(1,5)	(0,5)
Création et résorption de différences temporaires	39,2	32,4
Charge d'impôt sur le résultat	30,0 \$	28,2 \$

Pour l'exercice 2014, une économie d'impôt de 10,3 millions \$ a été comptabilisée en résultat net du fait d'une décision favorable rendue par la Cour d'appel fédérale du Canada le 17 avril 2013 en ce qui a trait au traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada.

Impôt sur le résultat comptabilisé dans les autres éléments du résultat global

Pour l'exercice 2014, une charge d'impôt différé de 2,4 millions \$ a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global (une économie d'impôt de 11,0 millions \$ en 2013). Aucune charge (économie) d'impôt exigible n'a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global pour les exercices 2014 et 2013.

Actifs et passifs d'impôt différé

Les actifs et passifs d'impôt différé sont attribuables à ce qui suit :

<i>Aux 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	Actifs		Passifs		Montant net	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	54,0 \$	57,2 \$	- \$	- \$	54,0 \$	57,2 \$
Actifs incorporels	3,6	4,3	(76,4)	(72,3)	(72,8)	(68,0)
Montants non déductibles pour l'exercice	26,7	23,7	-	-	26,7	23,7
Produits différés	8,7	8,8	-	-	8,7	8,8
Report de l'économie d'impôt	0,4	0,7	-	-	0,4	0,7
Frais de recherche et développement non réclamés	10,5	10,2	-	-	10,5	10,2
Crédits d'impôt à l'investissement	-	-	(40,3)	(31,8)	(40,3)	(31,8)
Immobilisations corporelles	10,3	9,0	(112,7)	(95,1)	(102,4)	(86,1)
Pertes (profits) de change latentes	1,6	0,7	(7,7)	(1,8)	(6,1)	(1,1)
Instruments financiers	8,2	3,1	(0,2)	(0,2)	8,0	2,9
Aide gouvernementale	-	-	(11,1)	(9,9)	(11,1)	(9,9)
Régimes d'avantages du personnel	27,3	32,9	-	-	27,3	32,9
Pourcentage d'avancement vs contrat terminé	-	-	(31,9)	(32,7)	(31,9)	(32,7)
Autres	1,3	0,9	(6,6)	(6,3)	(5,3)	(5,4)
Actifs (passifs) d'impôt	152,6 \$	151,5 \$	(286,9) \$	(250,1) \$	(134,3) \$	(98,6) \$
	(120,8)	(120,2)	120,8	120,2	-	-
Actifs (passifs) d'impôt sur le résultat différé, montant net	31,8 \$	31,3 \$	(166,1) \$	(129,9) \$	(134,3) \$	(98,6) \$

La variation des différences temporaires de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	Solde à l'ouverture de l'exercice	Compta-bilisé en résultat net	Compta-bilisé dans les AERG	Acquisition d'une filiale	Écart de change	Solde à la clôture de l'exercice
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	57,2 \$	(8,1) \$	- \$	- \$	4,9 \$	54,0 \$
Actifs incorporels	(68,0)	(1,9)	-	-	(2,9)	(72,8)
Montants non déductibles pour l'exercice	23,7	2,1	-	-	0,9	26,7
Produits différés	8,8	(0,4)	-	-	0,3	8,7
Report de l'économie d'impôt	0,7	(0,3)	-	-	-	0,4
Frais de recherche et développement non réclamés	10,2	0,3	-	-	-	10,5
Crédits d'impôt à l'investissement	(31,8)	(8,5)	-	-	-	(40,3)
Immobilisations corporelles	(86,1)	(7,7)	-	-	(8,6)	(102,4)
Pertes (profits) de change latentes	(1,1)	(0,4)	(4,3)	-	(0,3)	(6,1)
Instruments financiers	2,9	(0,5)	5,6	-	-	8,0
Aide gouvernementale	(9,9)	(1,2)	-	-	-	(11,1)
Régimes d'avantages du personnel	32,9	(2,1)	(3,7)	-	0,2	27,3
Pourcentage d'avancement vs contrat terminé	(32,7)	0,8	-	-	-	(31,9)
Autres	(5,4)	0,3	-	-	(0,2)	(5,3)
(Passifs) d'impôt sur le résultat différé, montant net	(98,6) \$	(27,6) \$	(2,4) \$	- \$	(5,7) \$	(134,3) \$

La variation des différences temporaires de l'exercice 2013 s'établit comme suit :

(montants en millions)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Comptabilisé en résultat net	Comptabilisé dans les AERG	Acquisition de filiales	Écart de change	Solde à la clôture de l'exercice
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	41,4 \$	8,8 \$	- \$	6,7 \$	0,3 \$	57,2 \$
Actifs incorporels	(39,5)	(17,2)	-	(10,8)	(0,5)	(68,0)
Montants non déductibles pour l'exercice	26,4	(4,2)	-	1,3	0,2	23,7
Produits différés	11,0	(1,8)	-	(0,1)	(0,3)	8,8
Report de l'économie d'impôt	5,2	(4,5)	-	-	-	0,7
Frais de recherche et développement non réclamés	7,7	2,5	-	-	-	10,2
Crédits d'impôt à l'investissement	(18,9)	(12,9)	-	-	-	(31,8)
Immobilisations corporelles	(83,8)	6,1	-	(6,4)	(2,0)	(86,1)
Pertes (profits) de change latentes	(4,8)	2,2	0,7	-	0,8	(1,1)
Instruments financiers	0,9	(1,3)	3,2	-	0,1	2,9
Aide gouvernementale	(3,1)	(6,8)	-	-	-	(9,9)
Régimes d'avantages du personnel	27,2	(2,1)	7,1	0,2	0,5	32,9
Pourcentage d'avancement vs contrat terminé	(36,3)	2,9	-	0,7	-	(32,7)
Autres	(6,5)	0,7	-	0,5	(0,1)	(5,4)
(Passifs) actifs d'impôt sur le résultat différé, montant net	(73,1) \$	(27,6) \$	11,0 \$	(7,9) \$	(1,0) \$	(98,6) \$

Au 31 mars 2014, des différences temporaires de 565,6 millions \$ (367,3 millions \$ en 2013) découlant de placements dans des établissements à l'étranger, y compris des filiales et des coentreprises, n'avaient pas été comptabilisées. En effet, la Société a le pouvoir de décision d'engager ou non le passif, et ne croit pas qu'il le sera dans un avenir prévisible.

Les pertes autres qu'en capital à des fins fiscales expirent comme suit :

(montants en millions)		
Année d'expiration	Non constatées	Constatées
2015	0,3 \$	- \$
2016	0,3	-
2017	3,7	-
2018	2,5	-
2019	8,7	-
2020	6,2	-
2021 à 2034	24,8	56,3
Sans expiration	70,0	113,3
	116,5 \$	169,6 \$

Au 31 mars 2014, la Société avait cumulé des différences temporaires déductibles de 299,2 millions \$ (288,2 millions \$ en 2013) pour lesquelles aucun actif d'impôt sur le résultat n'a été comptabilisé. Ces montants seront repris pendant une période pouvant atteindre 30 ans. La Société disposait également de pertes en capital cumulées pouvant être reportées en avant de 0,3 M\$ (néant en 2013) relativement à ses activités au Canada pour lesquelles un actif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé. Ces pertes en capital peuvent être reportées en avant indéfiniment.

NOTE 17 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES**Capital-actions****Actions autorisées**

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries.

Les actions privilégiées peuvent être émises avec des droits et des conditions qui seront déterminés par le conseil d'administration, avant leur émission. À ce jour, la Société n'a émis aucune action privilégiée.

Actions émises

Le rapprochement des données sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société est présenté à l'état consolidé des variations des capitaux propres. Au 31 mars 2014, 263 771 443 actions étaient émises et entièrement libérées (259 979 059 en 2013).

Calcul du résultat net par action

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat net de base et du résultat net dilué par action :

	2014	2013
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	261 312 832	258 982 945
Effet dilutif des options sur actions	606 705	412 661
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat net dilué par action	261 919 537	259 395 606

Au 31 mars 2014, des options sur 589 040 actions ordinaires (2 490 041 en 2013) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour l'exercice 2014 se sont élevés à 57,6 millions \$, soit 0,22 \$ par action (49,2 millions \$ en 2013, soit 0,19 \$ par action).

NOTE 18 – CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Différences de conversion		Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente		Total	
(montants en millions)	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Soldes à l'ouverture de l'exercice	(7,8) \$	(10,2) \$	(4,6) \$	3,8 \$	0,4 \$	0,4 \$	(12,0) \$	(6,0) \$
Autres éléments du résultat global	158,3	2,4	(17,0)	(8,4)	0,2	-	141,5	(6,0)
Soldes à la clôture de l'exercice	150,5 \$	(7,8) \$	(21,6) \$	(4,6) \$	0,6 \$	0,4 \$	129,5 \$	(12,0) \$

NOTE 19 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisé en résultat net :

(montant en millions)	2014	2013
Charges de personnel	695,7 \$	639,5 \$
Paielements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	19,4	14,0
Charges de retraite – régimes à prestations définies ¹⁾	26,7	21,6
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	7,5	8,4
Indemnités de fin de contrat de travail	9,9	49,9
Total de la charge de rémunération du personnel	759,2 \$	733,4 \$

¹⁾ Comprennent l'intérêt net sur les obligations au titre des avantages du personnel (note 23).

NOTE 20 – DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

Le goodwill fait l'objet d'une surveillance par la direction au niveau des secteurs opérationnels.

La valeur comptable du goodwill attribuée aux UGT de la Société, par secteur opérationnel, est présentée ci-après :

(montants en millions)	PS/C	FS/C	PS/M	FS/M	NMP	Total
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	- \$	32,3 \$	103,1 \$	37,2 \$	125,5 \$	298,1 \$
Acquisition de filiales	-	142,4	-	-	7,4	149,8
Écarts de change	-	1,8	0,8	0,4	1,1	4,1
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	- \$	176,5 \$	103,9 \$	37,6 \$	134,0 \$	452,0 \$
Acquisition de filiales (note 3)	-	-	-	-	0,3	0,3
Écarts de change	-	27,6	6,3	2,8	13,5	50,2
Transferts	3,8	(3,8)	-	-	-	-
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	3,8 \$	200,3 \$	110,2 \$	40,4 \$	147,8 \$	502,5 \$

Le goodwill est attribué aux UGT ou à un groupe d'UGT, qui correspondent habituellement aux secteurs opérationnels de la Société ou au niveau immédiatement inférieur.

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des calculs de la juste valeur diminuée des coûts de sortie de niveau 3 et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie proviennent des projections approuvées par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances et font partie intégrante du plan stratégique qu'approuve le conseil d'administration de la Société chaque année. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après un taux de croissance constant de 2,5 %. Pour l'exercice 2014, les taux d'actualisation après impôt sont établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des UGT respectives et varient entre 7,5 % et 14,0 %.

Pour l'exercice 2014, une perte de valeur de 0,6 million \$ a été comptabilisée au coût des ventes du secteur FS/C par suite de la décision de vendre un immeuble. La valeur recouvrable de 4,8 millions \$ a été estimée au moyen de la juste valeur, en fonction du prix de marché de niveau 2 diminué des coûts de la cession. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée à l'exercice 2013.

NOTE 21 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Cession d'immobilisations corporelles	(5,6) \$	(2,7) \$
Montant net des écarts de change	(0,4)	(11,4)
Produits de dividendes	(1,1)	(0,9)
Reprise de contrepartie éventuelle découlant de regroupements d'entreprises (note 11)	(0,4)	(6,1)
Reprise de portion inutilisée d'une provision liée à une acquisition	(4,2)	-
Autres	(8,7)	(1,3)
Autres profits – montant net	(20,4) \$	(22,4) \$

NOTE 22 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Coûts de restructuration (note 11)	- \$	54,9 \$
Coûts d'intégration	-	7,8
Coûts d'acquisition	-	6,0
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	- \$	68,7 \$

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et des coûts connexes.

Coûts d'intégration

Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration d'OAA dans les activités courantes de la Société. Il s'agit principalement des dépenses liées au redéploiement de simulateurs, à la normalisation des processus et de la réglementation, à l'intégration des systèmes et à d'autres activités.

Coûts d'acquisition

Les coûts d'acquisition comprennent les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

NOTE 23 – CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Charges financières :		
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	52,8 \$	45,3 \$
Contrats de location-financement	9,8	10,0
Obligations relatives aux redevances	8,1	10,2
Obligations nettes au titre des avantages du personnel (note 14)	5,2	5,1
Dotation aux amortissements des frais de financement	1,5	1,6
Désactualisation des autres passifs non courants	1,5	1,7
Autres	5,2	3,8
Charge d'intérêts postérieure aux swaps de taux d'intérêt	0,1	(0,4)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(3,7)	(2,8)
Charges financières	80,5 \$	74,5 \$
Produits financiers :		
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	(1,6) \$	(2,0) \$
Autres	(8,2)	(7,4)
Produits financiers	(9,8) \$	(9,4) \$
Charges financières – montant net	70,7 \$	65,1 \$

¹⁾ Le taux moyen d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 3,75 % en 2014 (3,86 % en 2013).

NOTE 24 – PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les cinq régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, le régime d'options sur actions (ROA), qui est admissible en tant que régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres; et d'autre part, le régime d'actionnariat (RA), les régimes de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), les régimes de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) et les régimes de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR), qui sont admissibles en tant que régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglés en trésorerie.

L'incidence avant impôt sur le résultat des arrangements de paiements fondés sur des actions sur l'état consolidé du résultat net et l'état consolidé de la situation financière aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates est présentée ci-après :

(montants en millions)	Charge (économie) de rémunération		Montant comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière	
	2014	2013	2014	2013
Rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie :				
RA	5,7 \$	5,6 \$	- \$	- \$
RDDVA	4,3	0,9	(8,0)	(8,1)
RDLT, déduction faite du swap sur actions	(0,8)	3,3	(21,8)	(19,3)
RDNR	7,4	1,1	(10,1)	(6,5)
Total de la rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie	16,6 \$	10,9 \$	(39,9) \$	(33,9) \$
Rémunération fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres :				
ROA	3,7	3,9	(19,5)	(21,9)
Total de la rémunération fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres	3,7 \$	3,9 \$	(19,5) \$	(21,9) \$
Total de la rémunération fondée sur des actions	20,3 \$	14,8 \$	(59,4) \$	(55,8) \$

La charge de rémunération présentée ci-dessus tient compte de coûts inscrits à l'actif de 0,9 million \$ (0,8 million \$ en 2013).

Les régimes dont le paiement est fondé sur des actions sont décrits ci-après. Il n'y a eu aucune annulation de régimes au cours des exercices 2014 et 2013.

Régime d'options d'achat d'actions

Conformément au programme d'intéressement à long terme institué par la Société, cette dernière peut attribuer à ses dirigeants et aux autres salariés clés de ses filiales des options visant l'achat d'actions ordinaires de la Société à un prix d'exercice équivalant à 100 % du cours du marché à la date de leur attribution. Le cours du marché correspond au cours de clôture moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto (TSX) pour les cinq derniers jours de négociation précédant la date de l'attribution.

Au 31 mars 2014, le nombre total autorisé d'actions ordinaires pouvant encore être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions (ROA) était de 9 917 220 (12 304 776 en 2013). Les options peuvent être exercées au cours d'une période d'au plus sept ans (six ans pour les options émises avant le 31 mars 2011), mais ne peuvent l'être dans les 12 mois suivant la date de leur attribution. Le droit d'exercer toutes les options devient acquis après une période de quatre ans de service continu à compter de la date d'attribution. Le processus d'acquisition des droits liés aux options se poursuit après la date du départ à la retraite, sous réserve du délai d'acquisition de quatre ans. Toutefois, s'il survient un changement de contrôle de la Société, les options en cours peuvent être exercées immédiatement par leurs porteurs. Elles font l'objet d'un ajustement au prorata à la suite du versement de dividendes en actions ou de tout fractionnement d'actions ordinaires de la Société.

Les options en cours se présentent comme suit :

	Nombre d'options	2014 Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	2013 Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours à l'ouverture de l'exercice	7 311 967	10,24 \$	6 473 768	10,20 \$
Attribuées	2 082 900	11,02	1 755 400	10,16
Exercées	(2 387 556)	9,28	(482 250)	8,13
Éteintes	(606 623)	11,56	(412 076)	11,61
Échues	(976 106)	14,08	(22 875)	11,97
Options en cours à la clôture de l'exercice	5 424 582	10,13 \$	7 311 967	10,24 \$
Options pouvant être exercées à la clôture de l'exercice	1 768 716	8,60 \$	3 829 769	10,44 \$

Le tableau suivant présente des informations sur le ROA de la Société au 31 mars 2014 :

Fourchette de prix d'exercice	Options en cours		Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options en cours	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Prix d'exercice moyen pondéré
De 7,29 \$ à 9,69 \$	1 566 419	1,76	7,95 \$	1 343 283
De 10,04 \$ à 11,02 \$	3 230 813	5,76	10,71	201 151
De 11,13 \$ à 13,18 \$	627 350	4,11	12,59	224 282
Total	5 424 582	4,42	10,13 \$	1 768 716

Le cours du marché moyen pondéré des options sur actions exercées en 2014 s'établit à 13,13 \$ (10,45 \$ en 2013).

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, la charge de rémunération liée aux options sur actions de CAE, s'établissant à 3,7 millions \$ (3,9 millions \$ en 2013), a été constatée dans l'état consolidé du résultat net, et un montant correspondant a été porté au crédit du surplus d'apport en utilisant la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des attributions effectuées depuis l'exercice 2010.

Les hypothèses qui ont servi aux calculs dont il est question dans la présente note et qui portent sur les options sont les suivantes :

	2014	2013
Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes :		
Cours moyen pondéré de l'action	10,95 \$	10,08 \$
Prix d'exercice	11,02 \$	10,16 \$
Rendement prévu de l'action	1,83 %	1,60 %
Volatilité prévue	29,83 %	33,56 %
Taux d'intérêt sans risque	1,35 %	1,29 %
Durée prévue des options	5 ans	5 ans
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	2,45 \$	2,59 \$

La volatilité prévue est estimée en tenant compte de la volatilité du cours moyen historique de l'action par rapport à la durée prévue des options.

Régime d'actionnariat

La Société a institué un régime d'actionnariat (RA) afin de permettre à ses salariés et à ceux de ses filiales participantes d'acheter des actions ordinaires de CAE par voie de retenues salariales régulières ou de cotisations forfaitaires, auxquelles s'ajoutent des cotisations patronales. La Société et ses filiales participantes versent des cotisations égales à celles des salariés pour la première tranche de 500 \$ que ceux-ci y versent, puis 1 \$ pour chaque tranche supplémentaire de 2 \$ versée par les salariés, jusqu'à concurrence de 3 % de leur salaire de base. La Société a inscrit une charge de rémunération de 5,7 millions \$ (5,6 millions \$ en 2013) au titre des cotisations patronales à ce régime.

Régimes de droits différés à la valeur d'actions

La Société a institué un régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) à l'intention de ses dirigeants, régime aux termes duquel ceux-ci peuvent choisir de recevoir toute rémunération d'intéressement en trésorerie sous forme de droits différés à la valeur d'actions (DDVA). Ce régime vise à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un DDVA a la même valeur qu'une action ordinaire. Ces droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture moyen d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto dans les 10 derniers jours de négociation précédant la date de leur émission. Ces droits donnent également droit à des dividendes sous forme de droits supplémentaires dont le montant équivaut aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les DDVA expirent lorsque le dirigeant quitte son poste. Le dirigeant a alors le droit de toucher un paiement en trésorerie correspondant à la juste valeur marchande du nombre équivalent d'actions ordinaires, déduction faite des retenues.

La Société offre également un RDDVA à l'intention de ses administrateurs qui ne sont pas des salariés. Un administrateur qui n'est pas salarié de la Société et qui détient moins que les avoirs minimaux d'actions ordinaires de la Société reçoit le montant qui lui est dû à titre d'acompte et de jetons de présence sous forme de droits différés à la valeur d'actions. Pour détenir les avoirs minimums d'actions ordinaires, un administrateur qui n'est pas salarié doit détenir au moins un nombre d'actions ordinaires ou de droits différés à la valeur d'actions dont la juste valeur équivaut à trois fois l'acompte annuel à verser à un administrateur pour son rôle au conseil d'administration. Il peut alors choisir de prendre part au régime relativement à la moitié ou à la totalité du montant qu'il doit recevoir à titre d'acompte et à une partie ou à la totalité des jetons de présence auxquels il a droit. Les modalités de ce régime sont essentiellement les mêmes que celles du RDDVA destiné aux dirigeants, sauf que les droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto le dernier jour de négociation précédant la date de leur émission.

La Société inscrit le coût des RDDVA à titre de charge de rémunération et comptabilise le passif non courant connexe dans l'état consolidé de la situation financière au poste *Profits différés et autres passifs non courants*. La charge constatée pour l'exercice 2014 s'est élevée à 4,3 millions \$ (0,9 million \$ en 2013).

Le tableau suivant présente les DDVA en cours :

	2014	2013
DDVA en cours à l'ouverture de l'exercice	813 191	805 527
Droits attribués	102 735	97 457
Droits rachetés	(374 969)	(104 807)
Dividendes versés sous forme de droits	10 976	15 014
DDVA en cours à la clôture de l'exercice	551 933	813 191
DDVA acquis à la clôture de l'exercice	551 933	813 191

Les valeurs intrinsèques des DDVA s'établissent à 8,0 millions \$ au 31 mars 2014 (8,1 millions \$ en 2013).

Régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme

La Société offre un régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) aux dirigeants et à des membres de la haute direction dans le but de promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un droit différé à la valeur d'actions à long terme (DDVA-LT) attribué en vertu de ces régimes a la même valeur qu'une action ordinaire à une date donnée. En outre, ces DDVA-LT donnent droit à des équivalents de dividende qui sont payables sous forme de droits supplémentaires, selon un montant égal aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DDVA-LT détenus au moment de la cessation d'emploi. Au départ à la retraite, les droits non acquis continuent d'être acquis jusqu'au 30 novembre de l'année suivant la date du départ à la retraite. Dans le cas des participants visés par l'article 409A de l'Internal Revenue Code des États-Unis, les droits non acquis sont acquis au moment du départ à la retraite.

En vertu de ce régime, les droits attribués sont acquis de façon égale sur cinq ans et tous les droits non acquis sont immédiatement acquis à la suite d'un changement de contrôle. La charge constatée pour l'exercice 2014 s'est élevée à 11,0 millions \$ (3,0 millions \$ en 2013).

La Société a conclu des swaps sur actions dans le but de réduire l'effet des fluctuations du cours de ses actions sur ses résultats (voir la note 30).

Le tableau suivant présente les DDVA-LT en cours :

	2014	2013
DDVA-LT en cours à l'ouverture de l'exercice	2 265 712	2 431 314
Droits attribués	252 970	293 990
Droits annulés	(97 164)	(85 394)
Droits rachetés	(505 712)	(421 170)
Dividendes versés sous forme de droits	39 479	46 972
DDVA-LT en cours à la clôture de l'exercice	1 955 285	2 265 712
DDVA-LT acquis à la clôture de l'exercice	1 678 942	1 917 003

Les valeurs intrinsèques des DDVA-LT s'établissent à 24,4 millions \$ au 31 mars 2014 (19,0 millions \$ en 2013).

Régimes de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme

La Société offre des régimes de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR) afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder à son service des salariés de talent et à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des participants admissibles au régime et de ceux des actionnaires. Les RDNR sont des régimes d'intéressement fondé sur des actions.

Régime de l'exercice 2008

Les droits à la valeur d'actions de négociation restreinte (DNR) qui sont attribués en vertu du régime deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

- i) Les droits sont acquis à 100 % si les actions de CAE affichent une plus-value correspondant au moins à un taux de croissance annuel composé minimal, défini comme le taux de rendement sans risque sur 10 ans de la Banque du Canada à la date d'acquisition plus 350 points de base (3,50 %), durant la période d'évaluation, ou, dans le cas d'une acquisition au prorata, à la fin de la période visée par le calcul proportionnel;
- ii) Les droits sont acquis à 50 % si, selon le prix d'attribution des droits, le cours moyen de clôture des actions ordinaires de CAE a égalé ou dépassé le rendement des sociétés inscrites à l'indice Standard & Poor's Aerospace and Defence Index (S&P A&D index), rajusté en fonction des dividendes, ou, dans le cas d'une acquisition au prorata, à la fin de la période visée par le calcul proportionnel.

Les participants dont la cessation d'emploi n'est ni volontaire ni motivée peuvent se prévaloir d'une acquisition au prorata conditionnelle. Aucune charge n'a été constatée pour l'exercice 2014 (0,3 million \$ en 2013).

Régime de l'exercice 2011

En mai 2010, la Société a modifié le régime de l'exercice 2008 pour l'exercice 2011 et ceux à venir. Les DNR qui sont attribués en vertu du régime modifié deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

- i) Les droits sont acquis à raison d'un sixième du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après le rendement relatif annuel de la rentabilité totale pour l'actionnaire (TSR) du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1^{er} avril au 31 mars précédant immédiatement chacun des trois premiers anniversaires de la date d'attribution, d'après la règle suivante :

Rendement relatif TSR annuel	Facteur
1 ^{er} quartile (0 à 25 ^e centile)	-
2 ^e quartile (26 ^e à 50 ^e centile)	50 % – 98 %
3 ^e quartile (51 ^e à 75 ^e centile)	100 % – 148 %
4 ^e quartile (76 ^e à 100 ^e centile)	150 %

- ii) La dernière année, les droits sont acquis à raison de 50 % du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après le rendement relatif TSR sur trois ans du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1^{er} avril (précédant immédiatement la date d'attribution) au 31 mars (précédant immédiatement le troisième anniversaire de la date d'attribution), d'après la même règle que celle figurant dans le tableau précédent.

Les participants dont la cessation d'emploi n'est ni volontaire ni motivée sont admissibles aux droits acquis. La charge comptabilisée au cours de l'exercice 2014 s'est établie à 7,4 millions \$ (0,8 million \$ en 2013).

Le tableau suivant présente les DNR en cours en vertu de tous les régimes :

	Régime de l'exercice 2011		Régime de l'exercice 2008	
	2014	2013	2014	2013
DNR en cours à l'ouverture de l'exercice	1 463 639	1 014 155	-	660 733
Droits attribués	495 198	593 410	-	-
Droits annulés	(464 284)	(138 924)	-	(5 954)
Droits rachetés	(350 856)	(5 002)	-	(654 779)
DNR en cours à la clôture de l'exercice	1 143 697	1 463 639	-	-
DNR acquis à la clôture de l'exercice	765 788	1 060 397	-	-

Les valeurs intrinsèques des DNR s'établissent à 10,1 millions \$ au 31 mars 2014 (6,5 millions \$ en 2013).

NOTE 25 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(montants en millions)	2014	2013
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	(14,3) \$	(76,6) \$
Contrats en cours : actifs	29,0	(1,8)
Stocks	(42,3)	(24,8)
Acomptes	(4,4)	(4,6)
Impôt sur le résultat à recouvrer	6,0	(11,5)
Actifs financiers dérivés	19,6	17,9
Dettes fournisseurs et charges à payer	(9,4)	8,2
Provisions	(22,6)	19,2
Impôt sur le résultat à payer	(1,4)	(0,1)
Contrats en cours : passifs	40,6	12,4
Passifs financiers dérivés	(29,6)	(22,9)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(28,8) \$	(84,6) \$

NOTE 26 – ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à un certain nombre de poursuites, de réclamations et d'éventualités. Bien qu'il soit possible que la Société ait à régler des montants à l'égard desquels aucune provision n'a été établie, elle n'a aucune raison de croire que l'issue finale de ces questions aura une incidence importante sur sa situation financière consolidée.

NOTE 27 – ENGAGEMENTS

Les montants minimaux futurs à payer au titre des contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Un an ou moins	53,4 \$	53,3 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	130,9	140,2
Plus de cinq ans	77,5	88,2
	261,8 \$	281,7 \$

Les charges de location comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net se sont établies à 54,4 millions \$ (59,1 millions \$ en 2013).

Engagements d'achat contractuels

Les engagements d'achat contractuels s'établissent comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	Total
2015	12,2 \$
2016	5,3
2017	5,3
	22,8 \$

Montants à recevoir au titre de contrats de location simple en tant que bailleur

Les montants minimaux futurs à recevoir au titre des contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Un an ou moins	23,7 \$	11,9 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	49,1	20,5
Plus de cinq ans	24,9	14,4
	97,7 \$	46,8 \$

Engagements envers les coentreprises

Le total des engagements que la Société a pris envers les coentreprises au titre de ses participations dans celles-ci, mais qu'elle n'a pas comptabilisés, s'établissait à 3,2 millions \$ au 31 mars 2014.

NOTE 28 – GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

La gestion du capital de la Société vise les trois objectifs suivants :

- i) Optimiser le coût du capital de la Société;
- ii) Conserver la santé financière et la notation de la Société;
- iii) Offrir aux actionnaires de la Société un taux de rendement du capital investi acceptable.

La Société gère la structure de son capital et apporte des ajustements correspondants en fonction des fluctuations de la conjoncture économique et des caractéristiques du risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou utiliser des liquidités pour réduire la dette.

Afin d'atteindre les objectifs présentés plus haut, la Société assure le suivi de son capital à l'aide du ratio de la dette nette sur le capital. Ce ratio correspond à la dette nette divisée par la somme de la dette nette et du total des capitaux propres. La dette nette représente le total de la dette, y compris la partie courante (telle qu'elle figure à l'état consolidé de la situation financière, incluant la dette sans recours) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le total des capitaux propres comprend le capital-actions, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global, les résultats non distribués et les participations ne donnant pas le contrôle.

L'endettement par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital fait l'objet d'une surveillance, et les ratios s'établissent comme suit :

(montants en millions)	2014	2013
Total de la dette (note 12)	1 168,5 \$	1 073,4 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	312,3	260,0
Dette nette	856,2 \$	813,4 \$
Capitaux propres	1 482,2 \$	1 146,4 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres	37:63	42:58

La Société a conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien d'un certain montant de capital. Au 31 mars 2014, la Société respecte ses clauses restrictives de nature financière.

NOTE 29 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur du risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur des créances clients, des contrats en cours ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actuels, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- La juste valeur des provisions, de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 mars 2014 :

(montants en millions)				Valeur comptable	Juste valeur
	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	DDRC ²⁾ Total	
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	312,3 \$	- \$	- \$	- \$	312,3 \$
Créances clients	-	-	431,4 ³⁾	-	431,4
Contrats en cours : actifs	-	-	256,4	-	256,4
Actifs financiers dérivés	6,0	-	-	8,8	14,8
Autres actifs	24,1 ⁴⁾	1,5 ⁵⁾	133,5 ⁶⁾	-	159,1
	342,4 \$	1,5 \$	821,3 \$	8,8 \$	1 174,0 \$
					1 168,0 \$

(montants en millions)

(montants en millions)				Valeur comptable	Juste valeur
	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Total	
Passifs financiers					
Dettes fournisseurs et charges à payer	1,3 \$	\$ 529,1 ⁷⁾	- \$	530,4 \$	532,3 \$
Total des provisions	2,9	25,3	-	28,2	28,2
Total de la dette à long terme	-	1 173,2 ⁸⁾	-	1 173,2	1 251,9
Autres passifs non courants	-	197,5 ⁹⁾	-	197,5	223,4
Passifs financiers dérivés	9,7	-	33,3	43,0	43,0
	13,9 \$	1 925,1 \$	33,3 \$	1 972,3 \$	2 078,8 \$

¹⁾ JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.²⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.³⁾ Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.⁴⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.⁵⁾ Représente le placement de portefeuille de la Société.⁶⁾ Comprend les créances non courantes et les acomptes.⁷⁾ Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.⁸⁾ Abstraction faite des coûts de transactions.⁹⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 mars 2013 :

(montants en millions)

(montants en millions)						
				Valeur comptable		Juste valeur
	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	260,0 \$	- \$	- \$	- \$	260,0 \$	260,0 \$
Créances clients	-	-	384,1 ³⁾	-	384,1	384,1
Contrats en cours : actifs	-	-	265,6	-	265,6	265,6
Actifs financiers dérivés	5,4	-	-	10,0	15,4	15,4
Autres actifs	4,1 ⁴⁾	1,3 ⁵⁾	105,9 ⁶⁾	-	111,3	119,6
	269,5 \$	1,3 \$	755,6 \$	10,0 \$	1 036,4 \$	1 044,7 \$

			Valeur comptable		Juste valeur
	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Total	
Passifs financiers					
		\$ ⁷⁾			
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	501,0	- \$	501,0 \$	501,0 \$
Total des provisions	-	29,7	-	29,7	29,7
Total de la dette à long terme	-	1 078,6 ⁸⁾	-	1 078,6	1 117,3
Autres passifs non courants	-	192,5 ⁹⁾	-	192,5	192,5
Passifs financiers dérivés	5,5	-	14,6	20,1	20,1
	5.5 \$	1 801.8 \$	14.6 \$	1 821.9 \$	1 860.6 \$

¹⁾ JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.²⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.³⁾ Comprend les créances clients, les créances non facturées et d'autres montants à recevoir.⁴⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.⁵⁾ Représente les placements de portefeuille de la Société.⁶⁾ Comprend les créances non courantes et les acomptes.⁷⁾ Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.⁸⁾ Abstraction faite des coûts de transactions.⁹⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

Dans le cadre de ses opérations financières, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales, a donné en garantie certains actifs financiers tels que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et d'autres actifs. La valeur comptable de l'ensemble de ces actifs financiers donnés en garantie s'élevait à 149,2 millions \$ au 31 mars 2014 (55,8 millions \$ en 2013).

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix) ou indirectement (comme les informations tirées des prix);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur à l'état de la situation financière, par catégorie :

(montants en millions)	2014			2013		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	312,3 \$	- \$	312,3 \$	260,0 \$	- \$	260,0 \$
Liquidités soumises à restrictions	24,1	-	24,1	4,1	-	4,1
Contrats de change à terme	2,0	-	2,0	4,7	-	4,7
Dérivés incorporés sur devises	1,4	-	1,4	0,7	-	0,7
Swaps d'actions	2,6	-	2,6	-	-	-
Disponibles à la vente	-	1,5	1,5	-	1,3	1,3
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	2,1	-	2,1	4,6	-	4,6
Swaps de devises	6,7	-	6,7	5,4	-	5,4
	351,2 \$	1,5 \$	352,7 \$	279,5 \$	1,3 \$	280,8 \$
Passifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	1,3 \$	1,3 \$	- \$	- \$	- \$
Passifs éventuels découlant des regroupements d'entreprises	-	2,9	2,9	-	-	-
Contrats de change à terme	9,4	-	9,4	3,4	-	3,4
Dérivés incorporés sur devises	0,3	-	0,3	1,8	-	1,8
Swaps sur actions	-	-	-	0,3	-	0,3
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	29,6	-	29,6	6,8	-	6,8
Swaps de devises	-	-	-	2,7	-	2,7
Swaps de taux d'intérêt	3,7	-	3,7	5,1	-	5,1
	43,0 \$	4,2 \$	47,2 \$	20,1 \$	- \$	20,1 \$

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont comme suit :

(montants en millions)	2014	2013
Solde à l'ouverture de l'exercice	1,3 \$	1,3 \$
Total des (pertes) profits réalisés et latents		
Comptabilisés en résultat net	-	-
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	0,2	-
Émis et réglés	(4,2)	-
Solde à la clôture de l'exercice	(2,7) \$	1,3 \$

Analyse de sensibilité des données de niveau 3

Dans le cas des passifs éventuels découlant d'un regroupement d'entreprises, la détermination du taux d'intérêt et des flux de trésorerie futurs est le facteur qui influe le plus sur leur évaluation. Une hausse ou une baisse raisonnablement probable de 1 % du taux d'actualisation ou de 10 % des flux de trésorerie futurs attendus n'aurait aucune incidence importante sur le résultat net.

Hiérarchie des justes valeurs des éléments comptabilisés au coût amorti

Le tableau suivant présente la hiérarchie des justes valeurs des actifs et des passifs comptabilisés au coût amorti, mais dont la juste valeur est présentée.

(montants en millions)			2014
	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers			
Créances clients	- \$	431,7 \$	431,7 \$
Contrats en cours	-	256,4	256,4
Autres actifs			
Investissements dans des contrats de location-financement	38,4	-	38,4
Autres	-	88,8	88,8
	38,4 \$	776,9 \$	815,3 \$
Passifs financiers			
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	532,3 \$	532,3 \$
Provisions	-	28,2	28,2
Dettes à long terme	1 251,9	-	1 251,9
Autres passifs	-	223,4	223,4
	1 251,9 \$	783,9 \$	2 035,8 \$

NOTE 30 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS

En raison de la nature de ses activités et des instruments financiers qu'elle détient, la Société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. La Société gère son exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques approuvés par le conseil d'administration. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un créancier manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec la Société. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses créances clients et à certains autres actifs dans le cours normal de ses activités. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie en raison de sa trésorerie et équivalents de trésorerie et de ses actifs financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant des activités normales de la Société est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que la Société soit dans l'impossibilité de recouvrer les montants à recevoir conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 4). Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, elle est portée en réduction de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants sortis sont comptabilisés en résultat net.

Les clients de la Société sont essentiellement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, la Société reçoit habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. La Société surveille de près son risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Les créances clients de la Société ne sont pas détenues auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, la Société réduit davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certaines créances clients et certains actifs au titre de contrats en cours à des institutions financières tierces, sans possibilité de recours (programme portant sur des actifs financiers courants). La Société ne détient aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

La Société est aussi exposée au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à ses instruments financiers dérivés, et elle prend plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, la Société conclut des contrats avec des contreparties très solvables. Elle a signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui elle réalise des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, la Société ou ses contreparties (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des

pertur sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, la Société surveille régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes 4 et 29 représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que la Société ne puisse honorer ses engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, la Société formule une prévision de sa position de trésorerie consolidée afin de s'assurer de l'utilisation efficace de ses ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. La Société réduit le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer ses activités et honorer ses engagements et ses obligations. Pour gérer son risque de liquidité, la Société a accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, la société a conclu des ententes visant la vente de certaines créances clients et certains actifs au titre de contrats en cours d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ (programme portant sur des actifs financiers courants). Au 31 mars 2014, des créances clients déterminées de 79,5 millions \$ (88,6 millions \$ en 2013) et des actifs au titre de contrats en cours de 4,2 millions \$ (3,1 millions \$ en 2013) avaient été vendus à des institutions financières dans le cadre de ces ententes. Le produit est présenté déduction faite de frais de 1,1 million \$ (1,6 million \$ en 2013). La Société est régulièrement à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de son capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Les tableaux suivants présentent une analyse des échéances des passifs de la Société d'après les flux de trésorerie contractuels prévus en fonction des dates d'échéance contractuelles. Les flux de trésorerie liés à des dérivés, présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés, sont inclus étant donné que la Société gère ses contrats dérivés en fonction des montants bruts. Les montants correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés. Tous les montants contractuels libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens en fonction du cours du change au comptant à la fin de la période, sauf indication contraire :

Au 31 mars 2014 (montants en millions)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 13 à 24 mois	De 25 à 36 mois	De 37 à 48 mois	De 49 à 60 mois	Par la suite
Passifs financiers non dérivés								
Dettes fournisseurs et charges à payer ¹⁾	530,4 \$	530,4 \$	530,4 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total des provisions	28,2	28,2	22,2	3,0	0,4	0,4	-	2,2
Total de la dette à long terme ²⁾	1 173,2	1 764,1	102,0	100,7	156,2	89,7	127,0	1 188,5
Autres passifs non courants ^{3) 4)}	197,5	390,8	-	35,1	13,6	16,1	17,3	308,7
	1 929,3 \$	2 713,5 \$	654,6 \$	138,8 \$	170,2 \$	106,2 \$	144,3 \$	1 499,4 \$
Instruments financiers dérivés								
Contrats de change à terme ⁴⁾	34,9 \$							
Sorties de fonds		1 215,2 \$	870,1 \$	233,7 \$	41,9 \$	43,2 \$	19,6 \$	6,7 \$
Rentrées de fonds		(1 179,5)	(850,0)	(222,8)	(40,4)	(40,9)	(19,0)	(6,4)
Swap de dérivés sur le total de la dette à long terme ⁵⁾	(3,0)							
Sorties de fonds		121,4	15,4	15,5	14,8	13,8	9,8	52,1
Rentrées de fonds		(124,1)	(14,8)	(15,4)	(15,4)	(14,7)	(10,2)	(53,6)
Swap sur actions	(2,6)	(2,6)	(2,6)	-	-	-	-	-
	29,3 \$	30,4 \$	18,1 \$	11,0 \$	0,9 \$	1,4 \$	0,2 \$	(1,2) \$
	1 958,6 \$	2 743,9 \$	672,7 \$	149,8 \$	171,1 \$	107,6 \$	144,5 \$	1 498,2 \$

¹⁾ Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

²⁾ Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt, mais font abstraction des coûts de transactions.

³⁾ Comprend les obligations non courantes au titre des redevances et les autres passifs non courants.

⁴⁾ Comprend les contrats de change à terme, mais exclut tous les dérivés incorporés, qu'ils soient présentés à titre de passifs ou d'actifs dérivés. Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel.

⁵⁾ Comprend le swap de taux d'intérêt et les swaps croisés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs financiers.

Au 31 mars 2013 (montants en millions)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 13 à 24 mois	De 25 à 36 mois	De 37 à 48 mois	De 49 à 60 mois	Par la suite
Passifs financiers non dérivés								
Dettes fournisseurs et charges à payer ¹⁾	501,0 \$	501,0	501,0 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total des provisions	29,7	30,1	26,5	1,2	1,7	0,4	0,3	-
Total de la dette à long terme ²⁾	1 078,6	1 555,5	108,7	90,1	83,0	133,9	69,8	1 070,0
Autres passifs non courants ³⁾	192,5	396,7	-	15,3	31,5	13,4	15,9	320,6
	1 801,8 \$	2 483,3	636,2 \$	106,6 \$	116,2 \$	147,7 \$	86,0 \$	1 390,6 \$
Instruments financiers dérivés								
Contrats de change à terme ⁴⁾	0,9 \$							
Sorties de fonds		682,3 \$	519,4 \$	64,2 \$	56,3 \$	18,9 \$	22,2 \$	1,3 \$
Rentrées de fonds		(681,6)	(520,2)	(63,5)	(55,9)	(18,8)	(22,0)	(1,2)
Swap de dérivés sur le total de la dette à long terme ⁵⁾	2,4							
Sorties de fonds		131,3	13,9	14,5	14,4	13,8	13,0	61,7
Rentrées de fonds		(127,0)	(12,6)	(13,8)	(14,3)	(14,2)	(13,5)	(58,6)
Swap sur actions	0,3	0,3	0,3	-	-	-	-	-
	3,6 \$	5,3 \$	0,8 \$	1,4 \$	0,5 \$	(0,3) \$	(0,3) \$	3,2 \$
	1 805,4 \$	2 488,6 \$	637,0 \$	108,0 \$	116,7 \$	147,4 \$	85,7 \$	1 393,8 \$

¹⁾ Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

²⁾ Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt, mais font abstraction des coûts de transactions.

³⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

⁴⁾ Comprend les contrats de change à terme, mais exclut tous les dérivés incorporés, qu'ils soient présentés à titre de passifs ou d'actifs dérivés. Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel.

⁵⁾ Comprend le swap de taux d'intérêt et les swaps croisés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie ou de juste valeur de la dette à long terme et qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs financiers.

Risque de marché

Le risque de marché représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à son émetteur ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. La Société est principalement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière. La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro (€) et la livre sterling (£). En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et des comptes du fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société gère également le risque de change en s'assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société a recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer son exposition aux transactions en monnaies étrangères et pour modifier de façon synthétique la devise d'exposition de certains postes de l'état de la situation financière. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères.

Les contrats de change à terme consolidés en cours s'établissent comme suit :

(montants en millions, sauf le taux moyen)

	2014		2013	
Monnaies (vente / achat)	Valeur nominale ¹⁾	Taux moyen	Valeur nominale ¹⁾	Taux moyen
\$ US / \$ CA				
Moins de 1 an	462,6 \$	0,93	560,3 \$	0,98
De 1 à 3 ans	126,1	0,94	80,8	0,98
De 3 à 5 ans	20,8	0,95	18,7	0,98
Plus de 5 ans	6,6	0,94	1,8	0,97
\$ CA / €				
Moins de 1 an	29,8	1,52	17,1	1,32
De 1 à 3 ans	10,2	1,40	-	-
De 3 à 5 ans	-	-	7,7	1,40
€ / \$ CA				
Moins de 1 an	56,9	0,68	53,3	0,75
De 1 à 3 ans	39,4	0,72	22,3	0,77
De 3 à 5 ans	3,0	0,73	10,3	0,72
€ / \$ US				
Moins de 1 an	62,6	0,72	55,9	0,75
£ / \$ CA				
Moins de 1 an	37,2	0,59	47,7	0,63
De 1 à 3 ans	23,2	0,61	26,6	0,62
De 3 à 5 ans	0,2	0,61	1,4	0,62
\$ CA / £				
Moins de 1 an	16,6	1,82	15,3	1,56
De 1 à 3 ans	4,8	1,74	0,6	1,60
\$ CA / \$ US				
Moins de 1 an	80,5	1,11	101,7	1,03
De 1 à 3 ans	14,7	1,10	14,9	1,11
De 3 à 5 ans	-	-	0,3	1,08
£ / \$ US				
Moins de 1 an	41,8	0,62	15,9	0,67
De 1 à 3 ans	1,4	0,65	11,5	0,65
De 3 à 5 ans	14,5	0,65	12,7	0,65
\$ US / €				
Moins de 1 an	8,3	1,37	18,6	1,31
Couronne suédoise / \$ US				
Moins de 1 an	4,4	6,61	3,7	6,56
De 1 à 3 ans	36,4	6,65	22,1	6,68
Autres monnaies				
Moins de 1 an	64,6	-	33,5	-
De 1 à 3 ans	21,2	-	2,3	-
De 3 à 5 ans	25,4	-	8,8	-
Total	1 213,2 \$		1 165,8 \$	

¹⁾ Les taux de change à la clôture des exercices respectifs ont été utilisés pour convertir les montants libellés en monnaies étrangères.

La Société a conclu des swaps de devises en vue de convertir en livres sterling (£) une partie de la dette garantie de premier rang libellée en dollars US de juin 2007 afin de financer son centre de formation pour l'aviation civile au Royaume-Uni. La Société désigne comme couvertures de flux de trésorerie deux swaps de devises (du dollar US à la livre sterling), assortis d'une valeur nominale en cours de 0,4 million \$ US (0,2 million £) (1,8 million \$ US [0,9 million £] en 2013) et de 17,0 millions \$ US (8,5 millions £) (17,0 millions \$ US [8,5 millions £] en 2013), lesquels sont amortis selon le calendrier de remboursement de la dette jusqu'en juin 2014 et juin 2018, respectivement.

Au cours de l'exercice 2013, la Société a conclu des swaps croisés capitalisés à l'échéance dans le cadre de l'émission de titres d'emprunt lors de son placement privé multitranches de décembre 2012, fixant de fait les intérêts en dollars américains à leur équivalent en dollars canadiens. La Société a désigné deux swaps croisés capitalisés à l'échéance \$ US/\$ CA comme des couvertures de flux de trésorerie dont la valeur nominale en cours s'établit respectivement à 127,0 millions \$ US (130,5 millions \$) (127,0 millions \$ US [130,5 millions \$] en 2013) et à 98,0 millions \$ US (100,7 millions \$) (98,0 millions \$ US [100,7 millions \$] en 2013), ce qui correspond aux deux tranches du placement privé jusqu'en décembre 2024 et décembre 2027, respectivement.

Les programmes de couverture de change de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le tableau suivant présente l'exposition de la Société au risque de change des instruments financiers et l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global d'une appréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aux 31 mars. Cette analyse suppose que toutes les autres variables sont demeurées inchangées.

(montants en millions)	\$ US		€		£	
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
2014	(6,4) \$	(19,3) \$	3,4 \$	(2,0) \$	(0,1) \$	(0,2) \$
2013	(1,2) \$	(20,6) \$	1,4 \$	(1,6) \$	(0,2) \$	(2,8) \$

Un affaiblissement raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôt et sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de variation du taux d'intérêt de sa dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur sur sa dette à long terme à taux fixe. La Société gère essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. La Société a une dette à taux variable sous forme de sa facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt sont principalement des swaps de taux d'intérêt.

Pour atténuer ces risques, la Société avait, au 31 mars 2014, conclu huit swaps de taux d'intérêt avec sept institutions financières, swaps dont les montants nominaux de référence totalisaient 36,0 millions \$ (36,4 millions \$ en 2013). Compte tenu de ces swaps, 84 % (83 % en 2013) de la dette à long terme portait intérêt à taux fixe au 31 mars 2014.

Les programmes de couverture de taux d'intérêt de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer l'appariement des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, une variation des taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À l'exercice 2014 et à l'exercice 2013, une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence notable sur le résultat net ni sur les autres éléments du résultat global de la Société, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs.

Couverture de la charge liée aux paiements fondés sur des actions

La Société a conclu des swaps sur actions avec deux importantes institutions financières canadiennes afin de réduire l'effet sur son résultat des fluctuations du cours de ses actions visées par les programmes RDDVA et RDLT. Aux termes de ce swap, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et de la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2014, les swaps sur actions visaient 2 400 000 actions ordinaires (2 706 816 en 2013) de la Société.

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2014, la Société a désigné une partie des effets de premier rang qu'elle détient, dont la valeur totalisait 417,8 millions \$ US (417,8 millions \$ US en 2013), ainsi qu'une partie de son obligation au titre des opérations de cession-bail totalisant 16,1 millions \$ US (17,9 millions \$ US en 2013), comme couverture de ses investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

Lettres de crédit et garanties

Au 31 mars 2014, la Société avait en cours des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 191,4 millions \$ (198,7 millions \$ en 2013) qu'elle avait émises dans le cours normal de ses activités. Ces garanties sont émises principalement en vertu de la facilité de crédit à terme renouvelable, ainsi qu'aux termes des garanties-cautions de bonne fin consenties par Exportation et développement Canada (EDC) et d'autres facilités de crédit de soutien que diverses institutions financières ont accordées à la Société.

Les garanties de restitution d'acompte se rapportent à des paiements d'étape que les clients de la Société ont versés en fonction de l'avancement des travaux et sont réduites ou éliminées à la livraison du produit. Les cautions de bonne exécution sont liées à la finition du produit visé ou à l'achèvement de la prestation des services rendus par la Société, selon les exigences du client. Les garanties représentent de 10 % à 20 % du montant total prévu aux contrats. Le client dégage la Société de ses responsabilités en vertu de ces garanties à la signature d'une attestation d'achèvement des travaux. Les lettres de crédit relatives à l'obligation au titre de contrats de location simple procurent une garantie de remboursement au propriétaire participant à l'opération de vente et de cession-bail et elles varient selon le calendrier des paiements du contrat de location.

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Garanties de restitution d'acompte	40,6 \$	59,0 \$
Cautions de bonne exécution	31,2	14,7
Obligation au titre de contrats de location simple	26,7	24,2
Obligations financières	81,9	93,1
Autres	11,0	7,7
	191,4 \$	198,7 \$

Opérations de cession-bail

À l'égard de certaines opérations de cession-bail, la Société a convenu de garantir la valeur résiduelle du matériel sous-jacent si celui-ci est retourné au locateur et que le produit net de sa vente éventuelle ne suffit pas à couvrir le montant garanti. Le montant maximal de ces garanties représente 14,5 millions \$ (14,5 millions \$ en 2013), dont une tranche de 9,6 millions \$ vient à échéance à l'exercice 2020 et une tranche de 4,9 millions \$, à l'exercice 2023. De ce total, un montant de 12,1 millions \$ (12,4 millions \$ en 2013) était inscrit à titre de profit différé au 31 mars 2014.

Indemnisations

Lorsque la Société vend des entreprises, elle conserve dans certains cas des obligations relatives à des risques connus et indemnise l'acheteur des réclamations futures sur certaines obligations inconnues existant avant la date de la vente, ou découlant de faits s'étant produits avant cette date, y compris les obligations au titre de l'impôt, les questions d'ordre juridique, les risques environnementaux, la responsabilité à l'égard des produits et autres. La durée des indemnisations est variable. Elle peut être de un an à deux ans pour certains types d'indemnisations, mais dans le cas d'indemnités fiscales, elle est, en général, de la durée prévue dans la loi de prescription du territoire dans lequel la vente a eu lieu. En matière de responsabilité environnementale, elle est généralement indéfinie. Le montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations est soit limité par contrat à un montant défini, soit illimité. La Société estime que le montant maximal qu'elle pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations, abstraction faite des charges qu'elle doit déjà payer, ne peut être déterminé pour l'instant, puisque tout montant futur dépend de la nature et de l'ampleur des réclamations ainsi que des défenses disponibles, qui ne peuvent être estimées. Toutefois, les coûts engagés dans le passé pour le règlement des réclamations liées à ces indemnisations ont été négligeables pour la situation financière, le résultat net et les flux de trésorerie consolidés de la Société.

NOTE 31 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses activités en fonction principalement des produits et services. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions. La Société gère ses activités par le biais de cinq secteurs (voir la note 1).

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (désigné « résultat opérationnel sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les transactions entre secteurs opérationnels consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C au secteur FS/C, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

*Exercice clos le 31 mars 2014
(montants en millions)*

	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Produits des activités ordinaires externes	715,3 \$	461,4 \$	1 176,7 \$	529,3 \$	292,7 \$	822,0 \$	116,2 \$	2 114,9 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	80,9	4,7	85,6	7,3	3,6	10,9	3,0	99,5
Immobilisations incorporelles et autres actifs	17,4	7,5	24,9	9,9	21,6	31,5	11,2	67,6
Dépréciation et reprise de dépréciation des actifs non financiers (note 20)	0,6	-	0,6	-	-	-	-	0,6
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des stocks (note 5)	-	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	-	0,4
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des créances clients	0,9	0,3	1,2	2,6	0,3	2,9	(0,1)	4,0
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	18,7	-	18,7	(0,2)	11,5	11,3	-	30,0
Résultat opérationnel sectoriel	96,3	83,5	179,8	77,4	30,4	107,8	4,2	291,8

*Exercice clos le 31 mars 2013
(montants en millions)*

	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Produits des activités ordinaires externes	659,8 \$	456,8 \$	1 116,6 \$	562,5 \$	244,0 \$	806,5 \$	112,1 \$	2 035,2 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	74,5	4,6	79,1	8,4	3,7	12,1	2,7	93,9
Immobilisations incorporelles et autres actifs	18,0	4,0	22,0	6,9	10,9	17,8	9,0	48,8
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des stocks (note 5)	-	(0,3)	(0,3)	(0,2)	(0,1)	(0,3)	0,4	(0,2)
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des créances	3,0	0,3	3,3	0,2	-	0,2	0,5	4,0
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	14,2	-	14,2	1,5	4,4	5,9	-	20,1
Résultat opérationnel sectoriel	100,7	88,2	188,9	80,0	27,4	107,4	6,4	302,7

Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Total du résultat opérationnel sectoriel	291,8 \$	302,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 22)	-	(68,7)
Résultat opérationnel	291,8 \$	234,0 \$

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
FS/C	137,5 \$	91,2 \$
PS/C	31,2	25,3
PS/M	22,3	31,3
FS/M	20,0	14,5
NMP	16,5	12,6
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	227,5 \$	174,9 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les créances, les contrats en cours, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Le passif utilisé comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Actif utilisé		
FS/C	1 946,6 \$	1 697,6 \$
PS/C	417,7	326,8
PS/M	584,5	579,1
FS/M	403,7	303,6
NMP	272,4	249,4
Actif non inclus dans l'actif utilisé	611,8	534,8
Total de l'actif	4 236,7 \$	3 691,3 \$
Passif utilisé		
FS/C	243,5 \$	232,9 \$
PS/C	344,5	270,4
PS/M	229,6	253,0
FS/M	191,3	151,6
NMP	50,0	50,2
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 695,6	1 586,8
Total du passif	2 754,5 \$	2 544,9 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes		
Canada	174,2 \$	205,3 \$
États-Unis	665,3	617,8
Royaume-Uni	256,9	236,8
Allemagne	71,5	71,2
Autres pays d'Europe	374,6	320,5
Émirats arabes unis	67,5	49,2
Chine	139,5	156,8
Autres pays d'Asie	181,7	198,1
Australie	79,9	91,0
Autres pays	103,8	88,5
	2 114,9 \$	2 035,2 \$

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	775,9 \$	600,5 \$
États-Unis	715,9	614,5
Brésil	82,9	83,4
Royaume-Uni	335,6	285,8
Luxembourg	168,6	144,4
Pays-Bas	128,0	96,8
Autres pays d'Europe	300,7	266,0
Pays d'Asie	74,3	47,7
Autres pays	105,6	95,6
	2 687,5 \$	2 234,7 \$

NOTE 32 – RELATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les participations qui ont une incidence significative sur les résultats ou l'actif de la Société :

Participations dans des filiales consolidées dans les états financiers de la Société :

Nom	Pays de constitution	Participation en % 2014	Participation en % 2013
7320701 Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
8218765 Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
BGT BioGraphic Technologies Inc.	Canada	-	100,0 %
CAE (UK) PLC	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE (US) Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE (US) LLC	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Aircrew Training Services PLC	Royaume-Uni	77,9 %	77,9 %
CAE Australia Pty Ltd.	Australie	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training Chile Limitada	Chili	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training International Ltd.	Île Maurice	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training Peru S.A.	Pérou	100,0 %	100,0 %
CAE Beyss Grundstücksgesellschaft mbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %
CAE Brunei Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd	Brunei	60,0 %	60,0 %
CAE Center Amsterdam B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Center Brussels N.V.	Belgique	100,0 %	100,0 %
CAE China Support Services Company Limited	Chine	100,0 %	100,0 %
CAE Civil Aviation Training Solutions Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Delaware Buyco Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %

CAE Dubai L.L.C.	Dubaï	49,0	%	-
CAE Elektronik GmbH	Allemagne	100,0	%	100,0 %
CAE Engineering Korlátolt Felelősségű Társaság	Hongrie	100,0	%	100,0 %
CAE Euroco S.à r.l.	Luxembourg	100,0	%	100,0 %
CAE Flight & Simulator Services Sdn. Bhd.	Malaisie	100,0	%	100,0 %
CAE Flight and Simulator Services Korea, Ltd.	Corée	100,0	%	-
CAE Flight Solutions USA Inc.	États-Unis	100,0	%	100,0 %
CAE Flight Training Center Mexico, S.A. de C.V.	Mexique	100,0	%	100,0 %
CAE Flightscape Inc.	Canada	100,0	%	100,0 %
CAE Global Academy Évora, SA	Portugal	100,0	%	100,0 %
CAE Santé Canada Inc.	Canada	100,0	%	100,0 %
CAE Healthcare Inc.	États-Unis	100,0	%	100,0 %
CAE Holdings B.V.	Pays-Bas	100,0	%	100,0 %
CAE Holdings Limited	Royaume-Uni	100,0	%	100,0 %
CAE India Private Limited	Inde	76,0	%	76,0 %
CAE Integrated Enterprise Solutions Australia Pty Ltd.	Australie	100,0	%	100,0 %
CAE Integrated Enterprise Solutions USA Inc.	États-Unis	100,0	%	-
CAE International Capital Management Hungary LLC	Hongrie	100,0	%	100,0 %
CAE International Holdings Limited	Canada	100,0	%	100,0 %
CAE Investments S.à r.l.	Luxembourg	100,0	%	100,0 %
CAE Japan Flight Training Inc.	Japon	100,0	%	-
CAE Labuan Inc.	Malaisie	100,0	%	100,0 %
CAE Luxembourg Acquisition, S.à r.l.	Luxembourg	100,0	%	100,0 %
CAE Luxembourg Financing, S.à r.l.	Luxembourg	100,0	%	100,0 %
CAE Management Luxembourg S.à r.l.	Luxembourg	100,0	%	100,0 %
CAE Melbourne Flight Training Pty Ltd.	Australie	100,0	%	100,0 %
CAE Mining Canada Inc.	Canada	100,0	%	100,0 %
CAE Mining Corporate Limited	Royaume-Uni	100,0	%	100,0 %
CAE Mining Holdings Inc.	Canada	100,0	%	100,0 %
CAE North East Training Inc.	États-Unis	100,0	%	100,0 %
CAE Oxford Aviation Academy Amsterdam B.V.	Pays-Bas	100,0	%	100,0 %
CAE Oxford Aviation Academy Phoenix Inc.	États-Unis	100,0	%	100,0 %
CAE Services (Canada) Inc.	Canada	100,0	%	100,0 %
CAE Services GmbH	Allemagne	100,0	%	100,0 %
CAE Services Italia S.r.l.	Italie	100,0	%	100,0 %
CAE Servicios Globales de Instrucción de Vuelo (España), S.L.	Espagne	100,0	%	100,0 %
CAE Shanghai Company, Limited	Chine	100,0	%	100,0 %
CAE SimuFlite Inc.	États-Unis	100,0	%	100,0 %
CAE Simulation Technologies Private Limited	Inde	100,0	%	100,0 %
CAE Simulator Services Inc.	Canada	100,0	%	100,0 %
CAE Singapore (S.E.A.) Pte Ltd.	Singapour	100,0	%	100,0 %
CAE South America Flight Training do Brasil Ltda.	Brésil	100,0	%	100,0 %
CAE STS Limited	Royaume-Uni	100,0	%	100,0 %
CAE Training & Services Brussels NV	Belgique	100,0	%	100,0 %
CAE Training & Services UK Ltd.	Royaume-Uni	100,0	%	100,0 %
CAE Training Aircraft B.V.	Pays-Bas	100,0	%	100,0 %
CAE Training Norway AS	Norvège	100,0	%	100,0 %
CAE USA Inc.	États-Unis	100,0	%	100,0 %
CAE Verwaltungsgesellschaft mbH	Allemagne	100,0	%	100,0 %
Engenuity Holdings (USA) Inc.	États-Unis	100,0	%	100,0 %
Flight Simulator-Capital L.P.	Canada	100,0	%	100,0 %
Flight Training Device (Mauritius) Ltd.	Île Maurice	100,0	%	100,0 %
GCAT Flight Academy Germany GmbH	Allemagne	100,0	%	100,0 %
GCAT Flight Academy Malta Ltd.	Malte	100,0	%	100,0 %
International Flight School (Mauritius) Ltd.	Île Maurice	100,0	%	100,0 %
Invertron Simulateurs PLC	Royaume-Uni	100,0	%	100,0 %
Kestrel Technologies Pte Ltd.	Singapour	100,0	%	100,0 %
Oxford Aviation Academy European Holdings AB	Suède	100,0	%	100,0 %
Oxford Aviation Academy Finance Ltd.	Irlande	100,0	%	100,0 %
Oxford Aviation Academy Ireland Holdings Ltd.	Irlande	100,0	%	100,0 %

Oxford Aviation Academy (Oxford) Ltd.	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
Oxford Aviation Academy Norway Holdings AS	Norvège	100,0 %	100,0 %
Presagis Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
Presagis Europe (S.A.)	France	100,0 %	100,0 %
Presagis USA Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
Servicios de Instrucción de Vuelo, S.L.	Espagne	80,0 %	80,0 %
Simubel N.V. (CAE Aviation Training Company)	Belgique	100,0 %	100,0 %
Simulator Sevicios Mexico, S.A. de C.V.	Mexique	100,0 %	100,0 %
SIV Ops Training, S.L.	Espagne	100,0 %	100,0 %

Participations dans des coentreprises mises en équivalence :

Nom	Pays de constitution	Participation en % 2014	Participation en % 2013
Asian Aviation Centre of Excellence Sdn., Bhd.	Malaisie	50,0 %	50,0 %
CAE Flight Training (India) Private Limited	Inde	50,0 %	50,0 %
CAE Japan Flight Training Inc.	Japon	-	51,0 %
CAE-Lider Training do Brasil Ltda.	Brésil	50,0 %	50,0 %
China Southern West Australia Flying College Pty Ltd.	Australie	47,1 %	47,1 %
Embraer CAE Training Services (UK) Limited	Royaume-Uni	49,0 %	49,0 %
Embraer CAE Training Services, LLC	États-Unis	49,0 %	49,0 %
Emirates-CAE Flight Training LLC	Émirats arabes unis	49,0 %	49,0 %
Hatsoff Helicopter Training Private Limited	Inde	50,0 %	50,0 %
Helicopter Training Media International GmbH	Allemagne	50,0 %	50,0 %
HFTS Helicopter Flight Training Services GmbH	Allemagne	25,0 %	25,0 %
National Flying Training Institute Private Limited	Inde	51,0 %	51,0 %
Philippine Academy for Aviation Training Inc.	Philippines	50,0 %	50,0 %
Rotorsim s.r.l.	Italie	50,0 %	50,0 %
Rotorsim USA LLC	États-Unis	50,0 %	50,0 %
Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited	Chine	49,0 %	49,0 %

Pour l'exercice 2014, la quote-part non comptabilisée des pertes des coentreprises au titre desquelles la Société a cessé de constater sa quote-part des pertes lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence s'est établie à 1,6 million \$ (1,9 million \$ en 2013). La quote-part non comptabilisée cumulative des pertes de ces entités totalisait 8,9 millions \$ au 31 mars 2014 (7,3 millions \$ en 2013; 5,4 millions \$ au 1^{er} avril 2012). La quote-part non comptabilisée cumulative de la perte globale des coentreprises totalisait 11,0 millions \$ (11,9 millions \$ en 2013; 9,2 millions \$ au 1^{er} avril 2012).

NOTE 33 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

(montants en millions)	2014	2013
Créances (note 4)	30,1 \$	49,9 \$
Contrats en cours : actifs	13,5	41,3
Autres actifs	30,6	34,3
Dettes fournisseurs et charges à payer (note 9)	16,3	25,3
Contrats en cours : passifs	6,3	9,3

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 16,9 millions \$ (19,0 millions \$ au 31 mars 2013) qui vient à échéance en octobre 2022 et porte intérêt au taux de 5,14 % par année, des prêts de 8,4 millions \$ (10,4 millions \$ au 31 mars 2013) qui viennent à échéance en septembre 2016 et en décembre 2017 et portent intérêt aux taux respectifs du taux LIBOR à six mois majoré de 1 % et à 11 % par année ainsi qu'une créance à long terme de 5,3 millions \$ (4,9 millions \$ au 31 mars 2013) qui n'est assortie d'aucune modalité de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées aux 31 mars 2014 et 2013.

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Produits des activités ordinaires tirés des produits et services	101,0 \$	131,5 \$
Achats de produits et services, et autres	11,3	12,3
Autres transactions influant sur le résultat net	2,9	2,8

De plus, pour l'exercice 2014, des transactions s'élevant à 2,7 millions \$ (4,3 millions \$ en 2013) ont été faites aux prix normaux du marché avec certaines entreprises dont un membre du conseil d'administration de la Société est un associé ou un dirigeant.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	3,8 \$	4,0 \$
Avantages postérieurs à l'emploi ¹⁾	1,6	2,0
Indemnités de fin de contrat de travail	2,4	-
Paiements fondés sur des actions	6,4	2,4
	14,2 \$	8,4 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel (note 14)

Conseil d'administration et direction

CONSEIL D'ADMINISTRATION

James F. Hankinson

Président du conseil d'administration
CAE inc.
Toronto (Ontario)

Brian E. Barents^{1, 3}

Administrateur de sociétés
Andover (Kansas)

Paul Gagné^{1, 2}

Président du conseil
Corporation Wajax
Montréal (Québec)

Gén. Peter J. Schoomaker É.-U. **(ret.)**^{1, 3}

Administrateur de sociétés
Tampa (Floride)

Katharine B. Stevenson²

Administratrice de sociétés
Toronto (Ontario)

Marc Parent

Président et chef de la direction
CAE inc.
Montréal (Québec)

L'honorable Michael M. Fortier, **C.P.**³

Vice-président du conseil
RBC Marchés des Capitaux
Montréal (Québec)

L'honorable John Manley, **C.P., O.C.**^{1, 3}

Président et chef de la direction du
conseil canadien des chefs
d'entreprise
Ottawa (Ontario)

Andrew J. Stevens^{1, 2}

Administrateur de sociétés
Gloucestershire (Royaume-Uni)

Kathleen E. Walsh²

Présidente et chef de la direction
Boston Medical Center
Boston (Massachusetts)

DIRECTION

James F. Hankinson

Président du conseil
d'administration

Marc Parent

Président et chef de la direction

Nick Leontidis

Président de groupe
Produits de simulation, formation et
services associés – Civil

Gene Colabatistto

Président de groupe
Produits de simulation, formation et
services associés – Militaire

Stéphane Lefebvre

Vice-président, Finances et chef de
la direction financière

Hartland J. A. Paterson

Avocat général, chef de la
conformité et secrétaire

Bernard Cormier

Vice-président
Ressources humaines

Sonya Branco

Vice-présidente et contrôleur

Bruce McConnell

Trésorier

¹ Membre du comité des ressources humaines

² Membre du comité de vérification

³ Membre du comité de gouvernance d'entreprise

Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs

ACTIONS DE CAE

Les actions de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE) sous le symbole « CAE ».

COMPTABILITÉ DES TRANSFERTS ET REGISTRE DES ACTIONNAIRES

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9e étage
Toronto (Ontario)
M5J 2Y1
Tél. : 514-982-7555 ou
1-800-564-6253
(sans frais au Canada et aux États-Unis)
www.computershare.com

PROGRAMME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui souhaitent recevoir leurs dividendes en actions ordinaires et non en espèces (réduction de 2 % actuellement accordée en date de la publication du présent rapport annuel) peuvent adhérer au Programme de réinvestissement des dividendes de CAE. Le formulaire d'adhésion au programme peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada ou rendez-vous sur www.cae.com/dividende.

DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui reçoivent leurs dividendes en espèces peuvent, au lieu du paiement par chèque, en demander le dépôt direct dans leur compte bancaire. Le formulaire de demande de dépôt direct des dividendes peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada.
www.cae.com/dividende

ENVOIS MULTIPLES

Pour ne recevoir qu'un seul envoi des documents qui leur sont adressés, les actionnaires inscrits titulaires de plusieurs comptes communiqueront avec la Société de fiducie Computershare du Canada et les actionnaires non inscrits, avec leur courtier en placements.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Les rapports trimestriels et annuels ainsi que les autres publications de CAE sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com. On peut aussi obtenir ces publications auprès du service Relations avec les investisseurs :

Relations avec les investisseurs

CAE inc.
8585, ch. de la Côte-de-Liesse
Saint-Laurent (Québec) H4T 1G6
Tél. : 1-866-999-6223
investisseurs@cae.com

English version

If you would like an English version of this Annual Report, please address your request to investor.relations@cae.com.

ASSEMBLÉE ANNUELLE 2014

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mercredi 13 août 2014 à 11 h au Centre Sheraton Montréal, 1201, boul. René-Lévesque Ouest, 4e étage, Montréal (Québec). La séance sera retransmise en direct sur le site Web de CAE à www.cae.com.

VÉRIFICATEURS

PricewaterhouseCoopers, s.r.l
Comptables professionnels agréés
Montréal (Québec)

MARQUES DE COMMERCE

Les marques de commerce et/ou marques déposées de CAE inc. et/ou de ses sociétés affiliées comprennent, entre autres, CAE,

CAE Medallion 6000, CAE Simfinity, CAE True Electric Motion, CAE True Airport, CAE Tropos 6000, CAE Augmented Engineering Environment, CAE Fidelis, dispositif d'entraînement aux missions CAE Unmanned Aerial Systems (UAS), simulateur d'exploitation minière CAE Terra et simulateur d'échographie obstétricale VIMEDIX pour la santé des femmes. Les autres noms de marques et de produits cités dans ce document et les logos qui y sont reproduits sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Il est interdit de les utiliser, de les modifier, de les copier ou de les citer sans le consentement écrit de leur détenteur. Tous droits réservés.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Les documents suivants portant sur les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise de CAE sont disponibles sur le site Web de CAE (www.cae.com) ou sur demande auprès du secrétaire général :

- Mandats du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration;
- Descriptions des fonctions du président du Conseil, des présidents de comité et du chef de la direction;
- Code d'éthique professionnelle de CAE et Code d'éthique des membres du Conseil;
- Directives sur la régie de la Société.

CAE n'est pas tenue de se conformer à la majorité des exigences d'inscription à la cote de la Bourse de New York (NYSE) en matière de gouvernance d'entreprise. Les différences les plus importantes entre les pratiques de CAE et les exigences applicables aux sociétés américaines cotées à la NYSE sont résumées sur le site Web de CAE; CAE est conforme aux exigences importantes de la NYSE à tous égards importants.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport annuel contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir, stratégie, futur et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être fiables. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes militaires financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles ainsi que les règles régissant les minerais stratégiques; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et l'empiètement des constructeurs d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de propriété intellectuelle, le personnel clé, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, la durée du cycle de vente et notre dépendance envers la technologie; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. Vous trouverez plus de précisions à la section intitulée Facteurs de risque de notre notice annuelle, pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.



À titre de membre du programme eTree, CAE inc. s'engage à répondre à vos besoins en tant qu'actionnaire tout en respectant l'environnement. Pour chaque actionnaire qui décide de recevoir ses communications de façon électronique, CAE plantera un arbre par l'entremise d'Arbre Canada, le chef de file en matière de reforestation urbaine au Canada.



Contient 30 % de fibres postconsommation et 70 % de fibres vierges certifiées FSC®

Certifié ÉcoLogo et FSC® Mixte

Fabriqué à partir d'énergie biogaz



cae.com